

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
DÉLIMITATION DES RÉGIONS
DE PRODUCTION

ÉTUDE SUR LA LOI DU 1^{er} AOÛT 1905

THÈSE POUR LE DOCTORAT

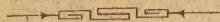
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE MERCREDI 8 DÉCEMBRE 1909, A 1 HEURE 1/2

PAR

ANTOINE MONIS

PRÉSIDENT : M. H. BERTHÉLEMY, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { MM. CHÉNON, PROFESSEUR
SAUZET, PROFESSEUR



PARIS

LIBRAIRIE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES, DU BULLETIN DES LOIS
ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

GEORGES ROUSTAN, Libraire

5, 17, 17 bis, Quai Voltaire

1909





Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

LA
DÉLIMITATION DES RÉGIONS
DE PRODUCTION

ÉTUDE SUR LA LOI DU 1^{er} AOÛT 1905

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE MERCREDI 8 DÉCEMBRE 1909, À 4 HEURE 1/2

PAR

ANTOINE MONIS

PRÉSIDENT : M. H. BERTHÉLEMY, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { MM. CHÉNON, PROFESSEUR
SAUZET, PROFESSEUR



PARIS

LIBRAIRIE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES, DU BULLETIN DES LOIS
ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

GEORGES ROUSTAN, Libraire
5, 17, 17 bis, Quai Voltaire

1909

La Faculté n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

IN MEMORIAM

AVANT-PROPOS

Ce travail sera divisé en deux parties.

Dans la première, nous examinerons successivement :

la loi du 1^{er} août 1905 et les modifications qu'elle a apportées au système de répression des fraudes et falsifications ;

la genèse du texte qui prescrit la délimitation des régions de production ;

la portée de ce texte ; les règles qu'il impose au Conseil d'État ; les limites qu'il met à son pouvoir de réglementation ;

la lacune législative que ce texte révèle ;

la nécessité de la combler ;

la procédure à suivre pour la préparation du décret de règlement. Procédure d'instruction préliminaire ; et procédure au Conseil d'État devant les sections et devant l'assemblée générale ; les voies de recours contre ce décret ; recours direct au contentieux, et recours indirect.

Dans la deuxième partie, nous étudierons la délimitation projetée de la région des vins de Bordeaux, sans aucune préoccupation de polémique, en la consi-

dérant uniquement comme un cas concret d'application de la loi du 1^{er} août 1905, comme un exemple bien choisi pour montrer les difficultés juridiques d'une pareille opération.

Elle met en présence et presque aux prises trois régions d'inégale importance : le département de la Gironde, une partie de l'arrondissement de Bergerac (42 communes) et une partie de l'arrondissement de Marmande (21 communes).

Car un projet de délimitation de la région des vins de la Gironde, préparé par le conseil d'État annexerait au crû bordelais ces deux emprises de la Dordogne et du Lot-et-Garonne.

Au cours de notre discussion, nous ne verrons dans ces trois régions que des entités purement juridiques.

Nous dépouillerons donc notre sujet de toutes les considérations géologiques, agrologiques, climatériques, culturelles, économiques, qui constituent des à-côté et sont, au surplus, sans influence légale sur la question de droit, la seule importante à envisager.

Dans cet esprit nous aborderons tour à tour les sujets suivants :

Le crû Bordelais avant la Révolution ; ses privilèges ; sa marque : barrique spéciale ; son appellation : vins de Bordeaux ; ses limites ; son régime, de Louis XI à Turgot ; les crûs de Bergerac et de Marmande avant la Révolution ; la reconnaissance par

la jurade de Bergerac du crû bordelais, de ses privilèges et de la nécessité d'empêcher une confusion entre les vins du territoire de Bergerac et ceux du crû bordelais ;

Les crûs de Bordeaux, de Bergerac et de Marmande, sous l'empire du droit moderne ; leur position juridique respective ; les usages locaux constants.

Les textes anciens, reproduits par nous, sont empruntés à l'érudition bien connue de MM. Brutails, archiviste départemental de la Gironde, docteur Georges Martin et Nicolaï, avocat.

Nous exprimons ici notre admiration pour leurs travaux et notre gratitude.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

La loi du 1^{er} Août 1905 sur la répression des fraudes et des falsifications. — Le législateur a voulu condenser dans un texte les règles générales ; unifier la répression et la rendre plus efficace. — Textes abrogés ; lois maintenues ; tableau des anciennes et des nouvelles pénalités. — Le législateur a pris aussi des mesures préventives.

Après vingt ans d'efforts, le Parlement a élaboré la loi du 1^{er} Août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles.

La pensée maîtresse, inspiratrice de cette loi, était, en présence de lois spéciales très nombreuses, destinées à atteindre chacune un genre de fraude, la nécessité « de condenser, dans un texte plus complet, tous les principes et toutes les règles générales de la matière ». (Thévenet, rapporteur de la loi au Sénat.)

Toutefois le législateur ne se bornait pas à réunir dans un seul texte les dispositions principales éparses dans nos lois sur les fraudes.

Il poursuivait, en même temps, l'idée d'unifier la répression et de la rendre plus efficace en l'aggravant.

A ces fins il soumettait à son système de peines nouvelles non seulement les délits définis par la loi du 1^{er} Août 1905, mais encore tous ceux déjà atteints par les lois diverses répressives de la fraude qui étaient maintenus par cette loi.

Voici d'ailleurs les modifications que la loi fait subir à nos textes législatifs.

Les peines appliquées aux délits de fraude étaient avant elle empruntées :

à l'article 423 du Code pénal ;

au paragraphe 2 de l'article 477 du Code pénal ;

à la loi du 27 Mars 1851, tendant à la répression de certaines fraudes dans la vente des marchandises ;

à la loi des 5 et 9 Mai 1855 sur la répression des fraudes dans la vente des boissons.

Ces dispositions sont abrogées par la loi nouvelle ; elle leur substitue son nouveau système répressif.

Elle opère la même substitution pour tous les cas frappés par des lois postérieures à l'article 423 du Code pénal et à la loi du 27 mars 1851.

Voici l'énumération de ces lois qui, bien que maintenues, voient leurs pénalités remplacées par celles de la loi du 1^{er} Août 1905.

Article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824 sur les altérations de noms ou suppositions de noms sur les produits fabriqués ;

Articles 1 et 2 de la loi du 4 février 1888 concer-

nant la répression des fraudes dans le commerce des engrais ;

Article 7 de la loi du 14 Août 1889, 2 de la loi du 11 Juillet 1891 et 1^{er} de la loi du 24 Juillet 1894, relatives aux fraudes commises dans la vente des vins ;

Article 3 de la loi du 25 Avril 1895, relative à la vente des sérums thérapeutiques.

Article 3 de la loi du 6 Avril 1897, concernant les cidres et poirés ;

Article 17, 19, 20 de la loi du 16 Avril 1897, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la falsification de la margarine.

La loi nouvelle ajoutait la peine de l'affichage : aux infractions aux articles 49 et 53 de la loi de finances du 30 Mars 1902, sur la saccharine ;

7 de la loi du 28 Janvier 1903 ;

32 de la loi de finances du 31 Mars 1903 sur les sucres ;

et 2 et 3 de la loi du 18 Juillet 1904.

Elle conservait, comme peines accessoires, les incapacités électorales édictées par la loi du 24 Janvier 1889.

Ces modifications dans les textes amenaient dans les peines prononcées les changements suivants :

Les peines prononcées par l'article 423 du Code pénal étaient : l'emprisonnement au moins pendant trois mois, un an au plus et une amende, qui ne peut

excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être inférieure à cinquante francs ; la confiscation des objets du délit ou de leur valeur ; la destruction des faux poids et fausses mesures ; l'affichage du jugement et l'insertion dans les journaux, facultatifs.

L'article 477 du Code pénal prononçait la confiscation des boissons falsifiées qui devaient être répandues.

La loi du 27 Mars 1851 édictait les peines ci-après : s'il s'agit de marchandises contenant des matières nuisibles à la santé, l'amende sera de cinquante à cinq cents francs, à moins que le quart des restitutions et dommages-intérêts n'excède cette dernière somme ; l'emprisonnement sera de trois mois à deux ans (Art. 2) ; pour détention de faux poids ou fausses mesures et de substances alimentaires ou médicamenteuses falsifiées ou corrompues : amende de seize à vingt-cinq francs et emprisonnement de six à dix jours, ou l'une des deux peines seulement suivant les circonstances (Art. 3) ; si la substance falsifiée est nuisible à la santé, l'amende pourra être portée à cinquante francs et la prison à quinze jours.

En cas de récidive dans les cinq ans, que le délit soit atteint par la loi du 27 Mars 1851 ou l'article 423 du Code pénal, l'amende pourra être élevée au double du maximum et pourra être portée à mille francs si la moitié des restitutions et dommages-inté-

rêts n'excède pas cette somme, le tout sans préjudice des articles 57 et 58 du Code pénal.

Telles sont les peines disparues par suite d'abrogation des textes qui les édictaient ; voici celles qui les ont remplacées :

Pour tromperie : emprisonnement de trois mois au moins, un an au plus et amende de cent francs au moins à cinq mille francs au plus, ou de l'une des deux peines seulement.

En cas de tromperie, à l'aide de faux poids, ou de manœuvres tendant à fausser les opérations de l'analyse, du dosage, du mesurage ou à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations ; soit à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure exacte, l'emprisonnement pourra être porté à deux ans.

Les falsifications seront punies des mêmes peines que les tromperies ; si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique, si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement sera appliqué. Il sera de trois mois à deux ans et l'amende de cinq cents francs à dix mille francs.

La détention de faux poids ou fausses mesures, de denrées, servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, de boissons, produits agricoles ou na-

turels qu'on savait être falsifiés, corrompus ou toxiques; de substances médicamenteuses falsifiées : soit de produits, propres à effectuer la falsification, sont punis d'une amende de cinquante francs à trois mille francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si la substance alimentaire ou médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement sera prononcé.

Il sera de trois mois à un an et l'amende de cent francs à cinq mille francs.

Au cas de récidive, les peines d'emprisonnement et d'affichage devront être appliquées.

La confiscation des objets du délit est maintenue : s'ils sont utilisables, ils peuvent être mis à la disposition de l'administration pour être attribués aux établissements d'assistance publique.

S'ils sont nuisibles, ils seront détruits.

Le tribunal pourra ordonner cette destruction ou leur effusion devant l'établissement ou le domicile du condamné.

Dans tous les cas, le tribunal pourra ordonner l'affichage du jugement ou l'insertion dans les journaux.

La suppression ou la dissimulation de l'affichage est punie d'une amende de cinquante francs à mille francs.

La récidive de ces délits contre l'affichage, est

punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de cent francs à deux mille francs.

L'article 463 du Code pénal, sur les circonstances atténuantes, est applicable à tous les délits visés par la loi du 1^{er} août 1905, même au cas de récidive.

Tel est, dans ses grandes lignes, le système de pénalités inauguré par la nouvelle loi.

Mais elle ne faisait pas seulement œuvre de répression.

Le législateur avait encore une autre préoccupation :

« La réforme, pour être féconde, devait comprendre aussi des mesures *préventives* et d'exécution » disait le rapporteur de la loi au Sénat, M. Thévenet (1).

Par là, la loi sur les fraudes entraînait dans un ordre d'idées absolument nouveau.

Elle se proposait de réglementer notamment : la vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits donnant lieu à l'application de la loi ; et les *inscriptions* et *marques indiquant*, soit la composition, soit l'*origine des marchandises*, soit les *appellations régionales et de crûs particuliers* que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes à titre de garantie de la part des vendeurs.

(1) Rapport Thévenet, n° 324. Sénat, 15 novembre 1898. — Rapport Trannoy n° 174. Sénat, 23 juin 1905.

Nous sommes d'ailleurs arrivés à la partie de la loi qui sera le sujet de notre étude.

Avant de l'aborder, il nous a paru bon d'esquisser l'économie de la loi tout entière. Nous plaçons ainsi le sujet dans son cadre naturel et logique.

Ce n'est point un hors-d'œuvre de montrer, dans leur ensemble, les dispositions pénales de la loi du 1^{er} août 1905.

Par leur sévérité, elles sont une incitation à scruter plus rigoureusement les conditions prévues pour l'application de la loi, et à donner notamment des règles, d'autant plus rationnelles et précises à la délimitation des régions de produits, qu'elle comporte comme sanction des châtimens plus rigoureux.

CHAPITRE II

Origine et genèse du texte prescrivant la délimitation des régions de production. — Ancien texte de l'article 11 de la loi du 1^{er} Août 1905. — Modification de cet article par la loi du 5 Août 1908.

Inutile d'insister sur les difficultés d'une pareille réglementation.

Pour la réaliser, le législateur s'en remettait, ainsi qu'il le fait trop souvent, dès que la matière est délicate, à des règlements d'administration publique, confiés au Conseil d'Etat.

Ce n'est pas que cette haute assemblée ne soit capable de régler merveilleusement la matière la plus difficile et de répondre dignement à la confiance du Parlement.

Mais la facilité avec laquelle les Chambres françaises s'exonèrent de leur responsabilité quant aux questions d'application des lois, ne fait qu'accroître leur hâte de produire et l'exubérance de leur prolifération législative.

Au lendemain de la promulgation de la loi du 1^{er} Août 1905, le Ministre de l'Agriculture pensa à faire réglementer les *inscriptions et marques indi-*

quant l'origine des vins, les appellations régionales.

Il s'adressa à cet effet au Conseil d'Etat.

Il exposa : Que ce règlement était confié au Conseil d'Etat par l'article 11 de la loi du 1^{er} Août 1905 ; qu'il ne pouvait être établi qu'au moyen d'une délimitation préalable de chacune des régions intéressées ; en conséquence il demandait au Conseil d'Etat de faire précéder son œuvre de règlement, par cette délimitation nécessaire.

Le Ministre de l'Agriculture eut la surprise de voir sa requête et son raisonnement se heurter à un *non possumus* formel.

Le Conseil d'Etat ne trouvait pas dans le texte de l'article 11 de la loi du 1^{er} Août 1905 une délégation du droit de délimiter ; ce droit par sa nature échappait à ses attributions organiques ; il devait donc s'abstenir.

C'était la logique même.

On tenta, au moyen d'interpellations, de faire interpréter par le Parlement la loi du 1^{er} Août 1905 dans un sens favorable aux desseins du gouvernement.

Mais l'assemblée administrative persista très honorablement dans ses scrupules ; elle déclina une mission, qui ne lui était attribuée par aucun texte précis de loi.

Il fallut avoir recours à la loi. Le 27 Juin 1907, M. le professeur Cazeneuve, député du Rhône, usant

de son droit d'initiative parlementaire, déposait une proposition de loi, en vue de compléter la loi du 1^{er} Août 1905, en fournissant le texte qui manquait à la délégation du Conseil d'Etat.

M. Cazeneuve se proposait de pourvoir à une double nécessité.

En premier lieu, il donnait au Conseil d'Etat, par un texte précis et formel la mission de procéder à la délimitation par voie de règlement d'administration publique.

L'article 11 de la loi du 1^{er} Août 1905 était, en effet, ainsi conçu :

« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne . . . »

A l'énumération, qui suivait, comprenant les sujets dévolus au Conseil d'Etat, M. Cazeneuve ajoutait, à la fin du paragraphe 2 :

« La délimitation des régions pouvant prétendre aux appellations de provenance des produits. »

Désormais la loi confiait nettement au Conseil d'Etat la mission de délimiter.

Mais il importait, en même temps, et en second lieu, de résoudre une objection grave, soulevée sinon par le Conseil d'Etat lui-même; du moins par certains orateurs parlementaires, au cours de l'interpellation à la Chambre du 14 Juin 1907, notamment.

Selon ces critiques, délimiter les régions ayant droit à la marque régionale, c'était toucher à la propriété ; non pas, à vrai dire, à la propriété immobilière considérée dans la surface de l'immeuble ; mais tout au moins à cette propriété industrielle spéciale que constitue le nom de la région au profit de ceux qui sont fabricants dans la région : à la propriété et à la jouissance du nom du crû régional, qui découlent de la loi du 28 Juillet 1824 et des règles que la Cour de Cassation en a tirées au profit des propriétaires viticulteurs.

Et l'on soutenait que le Conseil d'Etat ne pourrait accomplir son œuvre de délimitation sans trancher de véritables questions de propriété à l'occasion des marques régionales ; et que des questions de cette nature échappent à la réglementation et à la compétence administrative et relèvent seulement des lois et tribunaux civils.

Pour bien comprendre la pensée du législateur, il nous faut étudier son propre langage.

Nous donnerons les objections formulées par M. Castillard ; nous indiquerons ensuite les précautions prises par M. Cazeneuve pour se débarrasser de ces objections.

C'est le meilleur moyen de saisir la portée du texte législatif.

M. Castillard s'exprimait ainsi : (*Journal officiel*, 15 Juin 1907, 2^{me} séance du 14 Juin, p. 574).

« Or ni l'article 11, ni les autres articles de la loi

ne parlent de délimitation. Aucune délégation n'a donc été donnée, par le pouvoir législatif, au pouvoir exécutif pour lui conférer le droit de délimiter, avec le concours du Conseil d'Etat, le district dont la Chambre syndicale, siégeant à Reims, demande la création.

« L'absence de délégation est d'autant plus notoire que lors de la discussion de l'article 11 les députés de la Marne avaient proposé, sous forme d'amendement, un texte additionnel ainsi conçu : « Des règlements d'administration publique délimiteront les régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance de produits », et que, ni cet amendement, lu à la Chambre par son Président, ni le mot *délimiter* n'ont été inscrits dans la loi.

« Mais je vais plus loin, et je dis que, si les Chambres avaient donné au pouvoir exécutif délégation pour délimiter avec le concours du Conseil d'Etat, par règlement d'administration publique, une Champagne viticole, elles auraient méconnu les principes et enfreint les règles de notre droit public.

« En effet, déterminer par une délimitation quels sont ceux, parmi les propriétaires de vignes, situées en Champagne, qui continueront à avoir le droit de vendre leurs vins comme vins de Champagne et quels sont ceux qui n'auront plus ce droit, c'est trancher une question de propriété, laquelle est normalement

de la compétence des tribunaux et devrait être laissée à leur appréciation.

« En tout cas, en admettant que le pouvoir législatif ne veuille plus laisser aux tribunaux le soin de solutionner cette question de droit de propriété dans les différentes espèces dont ils pourraient être saisis et qu'il veuille la résoudre par une réglementation d'un caractère général visant la région champenoise, c'est lui seul, pouvoir législatif, qui aurait qualité pour faire lui-même cette délimitation. Il est de principe, dans notre droit public, que le pouvoir législatif ne peut pas déléguer au pouvoir exécutif la mission de statuer sur les questions de droit de propriété, qui sont placées au-dessus des règlements d'administration publique, desquels on a dit avec raison qu'ils sont une législation secondaire.

« Sans vouloir abuser des citations, je rappellerai cependant à la Chambre les termes dans lesquels s'exprime M. Pierre, l'honorable secrétaire général de la présidence, à la page 9 du supplément de son excellent *Traité de Droit politique et parlementaire* :

« Le pouvoir exécutif peut être investi par les Chambres du droit de faire les règlements d'administration publique nécessaires au fonctionnement d'une loi déterminée ; mais les Chambres abdiqueraient leur mandat si elles renvoyaient à un règlement d'administration publique les actes qui sont des attributs essentiels de la souveraineté et dont

l'accomplissement ne saurait être délégué ; en d'autres termes, il y a des questions que le pouvoir législatif est obligé de retenir et dont il ne peut confier la solution au pouvoir exécutif, même sous le contrôle et avec le concours du Conseil d'Etat. Le droit de propriété, par exemple, ne saurait faire l'objet d'un règlement d'administration publique, et tout ce qui en concerne l'exercice doit être directement réglé par la loi. . .

« En vertu des mêmes principes, le pouvoir législatif peut déléguer au pouvoir exécutif, pour en user par la voie du règlement d'administration publique, le droit de décréter les mesures nécessaires à l'exécution des lois, mais non celles qui auraient pour objet de déterminer les cas d'application de la loi. (1) »

« On ne saurait, Messieurs, exposer avec plus de clarté et d'autorité la doctrine que j'invoque. Les Chambres ont donc eu raison de ne pas donner au pouvoir exécutif, dans l'article 11, délégation pour statuer sur une question de propriété en délimitant la Champagne viticole. »

En résumé, l'objection de M. Castillard était double.

En premier lieu, il soutenait que la loi du 1^{er} Août 1905 dans son article 11 n'avait pas donné de délè-

(1) Eugène Pierre. *Traité de Droit politique électoral et parlementaire. Supplément*. Paris 1906. Chapitre 1^{er}, § 2, n° 51, page 9.

gation au Conseil d'Etat pour faire la délimitation des régions de produits.

En second lieu il prétendait que cette délégation eût été inconstitutionnelle parce que le Parlement ne pourrait déléguer son pouvoir législatif au pouvoir exécutif et que le droit de propriété ne saurait faire l'objet d'un règlement d'administration publique.

M. Cazeneuve accueillait ces deux critiques, désirait se mettre en règle avec elles et s'efforçait de les apaiser en donnant à chacune sa satisfaction.

Il confiait expressément au Conseil d'Etat la mission de délimiter ; c'était la première objection.

Pour la seconde objection, M. Cazeneuve lui faisait sa part.

Après avoir confié au Conseil d'Etat la mission de délimiter, il mettait des limites à sa délégation ; il l'enfermait dans une formule restrictive, capable, croyait-il, de tout concilier ; il permettrait au Conseil d'Etat de remplir sa mission réglementaire, mais en circonscrivant son action de façon à l'empêcher de violer aucun des principes constitutionnels ou juridiques qui garantissent le droit individuel de propriété.

A cette fin, il ajoutait la disposition suivante à la rédaction que nous avons vue :

« Cette délimitation sera faite en prenant pour base les usages locaux constants. »

Ce texte impératif prescrit au Conseil d'Etat de

s'en tenir pour délimiter les régions intéressées aux seuls faits acquis et non contestés.

Il ne doit prendre pour base de ses opérations que les usages locaux universellement reconnus; et ne peut, dès lors, donner la sanction du règlement qu'à la possession paisible et publique de la marque régionale.

M. Dauzon, rapporteur de la loi à la Chambre des députés, a fait nettement ressortir dans son rapport (p. 4) (1) l'importance des *précisions* de M. Cazeneuve; elles étaient destinées à faire tomber les objections de M. Castillard; disons mieux, les objections du Conseil d'Etat.

« Grâce à ces précisions, le Conseil d'Etat ne peut manquer de compléter les mesures qu'il a déjà prises pour assurer à la loi de 1905 sa pleine efficacité. »

« Et qu'on ne vienne pas dire qu'une pareille délégation du pouvoir réglementaire aux mains du Conseil d'Etat soit inconstitutionnelle ou même simplement exceptionnelle dans notre droit public.

(1) Le Rapport n° 1163, déposé le 4 juillet 1907, dès le début délimite le champ de son étude : « La proposition de loi, déposée par M. Cazeneuve tend à compléter la loi du 1^{er} août 1905 sur les trois points suivants : 1° En ce qui concerne la peine... 2° En ce qui concerne les *pouvoirs réglementaires* du Conseil d'Etat *pour assurer l'exécution de la loi*, particulièrement au point de vue de la protection des inscriptions et marques d'origine des marchandises et des délimitations régionales. 3°... »

« *Dans les limites qui lui sont tracées* par la loi, le Conseil d'Etat peut se mouvoir sans réserves.

« D'ailleurs, ce n'est pas, comme le prétendait récemment M. Castillard à la tribune, l'attribution au Conseil d'Etat de légiférer sur le droit de propriété, qui est ainsi reconnue par notre texte ; il s'agit non pas d'opérer des modifications dans les titres des propriétaires, viticulteurs ou paysans, mais simplement d'assurer à ceux qui possèdent certaines terres ou qui exercent certains commerces le privilège exclusif de la marque d'origine de leurs produits.

« C'est la sanction d'un droit de propriété, une sorte de réglementation du nom commercial appliqué aux produits du sol ou du commerce, qui est ainsi confiée au Conseil d'Etat et non pas la faculté de procéder à une réforme, même partielle, du statut foncier. La délégation du pouvoir réglementaire au Conseil d'Etat *dans les termes où nous la proposons* est non seulement légitime, elle est traditionnelle et de droit commun législatif. »

Nous verrons plus loin les règles qui découlent de ces principes.

Mais le seul fait de prendre ces précautions contre le Conseil d'Etat, de mettre des limites et des conditions à son pouvoir de faire le règlement d'administration prévu par la loi est significatif d'un fait considérable, bon à marquer dès l'abord.

C'est la preuve que le législateur a entendu con-

fier, non pas le pouvoir de légiférer sur la délimitation, mais simplement la mission de la réglementer administrativement au seul point de vue de l'exécution de la loi.

Il est donc hors de doute que le Parlement n'a pas confié le pouvoir de légiférer, mais seulement le pouvoir de réglementer ; qu'en agissant ainsi, il a permis au Conseil d'Etat de se mouvoir seulement dans les limites qui lui sont tracées. La délégation réglementaire ne reste légitime que dans les termes où elle a été proposée.

En étudiant les voies de recours contre les décrets de délimitation, nous examinerons plus loin les limites que le législateur a apportées à la délégation du Conseil d'Etat et les termes restrictifs de cette délégation.

Mais retenons que le fait seul de limiter le pouvoir réglementaire du Conseil d'Etat, de l'enfermer dans des termes circonstanciels et restrictifs suffit à établir que le Conseil d'Etat ne reçoit pas le pouvoir de légiférer pour réglementer.

En droit constitutionnel, en droit administratif, malgré les équivoques de la jurisprudence du Conseil d'Etat et d'un vieil arrêt de la Cour de Cassation, nous croyons que le législateur n'a pas le droit mais le devoir de légiférer ; qu'il ne peut dès lors concéder à personne un droit qui ne lui appartient pas ; qu'il ne saurait encore moins se substituer quelqu'un pour

l'accomplissement d'un devoir ou d'une fonction qui lui est propre et que, dès lors, il est sans qualité pour attribuer au Conseil d'Etat la plus légère parcelle du pouvoir législatif.

Mais pour le moment nous pouvons ajourner l'examen de la thèse constitutionnelle.

Nous venons de démontrer en fait que le législateur de 1905 a pris le soin de marquer par ses précautions le ferme dessein de ne donner au Conseil d'Etat que le seul pouvoir réglementaire à l'exclusion de tout pouvoir législatif et qu'il ne lui a demandé qu'un règlement assurant les conditions d'exécution de la loi.

Cela étant établi nous allons rechercher les règles qui s'imposent au Conseil d'Etat.

CHAPITRE III

L'article 11 modifié de la loi du 1^{er} Août 1905 ; principes d'où il procède ; règles qu'il impose au Conseil d'État. — En résumé, le Conseil d'État ne peut délimiter que dans l'hypothèse où les usages locaux sont universellement reconnus.

Le texte ainsi obtenu, après modification de l'article 11 primitif de la loi du 1^{er} août 1905 par la loi du 5 août 1908, devient donc le suivant :

« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne : . . . la délimitation des régions pouvant prétendre aux appellations de provenance des produits.

« Cette délimitation sera faite en prenant pour base les usages constants. »

Sur le premier paragraphe, pas de difficultés pour l'heure présente. Nous n'aurons à nous en occuper qu'en étudiant plus loin les voies de recours.

Mais fixons le sens, la portée du second.

Que faut-il entendre par ces mots : usages constants ?

Les usages, au point de vue juridique, sont des coutumes, passées en force de règles, à raison de leur ancienneté, de leur universalité et de leur moralité.

Les usages sont la base même du droit, au moins dans notre matière.

« La codification, disent MM. Lyon-Caen et Renault (*Traité de Droit commercial*, t. I, n° 78), a eu surtout pour but de donner une formule précise à la coutume sur les points les plus importants, de faciliter la connaissance des règles à appliquer et d'éviter ainsi les contestations que soulève nécessairement l'incertitude du droit. »

L'autorité des usages est consacrée même par le droit civil. Voyez au titre « *Des obligations*, » sous la rubrique : *De l'interprétation des conventions*, les articles suivants :

ART. 1135. — Les conventions obligent non seulement à ce qui est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'**usage** ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature.

ART. 1159. — Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'**usage** dans le pays où le contrat est passé.

ART. 1160. — On doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'**usage**, quoi qu'elles n'y soient pas exprimées.

L'article 1873 du Code civil reconnaît aux usages, en matière de société, la force même des règles de droit.

ART. 1873. — Les dispositions du présent titre ne s'appliquent aux sociétés de commerce que dans les points qui n'ont rien de contraire aux lois et **usages** du commerce.

Pour pouvoir être invoqués en droit, les usages « doivent être : 1° *constants*, c'est-à-dire applicables sans divergence soit à la France entière, soit à une même région ; 2° *multipliés*, afin que l'on ne puisse mettre en doute la règle générale qu'ils consacrent ; 3° *anciens*, afin que l'on puisse constater facilement l'assentiment unanime qu'ils impliquent » (1).

La preuve de ces usages se fait le plus souvent à l'aide des parères des chambres de commerce, c'est-à-dire des délibérations constatant les règles coutumières sur les points en litige (2).

Tels sont les principes d'où procède le nouveau texte de l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905.

Il en découle trois règles qui s'imposent au Conseil d'État et dont il ne saurait se départir.

(1) BOISTEL, *Précis de droit commercial*, 3^e édition, 1884, n° 21. Cité par Dalloz, *Supplément*, v° *Usages commerciaux*, p. 673.

(2) BOISTEL, *loc. cit.*, n° 23. — LYON-CAEN et RENAULT, *loc. cit.*, n° 84.

Car le texte est impératif, dirimant ; s'en écarter serait violer la loi elle-même.

Première règle. — Le Conseil d'État ne pourra prendre pour bases de la délimitation que les usages locaux constants ; il lui est interdit d'utiliser pour son œuvre aucune considération d'un autre ordre ; il ne peut faire aucun état d'aucune notion technique, culturelle ou économique, d'aucun argument théorique.

Deuxième règle. — Les usages, pour être retenus, ne doivent pas, selon les règles d'ordre public, résulter de faits délictueux ou frauduleux ou contraires aux lois ; en procédant autrement on serait conduit à donner pour bases à la délimitation, non pas des usages, mais, à vrai dire, des abus.

Troisième règle. — Les usages invoqués pour déterminer la délimitation doivent être constants, c'est-à-dire universellement reconnus, notoirement acquis, incontestables ou incontestés.

En résumé il est donc prescrit au Conseil d'État de procéder par voie déclarative et non attributive.

Les usages constants impliquent l'accord de tous au moins sur le fond du droit. Dans les limites de cet accord le Conseil d'État doit se borner à proclamer le droit de propriété de la marque, avéré par la possession paisible et publique, et à consacrer l'*uti possidetis*, universellement reconnu.

Il lui est interdit de tenter la plus légère révision des droits des propriétaires à la marque régionale existante ; de faire une attribution quelconque de cette marque à des propriétaires d'une région, même voisine, qui n'auraient jamais fait, de cette marque, un usage exclusif et incontesté ; de chercher à justifier cette attribution nouvelle de la marque antérieurement existante par d'autres considérations que celles empruntées aux usages locaux universellement acceptés.

Si le Conseil d'État se maintient dans les limites qui lui sont tracées, on peut soutenir que sa réglementation ne tranche aucune question de propriété.

Il réglemente, mais seulement pour consacrer l'entente commune et universelle quant à l'usage de la marque, pour la mettre en lumière, la rendre publique et, par là, faciliter l'application de la loi.

Le Conseil d'État n'aurait donc pour la délimitation des régions de produits possédant des marques qu'une mission analogue à celle dévolue au juge du bornage.

Il sanctionne des limites reconnues par les parties ; dès que surgit la question de propriété, il doit surseoir à son bornage et renvoyer les parties à se pourvoir devant les juges compétents pour statuer sur la propriété.

CHAPITRE IV

Lacune de la loi du 1^{er} Août 1905 en ce qui touche la délimitation. Cette opération se heurte aux droits acquis ; à ceux qui résultent de la loi du 28 Juillet 1824. Rien n'a été prévu pour la réserve des droits des villes. Proposition de loi des sénateurs de la Gironde. Procès civils. Conflit du règlement et de la loi du 23 Juin 1857.

Il résulte de ce qui précède que la loi de 1905, en ce qui concerne la délimitation des régions de produits, n'a prévu qu'une seule hypothèse : celle où le Conseil d'État se trouverait en face d'usages locaux constants, c'est-à-dire universellement reconnus.

Par la force des choses, on est amené à envisager des situations moins simples ; et déjà, elles apparaissent, dans la pratique, avec leur cortège de difficultés.

Délimiter, en notre matière comme en toute autre de même ordre, c'est reconnaître une frontière préexistante et la porter ensuite à la connaissance de tous pour en assurer plus facilement le respect.

Une pareille opération se fait évidemment dans un intérêt public et c'est par là qu'elle diffère du bornage proprement dit qui n'intéresse que des propriétaires particuliers et reste une procédure privée.

Mais la délimitation trouve à sa base des intérêts privés, des droits acquis, des propriétés industrielles qu'elle ne peut modifier; elle ne peut que les consacrer, dans leur intégrité juridique, en les proclamant publiquement.

Ce n'est pas en effet sur une table rase que la délimitation va se faire.

L'opération se heurtera à des droits acquis, ainsi d'ailleurs que l'obligation de ne prendre pour bases que des usages constants, le fait pressentir.

En effet, il y a sur l'ensemble du territoire, pour les nombreux produits fabriqués, des régions dont les limites sont fixées par l'usage et d'ailleurs consacrées par la loi du 28 juillet 1824.

Cette loi protège non seulement les noms de fabricants, mais encore les noms des lieux de fabrication et de provenance.

M. Gastambide en a défini le but lorsqu'il a dit :

« La provenance des marchandises n'est pas chose indifférente dans le commerce. Telle localité est renommée pour ses draps, telle autre pour sa coutellerie, etc.; cette bonne réputation est la propriété de la ville ou de la contrée qui a su l'acquérir; elle est la propriété de tous les fabricants établis dans cette contrée ou dans cette ville.

De plus, le public est intéressé à ce qu'on ne lui donne pas, comme venant de telle localité, des produits fabriqués ailleurs et dont la qualité

est au moins équivoque » (1). « Par nom de lieu, il faut entendre, dit Pouillet (2), non seulement les noms désignant une agglomération définie et géographiquement reconnue, mais encore les noms désignant une maison, un crû, un domaine, tels que le *Clos Vougeot*, *Grande Chartreuse*. »

Quand la fabrication est le résultat complet de plusieurs opérations s'accomplissant dans des lieux différents, les juges ont un pouvoir souverain d'appréciation pour déterminer celui qui doit être considéré comme lieu de fabrication.

Pour les produits d'origine agricole, la jurisprudence a posé des principes très acceptables.

« Les vins, les eaux-de-vie sont certainement des objets fabriqués : ils sont, en effet, le résultat d'une préparation spéciale, et cette préparation a une influence directe et considérable sur leur valeur industrielle et commerciale. Seulement, à ce propos, une difficulté s'est élevée. Quel est le lieu de fabrication d'un vin déterminé? Est-ce le lieu où a eu lieu la récolte du raisin? est-ce le lieu où ce raisin, transporté, a été soumis au pressoir et transformé en vin? A l'occasion d'un pourvoi, dont il était rapporteur, M. le conseiller Pataille faisait ressortir l'étrangeté du premier de ces deux systèmes. « Ainsi, disait-il,

(1) GASTAMBIDE, *Traité théorique et pratique des contrefaçons* liv. 7, p. 458.

(2) *Traité des marques de fabrique*, 1875, p. 325.

le raisin de Suresnes, transporté en Champagne pour y subir l'action de la fermentation, deviendrait du vin d'Ay, et il ne serait plus permis au propriétaire du vin d'Ay de donner ce nom à son vin si son cellier était en dehors de ce territoire? L'usage universel, la raison, la morale, la science, protestent hautement contre une pareille conséquence. » Nous sommes complètement de l'avis de l'éminent rapporteur»(1).

Pour les vins et les eaux-de-vie, le nom de lieu protégé par la loi est donc le nom de crû.

A qui appartient ce nom de lieu ainsi défini? Il est la propriété collective de tous les habitants de la localité ou région qui sont fabricants; et pour les vins, de tous les habitants de la localité qui sont producteurs de vins, ou en font le commerce. Tirons de là cette conséquence, que si un individu étranger à la localité, à la région de production venait à vendre ses produits comme en provenant, tout viticulteur et tout commerçant de la région ou localité auxquelles appartient ce genre de produits, aurait un droit égal à se plaindre de l'usurpation (2).

Pour être complet, indiquons que les règles que nous venons de résumer comportent une exception. Le nom de lieu peut devenir générique, dès lors indicatif non plus de la provenance de la marchandise, mais seulement de son genre de fabrication. C'est ce

(1) Pouillet, *loc. citat.*, p. 328.

(2) Voir Pouillet, *loc. citat.*, p. 330.

qui a été jugé pour les dénominations : Eau de *Cologne*, savons de *Marseille*, savon de *Windsor*, etc.

Mais en matière de vins, il n'en est jamais ainsi. La provenance, le crû, le terroir sont toujours exprimés par le nom de localité.

Il résulte de ce qui précède que les régions de produits existantes sont, antérieurement à la loi du 1^{er} août 1905, propriétaires de leurs noms et propriétaires exclusives.

Il tombe sous le sens que la délimitation ne peut avoir aucune influence sur ces droits acquis.

Elle ne peut pas davantage être le moyen de trancher, par la voie administrative, les questions de propriété industrielle ou de concurrence déloyale qui peuvent s'élever entre propriétaires et entre commerçants à l'occasion de l'usage des noms de localité.

Si ces questions sont soulevées, à l'occasion de la délimitation, elles ne peuvent être distraites de la juridiction civile qui a seule qualité pour les apprécier.

Alors apparaît nettement la lacune de la loi.

Dès que l'on ne sera pas d'accord sur les usages locaux, quant à la possession de la marque régionale, il faudra réserver les droits acquis ou prétendus acquis pour les faire juger par leurs juges naturels.

Si donc le Conseil d'État se trouve, à un moment donné, en face de cette hypothèse qui n'est pas celle prévue par la loi, que doit-il faire?

S'abstenir.

Mais il est préférable de régler, par un texte précis, cette situation délicate et c'est à quoi les sénateurs du département de la Gironde ont voulu pourvoir.

Ils ont déposé une proposition de loi que nous allons reproduire.

Le législateur de 1905 et de 1908 n'a rien fait pour la réserve des droits acquis antérieurs.

La proposition des représentants Girondins s'efforce d'y remédier.

Elle est ainsi conçue :

PROPOSITION DE LOI

**Ayant pour but de compléter l'article 11, paragraphe 2,
de la loi du 1^{er} Août 1905.**

ARTICLE UNIQUE.

Ajouter à l'article 11, paragraphe 2, déjà complété par la loi du 5 août 1908 :

« Quand les usages locaux seront contestés, si l'exception de propriété d'une marque est soulevée ou si cette propriété est mise en question par le projet de délimitation, il sera, même d'office et en tout état de cause, sursis à la délimitation et les intéressés seront renvoyés à se pourvoir devant les juges compétents.

« Les instances ainsi engagées seront instruites en la forme des affaires sommaires.

« Les exploits d'ajournement, notifications, significations, actes d'appel seront faits par simples lettres missives ; tous les droits d'enregistrement des actes de la procédure seront réduits de moitié, et il ne sera perçu qu'un droit pour chaque groupe d'intéressés agissant dans un intérêt commun. »

Nous n'avons pas à exposer notre sentiment sur cette proposition.

Nous la donnons comme une preuve de plus que la loi du 1^{er} août 1905 est incomplète et inapplicable.

La pratique le montre plus éloquemment encore.

Voici une espèce toute récente, jugée par le tribunal de Bar-sur-Aube. Elle montre le conflit qui peut s'établir entre les droits consacrés par la loi du 28 juillet 1824 et le décret-règlement de délimitation.

La Champagne a été délimitée par un décret en date du 17 décembre 1908, promulgué le 4 janvier 1909. Ce décret exclut le département de l'Aube de la Champagne viticole.

Un négociant de Bar-sur-Aube, M. X., avait déposé au greffe du tribunal de Commerce de Bar-sur-Aube différentes marques destinées à être apposées sur ses bouteilles et ces divers dépôts avaient été effectués, le dernier, à la date du 28 décembre 1908, les autres à des dates diverses, en 1894, 1895, 1896, 1898 et 1900. Toutes ces marques fai-

saient apparaître l'appellation champagne ou un rappel de la région champenoise.

En cet état, le syndicat du commerce des vins de Champagne, dont le siège est à Reims (Marne), a assigné M. X., devant le tribunal de Bar-sur-Aube, le 6 mars 1909, en déposant :

« Que M. X. ne saurait conserver la propriété et l'usage d'aucune de ces marques (celles plus haut indiquées) qui contiennent des mentions contraires aux lois existantes ;

« Que le syndicat requérant est en droit d'en poursuivre la nullité et la radiation aux termes de l'article 16 de la loi de 1857, sur les marques de fabrique; de l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1824, relative à l'usurpation des noms de localités; de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, de l'article 13 du décret du 3 septembre 1907 et du décret sus-rappelé du 4 janvier 1909... »

Par ces motifs, le syndicat concluait à faire ordonner la radiation desdites marques sur le registre du greffe du tribunal de commerce ainsi qu'à l'Office de la propriété industrielle du Conservatoire national des Arts et Métiers; ordonner à titre de dommages intérêts, l'insertion aux frais de X., du jugement à intervenir dans vingt journaux tant en France qu'à l'étranger au choix du syndicat requérant.

Le 9 juillet 1909, le Tribunal de Bar-sur-Aube a

rendu son jugement sur cette affaire. Le syndicat, demandeur, a été débouté de ses prétentions.

Et voici quelques-uns des motifs de cette décision tels que nous les trouvons rapportés dans la *Tribune de l'Aube*, du 26 juillet 1909.

« Le Tribunal a dit en ses attendus, notamment :

« Que le décret susvisé (décret du 4 janvier 1909, délimitant la champagne viticole, n'a pu faire qu'un droit qui avait été régulièrement acquis antérieurement à sa promulgation, comme celui dont se prévaut X.. cesse rétroactivement d'avoir ce caractère après cette promulgation ;

« Que ledit décret, ni aucune disposition législative n'a, d'autre part, prononcé l'expropriation ni l'annulation des marques régulièrement créées et déposées, dans le cas où certains de leurs éléments se trouveraient devenir contraires à la nouvelle législation instituée ;

« Qu'il y a lieu, pour le Tribunal, de constater que X.. est resté propriétaire desdites marques ; que non seulement X.. n'avait pas à provoquer la radiation des inscriptions portées sur les registres publics, mais encore qu'il avait le droit de les y avoir maintenues. »

Est-il besoin de faire remarquer que le fait du dépôt de la marque, en conformité de la loi de 1857, est sans influence sur le fond du droit ?

La Cour de Cassation, Chambre criminelle, 18 novembre 1876, *Howe Company C. Onfray et consorts*, a décidé :

Que d'ailleurs la propriété du nom est protégée contre toute usurpation par la loi de 1824 indépendamment de toute formalité de dépôt préalable. » (1).

(1) Dalloz 1878, 1^{re} partie, page 493.

CHAPITRE V

Procédure à suivre pour la préparation du règlement de délimitation. — Instruction préparatoire par les commissions locales. — Au Conseil d'État : Procédure devant les sections et devant l'assemblée générale.

La procédure qui doit présider à la formation du décret d'administration publique de délimitation est double.

En premier lieu le ministre de l'Agriculture prépare la formation du dossier et paraît instruire l'affaire ; le Conseil d'État statuera ensuite sur les avis et documents qui lui seront soumis par le ministre.

L'instruction préparatoire du ministre n'est réglée que par lui-même.

C'est dans la circulaire aux préfets en date du 3 septembre 1907 que l'on trouve la méthode adoptée par le ministre de l'Agriculture.

« S'il existe dans votre département, des arrondissements intéressés à ces délimitations par la nature de leurs productions viticoles qui ne soient pas représentées au sein des commissions existantes, je vous prie de me le faire savoir d'urgence et de me désigner, pour chacun de ces arrondissements, trois per-

sonnes choisies parmi les viticulteurs et les négociants qui pourraient être délégués à cet effet. »

Ainsi la représentation des droits acquis aura lieu par délégués, désignés par le préfet, au nombre de trois par arrondissement.

Ils seront empruntés, suivant l'arbitraire du préfet, soit à la viticulture soit au commerce qui ne sont pas toujours d'accord sur ce sujet et entre lesquels il y a souvent une opposition d'intérêts.

Une délimitation quelconque ne peut se concevoir qu'en présence des intéressés eux-mêmes ; leur assentiment étant nécessaire, il implique la nécessité préalable d'organiser la liberté de la contradiction.

Aucune mesure n'est prise par le ministre pour convoquer les propriétaires intéressés, pour les mettre en demeure de prendre part à la délimitation projetée ; ou de s'y faire représenter par des mandataires directs chargés par eux de la défense de leurs droits.

On leur donne des représentants.

On ajoute les députés des arrondissements « *pour donner plus d'importance aux avis qui seront émis et plus de garanties aux intéressés.* »

Ainsi composée, la commission aura une triple mission.

1° Elle entendra les dépositions de toutes les personnes intéressées, soit à titre personnel, soit comme

représentant d'associations professionnelles, qui vous auront fait connaître leur désir d'être entendues ;

2° Elle réunira les documents, historiques, administratifs, judiciaires ou techniques susceptibles d'éclairer la question ;

3° Elle déterminera les territoires ayant droit aux appellations régionales ; motivera ses décisions et annexera un plan indicatif.

Parfois, dans cette circulaire dont nous venons de donner l'analyse, le langage du Ministre de l'Agriculture semble peu approprié à la rigueur juridique du sujet.

C'est ainsi qu'on y rencontre cette considération : *Il importe que ni la valeur ni l'ÉQUITÉ, des décisions auxquelles doit conduire l'enquête... ne puissent être contestées.*

L'équité n'a vraiment rien à voir avec l'opération projetée de délimitation qui ne comporte rien de facultatif.

Délimiter, c'est reconnaître la ligne séparative de deux propriétés également respectables, également intangibles ; la ligne où s'arrêtent deux droits affrontés dont l'un n'a rien à céder à l'autre ; à moins d'un consentement des propriétaires intéressés, formant contrat entre eux, la délimitation ne peut avoir pour base que le droit strict de chacun.

Cuique suum. Elle est exclusive d'équité, comme de faveur et d'arbitraire.

Ailleurs, le ministre de l'Agriculture prescrit à la commission « *de provoquer la déposition des personnes connues pour leur compétence au point de vue TECHNIQUE*, les professeurs départementaux d'agriculture notamment. »

Or nous savons déjà que les considérations agricoles et techniques doivent être écartées du débat.

La délimitation ne peut se faire qu'en prenant pour bases les usages locaux constants.

Il y a donc contradiction entre la procédure et le droit, entre la circulaire du ministre et la loi.

Quoi qu'il en soit, cette procédure d'instruction préparatoire, d'ordre purement facultatif, pour ne pas dire gracieux, ne lie d'ailleurs personne.

Les commissions locales, nommées en vertu du décret du 3 septembre 1907, ont délibéré, arrêté des conclusions, votées à une majorité considérable.

Le ministre, avant de transmettre ces travaux au Conseil d'État, leur oppose de simples rapports confiés par lui-même à des agents placés sous ses ordres.

Et de même que les intéressés n'ont été de rien dans le choix des commissaires ; de même ils ignorent les rapports qu'on leur oppose ; ce seront, par rapport à eux, les pièces secrètes du dossier.

A l'heure actuelle, on a permis aux députés, membres de commissions locales, de prendre communication de ces rapports; mais il leur a été interdit de les copier en vue de les faire connaître aux intéressés.

D'où cette situation.

Les travaux des commissions locales ont été rendus publics.

Les rapports des inspecteurs d'agriculture à l'aide desquels on prétend combattre les conclusions des commissions sont soustraits à la connaissance du public et des intéressés.

Ce sont là des procédés illogiques, empreints d'inconséquence; mais ces violations des principes et des usages ayant cours en matière d'enquête publique, ne sont point des causes de nullité.

Telle est l'instruction préparée par le ministre à l'aide de la procédure instituée par lui.

Examinons maintenant la procédure qui sera suivie par le Conseil d'État, agissant en vertu de la délégation de la loi du 1^{er} août 1905.

Son action se déroulera en deux phases distinctes.

L'affaire doit être portée, en effet, d'abord devant les sections réunies, et en dernier lieu, devant l'assemblée générale.

Les détails de ces deux phases de procédures sont

d'ordre intérieur ; les règles de pratique qu'elles comportent n'ont pas de caractère juridique, leur modification, leur violation n'engendrent pas de droits, sauf en qui concerne le nombre des conseillers présents et leur droit à délibérer.

Un rapporteur est nommé par le président de section ou le vice-président suivant les cas.

Il prépare l'œuvre de la section et présente un projet.

Ce projet peut être accepté ou modifié par les sections.

Mais par un usage singulier, l'œuvre du rapporteur a la priorité sur les amendements, sa proposition est mise aux voix et délibérée dès l'abord.

Avant d'ailleurs de statuer, les sections peuvent instruire.

Elles peuvent demander aux ministres, aux autorités et même aux particuliers tous les renseignements, tous les éclaircissements, toutes les pièces dont elles croient avoir besoin.

« Elles peuvent également entendre toutes personnes dont les déclarations ou l'expérience peuvent sembler utiles ou profitables (1). »

Dans l'assemblée générale la discussion s'engage à peu près dans les mêmes conditions.

Le rapporteur doit être l'interprète, non plus de

(1) LÉON BÉQUET, *Répertoire de droit administratif*. v^o Conseil d'Etat, page 162.

son opinion personnelle, mais de l'opinion des sections.

Toutefois dès que le projet des sections est contesté par un des membres du Conseil, le rapporteur, suivant l'usage, reprend sa liberté et peut défendre son sentiment personnel. En ce cas l'avis de la section est soutenu par ceux de ses membres qui l'avaient fait prévaloir.

Si le projet est admis en principe, on en discute ensuite chacun des articles.

Mais l'examen par l'assemblée générale est une formalité substantielle dont l'observation est constatée au décret.

L'avis du Conseil d'État doit être préalable au décret.

Le gouvernement peut provoquer un nouvel examen des sections et de l'assemblée générale.

Le projet de décret du Conseil d'État n'est pas obligatoire et ne lie pas le gouvernement.

Remarquons que le gouvernement n'est pas davantage lié par son décret.

En suivant les mêmes formalités, il peut toujours lui substituer un décret nouveau.

Par là, la délimitation des régions de produits, est menacée d'instabilité, à l'encontre de ce qui arrive en matière de bornage où la décision, une fois passée en force de chose jugée, reste définitive.

CHAPITRE VI

Voies de recours contre le décret de délimitation. — Théorie de M. Laferrière. — Comment elle est combattue par MM. Esmein et Berthélemy. — En thèse générale les décrets, règlements, prévus par les lois, ne sont pas des actes législatifs. — Dans le cas particulier, le législateur, en faisant appel à un décret de règlement, a marqué sa volonté de ne pas faire une délégation du pouvoir législatif. — Le recours contentieux pour incompétence et excès de pouvoir est donc ouvert contre le décret de délimitation des régions de produits. — Recours indirect devant les tribunaux ordinaires.

Nous avons vu que la réglementation se trouvera en face de droits acquis, prétendus ou contestés.

Admettons qu'elle passe outre aux protestations, sans tenir compte des intérêts engagés et des lois civiles, qui les protègent et les garantissent.

Quelles seront les voies de recours, ouvertes aux particuliers et aux habitants des régions de produits contre le décret d'administration publique de délimitation qui lèserait leurs droits?

Mentionnons pour mémoire seulement le recours par la voie gracieuse, qui s'applique à tous les actes administratifs et qui peut être adressé au chef de

l'État et le recours par voie de pétition aux Chambres.

Les intéressés peuvent-ils s'adresser au Conseil d'État, jugeant au contentieux, se pourvoir contre le décret d'administration publique pour incompétence ou excès de pouvoir?

La négative est enseignée par les doctrinaires administratifs.

Pour l'honneur de nos institutions et du droit moderne, l'affirmative a été habilement soutenue et hautement proclamée, notamment par les chefs de notre école de droit constitutionnel et administratif : MM. Esmein et Berthélemy.

Nous sommes tout fier de nous ranger modestement, mais résolument, sous la bannière de nos maîtres.

Voici comment s'établissent les deux systèmes opposés.

Laferrière pose la thèse de nos adversaires dans les termes suivants, empruntés à son *Traité de la juridiction administrative*. (Tome II, p. 11.)

« La *délégation législative* qui provoque un règlement d'administration publique a toujours le caractère d'un mandat donné par le législateur, qui communique à son mandataire une partie de la puissance législative. Cela est si vrai que le chef de l'État peut, en vertu de ce mandat spécial, édicter des dispositions qui excéderaient son pouvoir régle-

mentaire, *notamment des dispositions pénales*. On doit donc reconnaître aux règlements d'administration publique un *caractère législatif*, qui les affranchit, en principe, de tout recours contentieux ».

Cette thèse est étayée sur des précédents législatifs et sur quelques décisions administratives et judiciaires.

M. Esmein dans la *Revue politique et parlementaire* (1), se plaçant au point de vue constitutionnel, démontre que les assemblées législatives « ne peuvent jamais déléguer au pouvoir exécutif, même partiellement et momentanément, l'exercice du pouvoir législatif, pas plus d'ailleurs qu'elles ne pourraient lui déléguer leurs autres attributions constitutionnelles, par exemple le droit de consentir périodiquement l'impôt, celui d'autoriser la déclaration de guerre ou d'approuver les traités. »

Ni les Chambres entre elles, ni le pouvoir exécutif et le Parlement ne peuvent, par délégation, échanger leurs attributions constitutionnelles.

Chacun de ces organes reçoit de la Constitution l'exercice de son pouvoir ; elle ne lui confère pas le droit d'en disposer. » De même qu'un pouvoir ne saurait empiéter sur l'autre, il ne saurait même momentanément abdiquer en faveur d'un autre » (2).

(1) Année 1894, février, pages 202 et suivantes.

(2) Esmein, *loco citato*.

La Constitution du 5 fructidor an III disait dans son article 46 : « En aucun cas le Corps législatif ne peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres, ni à qui que ce soit, aucune des fonctions qui lui sont attribuées par la présente Constitution. »

Le principe ainsi proclamé semble subsister puisque depuis la Constitution de 1875, il y a été souvent fait appel dans le Parlement, et toujours avec l'assentiment général de l'assemblée, notamment, en 1879, par M. le garde des Sceaux Le Royer ; en juin 1893, par M. le sénateur Buffet.

M. Esmein cite encore ces fortes paroles, empruntées à l'*Essai sur le gouvernement civil* de Locke : « Le législateur ne peut transporter en d'autres mains le pouvoir de faire les lois, car n'étant qu'un pouvoir délégué par le peuple, ceux qui l'ont ne peuvent le passer à d'autres. Le peuple seul peut établir la forme de la République, ce qu'il fait en constituant le législatif et en l'établissant aux mains de qui il sera remis. Et lorsque le peuple a dit : « nous nous soumettrons aux lois que tels hommes auront faites et dans telles formes et serons gouvernés par elles », personne autre ne peut dire que d'autres hommes feront les lois pour lui ; et le peuple ne peut être lié par d'autres lois que celles qui seraient édictées par ceux qu'il a choisis et qu'il a autorisés à faire des lois pour lui. »

Dans nos constitutions on ne trouverait que deux

exemples de cette délégation du pouvoir législatif.

La première se rencontre dans la constitution du 14 janvier 1852, art. 58 « *Les décrets rendus par le Président de la République à partir du 2 décembre jusqu'à cette époque auront force de loi.* »

Le dictateur, auteur de cette constitution, s'était attribué avec effet rétroactif, l'exercice du pouvoir législatif.

Qui voudrait s'appuyer sur un pareil précédent ?

La seconde délégation du pouvoir législatif, a été consentie en 1870-1871. Tous les pouvoirs qu'exerçait alors le gouvernement, issu du 4 Septembre, y compris le pouvoir législatif, furent remis, par ce gouvernement, d'abord à M. Crémieux par décret du 12 septembre 1870, puis aux autres membres qui vinrent le rejoindre et formèrent avec lui, pendant l'investissement de Paris et l'envahissement d'une partie du territoire, la *Délégation du gouvernement de la Défense nationale*.

Les décrets rendus par la Délégation ont été reconnus comme ayant force de loi tout comme ceux émanés du gouvernement lui-même. Une décision de l'Assemblée Nationale en date du 23 juin 1871 l'a formellement reconnu.

Le Gouvernement provisoire, issu d'une révolution nationale n'est pas enfermé dans une constitution ; il a, jusqu'à ce qu'une constitution soit votée, la plénitude du pouvoir souverain. D'où la légitimité

en droit de la délégation que nous venons de voir.

Les membres délégués en province avaient les mêmes droits que le gouvernement complet.

Sous le premier empire il y avait eu des décrets-lois, véritables empiètements de l'exécutif sur le pouvoir législatif, parfaitement inconstitutionnels. La jurisprudence les a considérés comme valables, mais uniquement parce que le Sénat seul avait alors compétence pour prononcer la nullité des actes inconstitutionnels ; et nul ne lui avait déféré ces décrets-lois, devenus, par là, inattaquables.

M. Esmein démontre ainsi que ces trois cas de délégation formelle du pouvoir législatif, considérés en eux-mêmes, ne peuvent être retenus comme des précédents justifiant une pareille délégation sous l'empire de notre constitution actuelle.

Il examine ensuite certains cas de délégation apparente du pouvoir législatif, postérieurs à 1875, et cet examen lui fait aborder le sujet même que nous traitons.

Une pratique constante du législateur, en votant une loi, c'est de décider que sur certains points, elle sera complétée par un règlement d'administration publique. Il semble bien que le législateur délègue alors au pouvoir exécutif l'exercice du pouvoir législatif, pour des raisons d'utilité pratique. C'est du moins ce que prétend M. Laferrière.

« Toutes nos constitutions ont reconnu depuis

1791, au titulaire du pouvoir exécutif le pouvoir réglementaire, c'est-à-dire le droit de compléter et renforcer les lois par des règlements généraux et obligatoires. Les actes contenant ces règlements ont porté des noms divers : proclamations, ordonnances, décrets, mais le principe n'a pas changé. La loi constitutionnelle du 25 février 1875, article 3, consacre à son tour ce droit dans cette phrase très brève « le Président de la République surveille et *assure* l'exécution des lois », et le sens de ces expressions ne saurait être douteux lorsqu'on les rapproche de la Constitution de 1848 (art. 49), et de la loi du 31 août 1871 (art. 2). Le législateur, en décidant qu'une loi sera complétée par un règlement d'administration publique, ne fait qu'inviter le titulaire du pouvoir exécutif à user de son pouvoir réglementaire; il ne crée point ce pouvoir, tout au contraire il le restreint. En effet légalement tout projet de décret portant règlement d'administration publique doit être soumis à l'assemblée générale du Conseil d'Etat (loi du 24 mai 1872, art. 8), tandis que le simple décret réglementaire n'est pas obligatoirement soumis à cette formalité. Le législateur peut d'ailleurs exiger que, pour la rédaction de ce règlement, destiné à compléter la loi, un corps autre que le Conseil d'Etat soit consulté, par exemple, le Conseil supérieur de l'Instruction publique, ou l'Académie de médecine ». (Esmein, *loco citato*, page 212).

Un second cas de délégation apparente du pouvoir législatif est emprunté par M. Esmein à M. le doyen Ducrocq.

« Une loi, disait M. Ducrocq, est nécessaire pour la concession de biens domaniaux, comme pour l'échange. Mais il existe certaines dépendances du domaine de l'État, pour lesquelles *le législateur a délégué au gouvernement* le droit de faire des concessions de biens à titre gratuit ou à titre onéreux, sans qu'une loi spéciale doive *ex post facto* autoriser chaque concession : tel est notamment l'article 41 de la loi du 16 septembre 1807, relatif aux lais, relais de mer et droits d'endiguement ;

La loi du 1^{er} juin 1864 a retiré en partie les délégations législatives antérieures.

M. Esmein établit que la Constitution de 1791 s'exprimait ainsi : « La Constitution délègue exclusivement au Corps législatif les pouvoirs et fonctions ci-après : . . . 9^o de statuer sur l'administration et d'ordonner l'aliénation des domaines nationaux. »

Sous une pareille constitution aucune loi n'aurait pu transférer du pouvoir législatif au pouvoir exécutif le droit de consentir l'aliénation des biens nationaux. Mais ce texte de 1791 ne se retrouve point dans les autres constitutions de la France ; il n'existe ni dans la constitution de l'an VIII, ni dans celle de 1852. Dès lors, sous l'empire de ces constitutions, le droit de consentir l'aliénation des biens domaniaux n'est pas

fixé constitutionnellement, il n'appartient en propre ni au pouvoir législatif ni au pouvoir exécutif ; il est donc matière à légiférer, et relève des lois ordinaires. Dès lors une loi nouvelle peut défaire ce qu'avait fait la loi de 1791.

M. Esmein examine ensuite ce qu'il appelle les cas douteux de délégation du pouvoir législatif.

Le premier, fourni par la loi d'amnistie du 3 mars 1879. Il y est dit à l'article 1^{er} « L'amnistie est accordée à tous les condamnés pour faits relatifs aux insurrections de 1871 et à tous les condamnés pour crimes et délits relatifs à des faits politiques, qui ont été ou seront libérés, ou qui auraient été graciés par le Président de la République dans le délai de trois mois après la promulgation de la présente loi. »

D'après la loi Constitutionnelle du 25 février 1875, article 3, le droit d'accorder les amnisties est exclusivement attribué au pouvoir législatif.

Le droit de faire grâce appartient au contraire au Président de la République.

Cette loi contenait-elle une délégation du droit d'amnistie, momentanément exercé par le pouvoir exécutif ?

Lors de la discussion, M. Le Royer, garde des Sceaux, sans contester la délégation, soutint qu'elle était valable et admissible parce qu'elle était conditionnelle et limitée.

M. Esmein sans souscrire à cette dernière opinion,

analyse la loi de 1879 et lui donne une toute autre portée.

Elle n'a pas fait remise au pouvoir exécutif du droit d'amnistie.

Il désignait en fait un certain nombre de condamnés pour l'amnistie, mais ce n'était qu'indirectement en les gracieux. L'amnistie découlait de la grâce par voie de conséquence, virtuellement, le législateur ayant fait de la grâce la condition de l'amnistie.

Le second cas de délégation résultait d'un projet, soumis par le Gouvernement le 19 juillet 1891, en vue de créer des grandes Compagnies de colonisation.

Ce projet singulier contenait une délégation du pouvoir de légiférer, si singulière et si exorbitante que ce projet n'a jamais pu aboutir.

Le dernier cas se rapporte à la loi du 29 décembre 1891.

La loi du 11 janvier 1891, sur les douanes, a établi un double tarif général, tarif *maximum* et tarif *minimum*.

La loi du 29 décembre 1891 a autorisé le gouvernement à accorder de sa propre autorité, et sans avoir recours à l'approbation des Chambres, le tarif *minimum* à de certaines conditions.

M. Léon Say a soutenu que cette loi contenait une délégation au pouvoir exécutif d'une portion du pou-

voir législatif et qu'elle était irrégulière et inconstitutionnelle.

Le rapporteur de la loi, M. Méline, se borna à objecter que la délégation était *limitée*, ce qui suffisait à la rendre valable et légale. L'explication n'est pas acceptable, M. Méline y ajoutait un meilleur argument quand il disait : « Il (le législateur) conserve au *tarif minimum* le caractère que le Parlement a entendu lui donner, en en faisant un tarif de faveur, destiné à prendre la place de nos tarifs conventionnels et à nous assurer comme eux le traitement de la nation la plus favorisée. » M. Méline dégagait alors le véritable caractère de la loi. C'est une loi conditionnelle. Il y a lieu de repousser l'idée qu'elle contient une délégation limitée.

M. Esmein dans sa démonstration magistrale que nous avons affaiblie en la résumant, faisait ainsi complète justice de tous les précédents d'ordre constitutionnel et législatif.

Un autre maître vint, M. H. Berthélemy qui, avec la même puissance d'autorité, la même pénétration d'analyse, la même souplesse de précision s'en prit, à son tour, à chacun des précédents empruntés à la jurisprudence administrative et judiciaire.

Voici le premier de ces précédents (1) :

En 1822, une loi sur les douanes décide que les

(1) *Revue politique et parlementaire*, nos de janvier et de février 1898.

ordonnances royales détermineront les bureaux par lesquels il sera permis d'introduire des bestiaux au tarif minimum ; elles prescriront également, dit la loi, les moyens nécessaires pour empêcher la fraude.

Comme conséquence de cette loi, une ordonnance prescrit certaines mesures de précaution et les sanctionne par une amende de double droit sur les bestiaux présumés introduits en fraude.

En vertu de cette ordonnance, des procès-verbaux de douanes sont dressés contre certains contrevenants; sur poursuite, le tribunal de police, au premier degré, et le tribunal de Montbéliard en appel, relaxent les prévenus, en déclarant l'ordonnance illégale, en ce qu'elle édicte une pénalité ; ce que la loi seule pourrait faire.

L'administration des douanes se pourvoit en cassation ; les décisions du tribunal de Montbéliard sont cassées par deux arrêts du 12 août 1835.

Il n'est pas douteux que la Cour de Cassation a, dans son arrêt, formulé la thèse qui accorde au pouvoir exécutif la possibilité d'édicter des peines pour assurer l'observation de la loi, et qui admet ainsi la légitimité d'une délégation partielle du pouvoir législatif au pouvoir exécutif.

Mais si l'on considère le soin avec lequel la Cour a indiqué le peu d'importance de la peine édictée, un simple double droit en matière de douanes où les amendes ont à peine le caractère de pénalités puis-

qu'on transige, à leur occasion, comme si elles n'étaient que des réparations civiles ; leur caractère de *mesures d'ordre et de police*, indispensables au fonctionnement de la loi même, on emporte cette conviction que les arrêts du 12 août 1835, sont l'expression d'une opinion particulière plutôt que la consécration d'un principe général.

Cette manière de voir est confirmée par l'étude de la loi du 27 juillet 1822. Elle disait : les *ordonnances prescriront les mesures de police nécessaires pour empêcher les fraudes*.

Prise au pied de la lettre, cette disposition ne comprend point une délégation du pouvoir législatif.

Une amende simplement fiscale, peut-elle être comprise parmi ces mesures de police ?

L'ordonnance en l'édicte est-elle sortie des limites qui lui étaient imparties ?

Si elle a franchi cette limite, on n'en peut conclure qu'elle a pu le faire légalement.

MM. Batbie et Aucoc ont signalé un autre cas, emprunté au décret règlement du 4 août 1855, en exécution de la loi du 2 mai 1855 qui a établi la taxe municipale sur les chiens.

La loi en donnant au gouvernement le pouvoir d'établir le tarif sur la proposition des conseils municipaux, avait pris soin d'en fixer le maximum dans l'article 2.

Etablir le tarif *dans les limites déterminées par la*

loi, c'est adapter la loi aux circonstances particulières, assurer son exécution, ce qui est par définition le rôle de l'autorité réglementaire.

Il n'y a pas là ombre de délégation du pouvoir législatif.

L'article 6 de la loi du 27 février 1880 prescrit qu'un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique « déterminera les tarifs des droits d'inscription, d'examen et de diplôme à percevoir dans les établissements d'enseignement supérieur. »

Peut-on dire qu'il y a là, création d'un impôt ? C'est le paiement d'un service, analogue à la pension des lycées, au prix des billets de chemin de fer, etc..

On cite le cas emprunté à l'article 147 de la loi du 28 avril 1816. Il prescrit que si les revenus d'une commune sont insuffisants pour ses dépenses, il pourra être établi, sur la demande du Conseil municipal, un droit d'octroi sur les consommations.

L'article 8 de la loi du 24 juillet 1867 stipulait que l'établissement des taxes d'octroi, votées par les Conseils municipaux, ainsi que les règlements relatifs à leur perception seraient *autorisés par décrets rendus sur l'avis du Conseil d'État*.

Cet article a été abrogé, mais il a été remplacé par l'article 137 de la loi du 5 avril 1884 qui contient la même règle.

Il n'y a pas d'impôts sans une loi.

Il n'y a pas non plus de taxes locales sans un vote des représentants légaux du contribuable : dans l'es-pèce les conseils municipaux.

Mais nul ne s'est avisé de prétendre que les taxes locales ne pouvaient être établies et votées en détails que par les législateurs représentants de la nation entière.

Les textes cités n'ont pas pour effet de confier au gouvernement le soin de *créer des taxes*. Il ne pourra qu'*autoriser* ce que le conseil municipal aura *décidé*. Il s'agit simplement d'un contrôle administratif.

Il en va de même d'autres taxes municipales.

On a enfin cité le cas résultant des articles 615 et 617 du Code de Commerce.

Ils permettent au chef du pouvoir exécutif non pas d'instituer des juridictions, mais de dire, d'après l'importance des villes, en quels lieux la justice commerciale sera rendue par des juges consulaires.

Ce n'est pas une œuvre législative. C'est sûrement un acte d'administration.

Résumant alors les résultats d'un examen de tous les cas cités par les adversaires de sa thèse, M. Berthélemy conclut : jamais les lois n'ont conféré au gouvernement le droit d'*établir des pénalités; des taxes; ou de créer des juridictions*.

Ce qui revient à cette formule :

« Jamais les lois n'ont donné au chef du pouvoir exécutif le droit de prendre par des règlements d'ad-

ministration publique, des mesures qui rentrent exclusivement dans la compétence du législateur. »

Il en résulte qu'en principe, les décrets-règlements d'administration publique n'ont jamais le caractère législatif; que par voie de conséquence, ils sont des actes administratifs toujours soumis au recours contentieux pour incompétence ou excès de pouvoir.

Mais dans notre matière le décret-règlement a été prévu par la loi dans des conditions très particulières que nous avons antérieurement caractérisées.

Nous soutenons avec nos maîtres que les décrets de règlement, même prévus par la loi, n'ont jamais rien de législatif.

C'est une thèse générale.

Elle est combattue par la doctrine et par la jurisprudence administratives.

Nous avons opposé une thèse contraire.

Mais à l'heure présente nous nous demandons, s'il n'y a pas lieu, de faire du décret prévu par la loi du 1^{er} août 1905, une étude plus attentive, en vue d'aborder une conséquence particulière à ce décret.

Nos contradicteurs eux-mêmes seront bien obligés de reconnaître que la délégation du pouvoir législatif à l'exécutif ne se présume pas; que cette délégation exorbitante doit résulter de termes précis et formels employés par le législateur.

Bien mieux, le législateur, peut marquer par son texte sa volonté de ne faire appel qu'au pouvoir

réglementaire qui est propre au pouvoir exécutif; et de lui refuser expressément la délégation législative. Or c'est précisément ce qui s'est produit.

On a signalé le danger de cette délégation législative, son incorrection constitutionnelle.

Le rapporteur de la loi du 1^{er} Août 1905 à la Chambre des députés a retenu l'objection; lui a fait droit.

Des limites étroites ont été mises à l'action du Conseil d'État; et il a été entendu que ces limites étaient posées pour enfermer cette assemblée dans son pouvoir réglementaire.

Aucun règlement n'a été prévu avec semblables restrictions, aussi délibérément, aussi expressément exprimées par le législateur.

Ces circonstances exceptionnelles placent à part le décret-règlement, qui doit statuer sur la délimitation des régions de produits.

En dehors même de la grande et belle thèse de MM. Esmein et Berthélemy — ce décret peut être entrepris par la voie contentieuse, par ce motif que pour sa confection, le législateur a volontairement refusé la délégation législative.

C'est donc un simple règlement.

En dehors du recours direct dont il peut être l'objet, par un pourvoi devant le Conseil d'État, statuant au contentieux il va sans dire que le décret peut être

sujet au recours indirect qui est, en quelque sorte de droit commun.

Celui qui aura violé cet arrêté de règlement, lorsqu'il sera poursuivi pour se voir appliquer la sanction pénale, pourra toujours plaider l'illégalité du règlement devant le tribunal chargé d'appliquer cette sanction.

M. Laferrière le reconnaît lui-même.

« Mais, dit-il, si nous écartons toute idée d'un recours direct contre les règlements d'administration publique, faits en vertu d'une délégation législative, *nous n'hésitons pas à penser que les tribunaux ont le droit de vérifier leur existence légale et leur force obligatoire*. Si donc un de ces règlements était nul en la forme, comme n'ayant pas été délibéré par l'assemblée générale du Conseil d'État, ou bien s'il édictait des dispositions étrangères à la délégation, le juge pourrait refuser de l'appliquer en tout ou en partie. » (1).

On peut même s'étonner de l'inconséquence de la doctrine de M. Laferrière.

Si je viole le décret de règlement, j'ai le droit de faire juger son illégalité par le tribunal, quel qu'il soit, compétent pour m'appliquer la peine.

Et je n'aurais pas le droit de réclamer devant le

(1) *Cours de droit administratif*, tome II, 7^e édition, p. 29 à 47.

Conseil d'État pour l'incompétence qui entacherait le décret, ou pour l'excès de pouvoir qu'il consacrerait.

Cela est inadmissible.

Mais dans tous les cas le recours indirect nous reste. Il est d'ordre public. Il découle du texte de l'article 471 du Code pénal ainsi conçu :

ART. 471.— Seront punis d'amende et... 15° ceux qui auraient contrevenu aux règlements *légalement faits par l'autorité administrative*.

Les tribunaux de répression sont donc juges de la légalité du règlement.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE VII

Le crû Bordelais avant la Révolution. — Ses privilèges. — Sa marque : barrique spéciale. — Son nom : Vins de Bordeaux. — Les règlements du Parlement de Bordeaux contre les fraudes. — Les limites du crû bordelais ; elles se confondaient avec celles des circonscriptions administrative et religieuse, dont Bordeaux était la capitale. — De Louis XI à la Révolution, le crû bordelais est toujours resté séparé et distinct des autres régions. — Son régime décrit par Turgot.

L'origine de la région viticole bordelaise, suivant la formule consacrée, se perd dans la nuit des temps.

Avant la Révolution, et depuis le quinzième siècle, tout au moins les vins de cette région furent protégés, contre les entreprises de concurrence des autres régions, par un système continu de privilèges, concédés successivement par nos rois.

Les premiers monuments connus de cette législation spéciale remontent à Louis XI.

Autrefois, tous les vins qui n'étaient pas récoltés dans le Bordelais, étaient confondus sous le nom générique de « vins du Haut-Pays » et par abrévia-

tion de « vins du Haut ». Ces vins du Haut comprenaient ceux produits par les vignobles situés en amont de Sainte-Foy sur la Dordogne et de Saint-Macaire sur la Garonne.

Par rapport à ces vins du Haut, les vins du Bordelais jouissaient de nombreux privilèges.

Ils circulaient en tout temps dans la sénéchaussée de Bordeaux sans payer aucun droit ; ils étaient admis à pénétrer dans la ville ; leur vente aux étrangers était permise à toute époque de l'année.

Les vins de *Haut-Païs* ne pouvaient, au contraire, arriver devant Bordeaux qu'à une certaine époque : les uns à la Saint-Martin (11 novembre), les autres à la Noël. Ils devaient être entreposés aux fauxbourgs des Chartrons et ils ne pouvaient être logés que dans des chais distincts et ne contenant pas de vins de la sénéchaussée.

S'ils n'étaient vendus au 1^{er} mai, ils devaient être retournés à leur pays d'origine, ou convertis sur place en eau-de-vie.

Voici, à titre d'exemples, quelques-uns des textes conférant ces privilèges :

Lettres patentes du Roi Louis XI, portant confirmation des privilèges donnés aux Bordelais, du mois de mars 1461.

(*Extrait*)

« Louis..... voulons que..... pareillement les vins du dict haut-païs ne pourront estre admenez ne descenduz au-

dessoubs la dicte ville de Saint-Macaire jusques après le jour de la dicte feste de Noël, ny mys en la dicte ville, ne aussi venduz en détail, selon le contenu de leurs dictz anciens privillieiges.

(Livres des privilèges de Bordeaux, p. 14.)

**Lettres patentes du Roi Charles VIII, données à
Bordeaux, le 13 Mars 1486.**

(Extrait)

« Charles. . . . pour ces causes et autres à ce, . . . commandons et expressement enjoignons que les supplians soient entretenies et gardies en leurs dites franchises et privilèges, jouissance et usances dessus dites, touchant la descente desdits vins du haut-païs, selon la forme et teneur du privilège donné par notre dit feu seigneur et père. . . »

(Archives Municipales de Bordeaux, A. A. 2.)

Lettres Patentes du Roi Henri II, du 2 Août 1550.

(Extraits)

« Item, que le vin qui se cueillira au-dessus de la ville de Saint-Macaire, ne pourra estre descendu au-devant de ladite Ville de Bourdeaux, jusques après le jour et feste de Noël. Et ne pourra ledit vin, pour quel occasion que ce soit, entrer et estre mis en ladite ville. »

(Chronique bordelaise, édition de 1619, p. 20.)

Les vins du Bordelais jouissaient du privilège d'une barrique spéciale.

Elle circulait dans la sénéchaussée, sans être soumise à l'étampage. Il était imposé aux barriques de vin de haut pour marquer leur origine et fournir la preuve du droit de marque, qu'elles avaient dû acquitter, en entrant dans la sénéchaussée.

La barrique bordelaise était libérée de tous droits et par sa contenance, sa forme, la nature et la disposition de ses cercles, elle constituait une marque véritable qui distinguait le produit bordelais de tous les autres.

Nous donnons ci-après quelques-uns des nombreux documents concernant la barrique bordelaise.

Arrêt du Parlement de Bordeaux, du 14 Février 1597.

(Extraits)

Les Jurats de Bordeaux, dans une requête au Parlement, le 7 février 1597, exposent que « quoiqu'il fût expressément défendu par privilèges, statuts et coutume de Bordeaux, édits et arrêts confirmatifs d'iceux, aux habitants et bien-tenans des villes circonvoisines de la Sénéchaussée de Guienne, tant d'Agenois, Bazadois, Condomois, Périgord, Xaintonge et autres, de mettre leur vin dans des barriques qui soient de la jauge de Bordeaux, couvertes d'aulan, ni de même grosseur et longueur, qu'au contraire elles doivent être différentes ; néanmoins, lesdits habitants, contrevenant aux expresse et formelles inhibitions à eux faites, tant par les dits privilèges, édits

du roi, qu'arrêts du Parlement, font faire leurs barriques de la façon et forme de Bordeaux, les couvrent d'aulan et rendent de même grandeur et conformes à celles de la jauge de Bordeaux, et par ce moyen s'efforcent de faire descendre et conduire leurs vins aux fauxbourgs des Chartrons ; ce qui est un très notable préjudice, d'autant qu'ils se débitent comme s'ils étaient du crû de la Sénéchaussée de Bordeaux ; ce qui vient tant à la diminution du convoi qu'au grand détriment et désavantage des habitants de la ville de Bordeaux ; et ils demandèrent qu'il y fût pourvu. »

Sur cette requête, le Parlement rendit Arrêt, le 14 février 1597, par lequel il fit « inhibition et défense à toute manière de gens, habitans ou bien-tenans, tans es villes de Bazas, La Réolle, Marmande, Bergerac, Sainte-Foy, Saint-Seurin de Mortagné, que Sénéchaussées de Bazadois, Condomois, Agenois, Périgord, Xaintonge et partous autres lieux, de ne faire mettre leurs vins en barriques qui soient de la jauge du Bordelois ni conformes à icelles, soit en longueur, grosseur ou largeur ; mais en la forme ancienne, qui est différente de la façon des barriques de la dite jauge de Bordeaux, à peine de dix mille écus contre les contrevenans et de la perte et confiscation de leurs vins qui seront trouvés dans lesdites barriques. »

(*Statuts de la Ville de Bordeaux*, 3^e édition, 1701, p. 650.)

Arrêt du Parlement de Bordeaux, du 31 Juillet 1604.

(*Extrait des Statuts de la Ville de Bordeaux*)

Cet arrêt, rendu à la requête de MM. les Jurats de Bordeaux, défend « à toutes sortes de personnes et bien-tenans des villes de Bazas, la Réole, Marmande, Bergerac,

Sainte-Foy, St-Seurin de Mortagne, et Sénéchaussée de Bazadois, Condomois, Agenois, Périgord, Saintonge et tous autres lieux, sauf ceux de la Sénéchaussée de Bordeaux, de faire mettre leurs vins dans les barriques de la jauge bordelaise n'y conformes à icelles, soit en longueur, grosseur et largeur, sous peine de confiscation tant des barriques que du vin qui y serait logé et 10.000 écus d'amende... »

(Inventaire de la Jurade de Bordeaux. T. 2, p. 51.)

Arrêt du Parlement de Bordeaux, du 8 Juillet 1619.

(Résumé)

Cet arrêt, donné entre Pierre Mosnier, adjudicataire des Subsides et des Rivières et extinction du convoi... d'une part ; et Jean Andrieu et autres consors, habitants du Périgord d'autre... « fait défenses ausdits habitants du pais de Périgord de mettre leur vin recueilli audit pays en barriques de la jauge de Bordeaux, à peine de mille livres. »

(Arrêt du 16 Février 1636 ; Arch. Dép. Gironde, C.1617.)

Arrêt du Parlement de Bordeaux, du 2 Decembre 1625.

(Extrait)

Cet arrêt, rendu sur la Requête des Maire et Jurats de Libourne, « fait défenses aux habitants des Sénéchaussées de Périgord, Bazadois et Saintonge, et particulièrement aux habitants des Juridictions de Bergerac, Sainte-Foy, Montravel, Gensac, Rauzan, Pujols et Civrac, de faire

mettre leurs vins en barriques qui soient de la jauge de Bordeaux, ou conforme à icelles, soit en longueur, gros-seur, largeur, barrage, cerclage et liaison, ains de les mettre en la forme ancienne, plus petites et non en diverses grandeurs et contenances, et à simple barre, à peine de dix mille livres, avec défenses à tous notaires et curez d'expédier aucuns certificats des vins qui se chargeront. . . . »

(*Arrêt du 16 Février 1636, Arch. Dép. Gironde, C. 1617.*)

Arrêt du Conseil d'Etat, du 16 Février 1636.

(*Extrait*)

« Le Roy en son conseil. . . . sur les interventions desdits Députez des pays d'Aginois, Armagnac, Albret et bas Diocèse de Montauban, afin de la descente de leurs vins audit Havre de Bordeaux, avant la fête de Noël, Sa Majesté les a déboutez de leurs demandes, fins et conclusions. . . »

(*Arch. Départ. de la Gironde, C. 1617.*)

Arrêt du Parlement de Bordeaux. du 16 Mars 1683.

(*Extrait*)

« La Cour, faisant droit de la réquisition du Procureur Général du Roi, fait inhibitions et défenses à toutes personnes de couper, mêler, transvaser ni falsifier les vins en façon quelconque, à peine de dix mille livres d'amende, de la perte desd. vins, même de déchéance du droit de Bourgeoisie à l'encontre desd. Bourgeois de Bordeaux, punition corporelle tant contre eux que contre tous autres, si le cas

y'écheoit. Et à mêmes peines fait inhibitions et défenses à toute sorte de personnes de changer la jauge ni le cerclage ou couverture des barriques, faisant la distinction et différence des Crûs et Jurisdctions; comme aussi de faire descendre les Vins dans les tems prohibés par les Statuts, Arrêts de Règlement et Transaction passée pour raison de ce, ni le faire décharger ailleurs que sur le quai des Char-treux, . . . Enjoint . . . aux Propriétaires, Marchands et Commissionnaires qui voudront faire décharger les vins . . . de faire préalablement aux Jurats leur déclaration des chais et celliers où ils voudront mettre lesd. vins : Ensemble de remettre des certificats, attestés par les Officiers ou Magistrats des lieux, de la quantité des vins, et du lieu où ils ont été recueillis, ensemble une déclaration de la vente et achat qu'ils auront fait d'iceux sur les lieux et pareille déclaration de la vente qui en sera faite ensuite pour porter aux Pais étrangers . . . »

(Arch. Départ. de la Gironde, C. 1617.)

Arrêt du Parlement de Bordeaux, du 23 Décembre 1697

(Analyse sommaire)

Cet arrêt donné sur le Réquisitoire de M. le Procureur général, « fit très-expresses inhibitions et défenses, conformément aux Statuts de la Ville de Bordeaux, à tous Bourgeois, Manans ou Habitans de la Ville, d'aller ou envoyer acheter, par eux, leurs commissionnaires, ou autres personnes interposées, aucuns vins dans le Haut-Pais, à peine de 6.000 livres d'amende, de déchéance du droit et privilège de Bourgeoisie à perpéuité; et de punition exemplaire suivant l'exigence du cas . . . »

(Mémoire pour les Jurats de Bordeaux contre Caussade,
Arch. Municipales de Bordeaux. A. A. 4.)

Arrêt du Parlement de Bordeaux, du 11 Avril 1698.

(Analyse sommaire)

L'arrêt de ce jour « ordonne que, dans tout l'Agenois, Condomois et Albret, il n'y aura qu'une jauge de 90 pots pour les barriques de vin ».

(Inventaire de la Jurade de Bordeaux, T. 2, p. 68.)

**Arrêt du Conseil d'Etat, du 10 Mai 1741.
concernant les vins du Haut-Pays.**

(Extrait)

« Le Roi étant en son conseil, sans avoir égard aux demandes des Communautés desdites provinces d'Agenois, Condomois, Quercy (liberté de descendre leurs vins devant la ville de Bordeaux en tous temps et saisons de l'année)... dont sa Majesté les a déboutés... a ordonné et ordonne que les Statuts, Réglements, Lettres-Patentes et Arrêts du Conseil et du Parlement de Bordeaux, concernant la descente des vins dudit Haut-Pays dans le Port et havre de lad. ville de Bordeaux, et la défense de couper et transvaser lesd. vins avec ceux de la Sénéchaussée de Bordeaux, seront exécutez suivant leurs forme et teneur, et, en conséquence, fait Sa Majesté itératives défenses aux négocians et habitans du d. Haut-Pays de faire descendre leurs vins dans led. port de Bordeaux avant la fête de Noël de chaque année, en quelque manière et sous quelque prétexte que ce soit, ni de séjourner dans led. port de Bordeaux et dans la Sénéchaussée de lad. ville, passé le 8 Septembre de l'année suivante, à peine de confiscation desd. vins, et d'amende arbitraire ; ordonne, en outre, que ceux desd. vins ainsi descendus, qui n'auraient pas

été vendus aud. jour, 8 Septembre, ne pourront rester en nature dans les celliers du fauxbourg des Chartreux, mais seront tenus les Propriétaires desd. vins, ou leurs commissionnaires, de les renvoyer dans lesd. provinces et communautés dud. Haut-Païs, ou ailleurs, si mieux ils n'aiment les convertir en Eaux-de-vie... »

(Arch. Départ. Gironde. C. 4617.)

Voici les différentes dispositions prises en vue d'empêcher la confusion des barriques de Bordeaux avec celles de Bergerac et de l'Agenais.

**Instructions pour les Commis des Fermes,
relatives aux Jauges des Barriques (1751).**

(Extraits)

Barrique de Bergerac

- 2 pieds, 8 pouces et demi de longueur ;
- 1 pied, 8 p. et demi de diamètre en œuvre ;
- 1 pied, 11 p. et demi de profondeur, par la bonde ;
- 24 cercles, de 12 en 12 ;
- 27 veltes de contenance.

Barrique de l'Agenais

- 2 pieds, 10 pouces de longueur ;
- 1 pied, 8 p. de diamètre ;
- 1 pied, 11 p. de profondeur ;
- 20 cercles, de 10 en 10 ;
- 28 veltes de contenance.

Barrique de Bordeaux

- 2 pieds, 10 pouces de longueur ;
- 1 pied, 9 p. de diamètre ;
- 2 pieds de profondeur ;
- 24 cercles, de 12 en 12 ;
- 30 veltes de contenance.

(Arch. Départ. Gironde. C. 1618.)

Pour le séjour à l'entrepôt des Chartrons des vins de *Haut-Païs*, des précautions minutieuses étaient prises afin d'empêcher la fraude par mélange ou substitution, ainsi que le prouve cet arrêt du Parlement de Bordeaux :

**Arrêt du Parlement de Bordeaux,
du 16 Décembre 1755.**

(*Extrait*)

« La Cour... ordonne que les Statuts de la présente Ville, Arrêts et Règlemens de la Cour, et Ordonnances de Police, autorisés et confirmés par iceux, concernant les Vins du Haut-Païs ; ensemble les Arrêts du Conseil et Lettres-Patentes de Sa Majesté, notamment ceux du 17 Mai 1701, 10 Mai et 12 Juillet 1744, seront exécutés selon leur forme et teneur ; en conséquence, ordonne que les Vins du Haut-Païs qui séjourneront à Bordeaux, ne pourront être déposés que dans les chays ou celliers qui sont dans les fauxbourgs des Chartrons... ; fait inhibi-

tions et défenses aux Propriétaires et Locataires de tous les susdits chays ou celliers de recevoir des Vins du Haut-Païs et de ceux de la Sénéchaussée de Bordeaux, sous le même toit ou dans les mêmes chays ou celliers, dans lesquels il ne pourra être fait aucune séparation de planches ni autrement, ni être souffert des communications secrettes desdits chays et celliers à d'autres chays et celliers voisins portes, passages, issues à d'autres rues... ; à l'effet de quoi est enjoint auxdits Maire et Jurats et Procureur-Sindic de la présente Ville, de se transporter, en exécution du présent Arrêt, dans les chays et celliers des Châtrons où l'on dépose les Vins du Haut-Païs dans le tems prescrit par les Règlemens, pour voir s'ils sont tels qu'il n'y puisse être commis des fraudes, falsifications, mélanges, ou transvasement d'iceux de la part des Marchands, Commissionnaires ou Propriétaires ; faire, si besoin est, tous Procès-Verbaux de l'état desd. chays... Permet néanmoins ladite Cour ausdits Propriétaires et Locataires qui auront reçu dans leurs chays ou celliers des Vins du Haut-Païs, de pouvoir, après qu'ils en seront sortis, y en recevoir de ceux de la Sénéchaussée, à la charge par eux de faire par préalable leur déclaration, devant lesd. Maire et Jurats, qu'ils n'ont plus chez eux des Vins du Haut-Païs, et qu'ils se soumettent à n'en plus recevoir jusqu'après la Fête de Noël suivant... »

(*Arch. Départ. de la Gironde, C. 1617,*

Le très savant et très judicieux archiviste de la Gironde a relevé un nombre considérable de déci-

sions judiciaires ou administratives consacrant au profit du crû bordelais l'usage exclusif de sa barrique.

Les vins du territoire bordelais avaient aussi une appellation propre et distinctive.

On opposait le nom de vins de ville à celui de vin du pays haut.

Les documents sont très nombreux à cet égard.

M. Brutails cite par exemple le registre des déclarations de chargements reçues par le Parlement en 1769 ; on y lit :

« Etat des *vins de ville* et *vins de haut* qui ont été chargés dans les vaisseaux et barques que Delmestre, courtier royal, a expédiés pendant le présent mois.

Mais l'expression *Vins de Bordeaux* a été consacrée à son tour.

Un mémoire rédigé en 1744 recherche les raisons pour lesquelles les habitants des sénéchaussées voisines cherchent à loger leurs vins dans la barrique bordelaise qui distinguait, ne l'oublions pas, les vins de la sénéchaussée : c'est entre autres dit-il, « pour pouvoir envoyer ces vins dans l'étranger comme *vins de Bordeaux*.

Le préambule de l'édit d'avril 1776 insiste sur ce que les futailles imposées aux régions autres que les Bordelais « sont moins durables et moins propres à

soutenir les voyages de long cours que *les tonneaux affectés exclusivement aux vins de Bordeaux*.

En 1779, Bergerac demande à employer librement telle jauge qui lui conviendra : on adoptera un cerclage différent du cerclage des barriques bordelaises ; ainsi « la réputation des *Vins de Bordeaux* sera conservée dans son intégrité.

Un mémoire pour Domme et Sarlat : « Que peut servir, d'ailleurs, le nom vague et général des *vins de Bordeaux*. La sénéchaussée de Guyenne est extrêmement étendue ; elle produit des vins de toutes espèces... Ainsi, le nom général des *vins de Bordeaux* laisse à déterminer un prix dans cette immense variété. »

Du supplément au *Dictionnaire du Commerce*, de Savary :

Le tonneau de *vin Bourdelois* qu'on appelle vulgairement *vin de ville*, est composé de quatre barriques.

Après avoir fait son arrêt de règlement du 18 juillet 1764 si rigoureux contre toutes les fraudes, le Parlement de Bordeaux fit imprimer un avis qui fut envoyé à l'étranger. Il débutait ainsi :

AVIS :

« Le Parlement voulant apporter la plus grande vigilance à maintenir l'exécution de son arrêt, on peut être assuré chez l'Etranger, et dans tous les

endroits de la France d'où l'on tire *des vins de Bordeaux*, que désormais on pourra les recevoir dans toute leur pureté naturelle...»

A l'arrêt du 18 juillet 1764 du Parlement de Bordeaux, les négociants de cette ville répondirent par un mémoire adressé à l'intendant de la province.

On y lit :

« On a déjà dit et on répète que quoique la sénéchaussée de Bordeaux soit composée de plus de 400 paroisses à vignobles, il ne fallait pas croire que toutes ces paroisses fussent connues des dits étrangers qui *ordonnent des vins de Bordeaux*. »

Un agenais, le chevalier de Vivant, publia en 1766 le premier de ses trois volumes d'*Observations sur divers moyens de soutenir et d'encourager l'Agriculture*.

A la page 84, on lit :

Etat des frais d'un tonneau de *vin de la Haute-Guyenne* vendu en Hollande.

Et, en regard, à la page 85 :

Etat des frais d'un tonneau de *vin de Bordeaux* vendu en Hollande.

Vin de Bordeaux est donc synonyme de *vin de ville*.

Turgot, dans le préambule de l'édit d'avril 1776 que nous verrons plus loin, dira « *Vin du territoire de Bordeaux*. »

Un ensemble de circonstances permettent de choisir l'année 1764 si l'on veut avoir un tableau complet de toutes les mesures de protection prises par le Parlement en faveur du crû bordelais.

Le 18 juillet de cette année le Parlement prit un arrêté sur la police des vins.

Il est à lire en entier.

On y trouve l'exposé complet et sagace de toutes les causes qui avaient déchaîné sur la région une crise lamentable. Toutes les fautes, toutes les fraudes y sont décrites.

Tous les remèdes préconisés.

Hélas, dans l'ordre économique, tout recommence, sans cesse.

La violation des règles de bon sens, de sagesse et de probité appelle toujours le vain secours des palliatifs ingénus.

Dans l'arrêté du Parlement, motifs et dispositifs, nous verrons, comme en un vieux miroir terni, les malheurs et les déceptions du temps présent.

Quelle philosophie se dégage du moindre mot de nos grands juristes !

Nous donnons l'arrêté presque en entier tel qu'il est dû à la science avisée de M. Nicolaï.

Nous lui opposerons, comme l'a fait le maître bordelais, la réplique des commerçants d'alors.

ARREST DE LA COUR DE PARLEMENT

concernant la police des vins (18 juillet 1764).

Ce jour, la Cour, toutes les Chambres assemblées, a été dit par MM. les Commissaires du Bureau de la Grande Police : Que s'étant occupés, pendant plusieurs séances, de la matière des vins, la plus intéressante, sans doute, pour les habitants de la Sénéchaussée de Guienne, ils ont reconnu deux causes principales de l'altération du commerce de cette denrée, l'une et l'autre également dignes de l'attention de toute la Cour.

Que la première de ces causes est la surabondance des vins, non seulement dans cette province, mais dans tous les pays de vignobles, provenant d'une espèce de fureur populaire, que les révolutions de 1720 firent naître, en portant à l'extrême le prix des vins; ce qui occasionna des plantations extraordinaires.

Que le Gouvernement s'apercevant de la nécessité de mettre un terme à cette émulation inconsidérée, par les suites funestes qui pouvoient en résulter, tant pour l'intérêt de l'État, que pour celui des particuliers, il fut rendu un arrêt en 1726, renouvelé depuis par deux autres, qui fit défenses, sous des peines très grièves, de faire de nouvelles plantations; mais une clause insérée dans l'arrêt du Conseil fit perdre, à un projet aussi salutaire, tout le fruit qu'on devoit en espérer, en remettant aux commissaires départis, la faculté d'accorder des permissions selon les circonstances des cas.

Que ces permissions ayant été facilement obtenues, on a continué de planter sans aucunes bornes; aussi le Bureau

reconnaissant que le mal est parvenu au dernier période, se propose-t-il d'aprofondir encore plus cette matière, et de chercher des moyens propres à y remédier, sans nuire aux fortunes des particuliers, ni aux intérêts de l'État.

Qu'on voit que des pratiques, si contraires à la bonne foi du commerce, ont dû occasionner la défiance des étrangers sur la fidélité du nôtre? Qui ne sent que ce prétendu commerce de spéculation n'a fait que renchérir le prix des vins dans les autres nations? Que s'ils y parvenaient, comme autrefois, dans toute leur pureté, par des commissionnaires fidèles, et conséquemment aux véritables prix qu'ils les ont achetés, cette denrée serait à portée d'une plus grande quantité de consommateurs?

La seconde cause plus particulière à la Sénéchaussée de Guienne, et plus funeste pour elle à raison de la qualité prédominante de ses vins, et de l'inexécution des arrêts qui, sur les plaintes et représentations des nations étrangères, ont de tous les tems et continuellement défendu le transvasement et le mélange desdits vins avec ceux d'Espagne, du Languedoc, du Quercy et des Sénéchaussées voisines de celle de Guienne, notamment de celui du 16 mars 1683, qui rappelle ceux de 1602, 1616, 1619 et remonte à des siècles antérieurs; plus récemment encore de ceux du 10 mai et 2 juillet 1741, le dernier précédé de Lettres patentes; de celui du 17 juillet 1744 et du 16 décembre 1755.

A la lecture de ces arrêts, le Bureau a reconnu que les fraudes et prévarications, qui déterminèrent les défenses et les réglemens qu'ils contiennent, se sont renouvelées avec d'autant plus d'audace et de vivacité, que l'industrie animée par des gains exorbitants et illicites, n'a plus connu de frein ni de loi.

Le Bureau, ayant pris des informations particulières de ces différentes opérations, ne peut douter que la falsification des vins, qu'on met en travail avec ceux d'Espagne et d'autres espèces, auquel mélange on ajoute souvent des drogues de différentes qualités, est pernicieuse au corps humain et destructive de la santé ; les plaintes en sont venues de toutes parts et plus authentiquement du Royaume d'Irlande.

La mixtion ou coupement des vins de la Sénéchaussée de Guienne avec ceux des Sénéchaussées limitrophes ou avec les vins du Languedoc et du Quercy, n'est pas moins répréhensible par le préjudice infini qu'en supportent les habitans.

Les vins de cette Sénéchaussée sont reconnus de toutes les nations pour supérieurs à tous autres par leur délicatesse, leur salubrité et leur amélioration dans le transport ; c'est ce qui leur a mérité de tous tems l'attention et la protection marquée de nos Rois. Les privilèges de cette Sénéchaussée, les défenses continuelles, de mélanger ces vins précieux avec d'autres, sont appuyés sur des fondemens aussi solides pour le bien de l'État et des propriétaires desdits vins.

Cependant au mépris de vues aussi importantes et des Règlemens qui les ont continuellement maintenues, quelques particuliers, séduits par l'avidité d'un grand profit, ont osé tenter d'y contrevenir et de surprendre la bonne foi des étrangers au moyen de coupemens divers ; parvenus à donner à leurs vins mixtionnés la couleur et un faux goût rapproché, quoique très imparfaitement, de celui des crûs les plus distingués, il les font passer chez les nations étrangères, sous les noms supposés des propriétaires desdits crûs ; c'est ce qu'ils ont appelé commerce de spéculation, dans lequel ils trompent, par la supercherie la plus

condamnable, et le citoyen et l'Etranger. Les plaintes en furent portées en 1738 par l'ambassadeur des États Généraux des Provinces Unies, sur les représentations des négocians de Hollande; il en remit le Mémoire au contrôleur général des Finances le sieur Orry, qui le fit parvenir à l'Hôtel commun de cette ville; le Bureau l'ayant fait rapporter devant lui, a trouvé les termes suivans : « comme ils (les négocians de Hollande) remarquent que de plus en plus les vins se mêlent et se falsifient au point qu'ils ne peuvent plus compter sur la qualité, ils supplient votre Excellence (le sieur Orry) d'avoir la bonté d'y pourvoir, en obligeant les propriétaires des vins d'apposer chacun leur marque sur leurs futailles, comme il a été ci-devant ordonné. »

Qui ne voit que des pratiques si contraires à la bonne foi du commerce, ont dû occasionner la défiance des étrangers sur la fidélité du nôtre? Qui ne sait que ce prétendu commerce de spéculation n'a fait que renchérir le prix naturel des vins dans les autres nations? Que s'ils y parvenaient, comme autrefois, dans toute leur pureté, par des commissionnaires fidèles et conséquemment aux véritables prix qu'ils ont acheté, cette denrée serait à portée d'une plus grande quantité de consommateurs? Qui peut enfin se dissimuler que le commerce de cette province ayant considérablement augmenté depuis quarante ans, soit par des correspondances nouvelles et plus étendues avec les Royaumes étrangers, soit par l'accroissement de population et le défrichement dans les colonies et celui des vins n'ayant point eu d'extension graduelle et relative à celle des autres denrées, la vraie cause en est dans le surhaussement des prix que ces spéculateurs intermédiaires entre l'Etranger et les propriétaires ont mis sur les vins qu'ils exportent. De là, les engorgemens, même

dans les années disetteuses et successives, la diminution des prix dans la province, et la longueur intolérable des payemens qu'on fait subir aux malheureux propriétaires.

Des prévarications aussi funestes à notre commerce, des entreprises aussi téméraires, qui confondent indistinctement les fortunes des citoyens, ne tendent qu'à troubler l'ordre naturel par des monopoles les plus condamnables, ne pouvoient échaper à la vigilance des magistrats, dont les fonctions et le devoir sont de veiller continuellement à tout ce qui intéresse le bien public.

Le Bureau a pareillement vérifié que la population de la ville de Bordeaux et ses faubourgs s'étant considérablement accrue, les consommations des vins de la Sénéchaussée de Guienne n'y étoient point augmentés à proportion; que l'introduction des vins externes portoit un préjudice notable aux privilèges des habitants de cette Sénéchaussée, ainsi qu'au droit naturellement acquis dans tous les pays du monde, que ceux qui paient les charges d'une ville puissent y débiter leurs denrées de préférence à tous autres.

Sur ce, ouï le Procureur général du Roi, et lui retiré; sur délibération, a été ordonné ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

La Cour, renouvelant en tant que de besoin seroit, tous les arrêts précédens, fait inhibitions et défenses à tous propriétaires de vignes, et à tous marchands faisant le commerce des vins pour leur compte ou par commission, de couper, travailler, transvaser ni autrement falsifier les vins de la Sénéchaussée de Guienne, en les mêlant avec toutes autres espèces de vins, qui lui sont étrangers, à peine de confiscation et versement desdits vins dans la rivière, brû-

lement des futailles par l'Exécuteur de la Haute justice, dix mille livres d'amende, perte de bourgeoisie à l'encontre des bourgeois de Bordeaux, interdiction de tout commerce, même de punition corporelle, tant contre eux que contre tous maîtres de chais, tonneliers, domestiques, manœuvres ou autres fauteurs et complices, si le cas y échoit.

ART. 2

Et d'autant que, quelle qu'ait été jusqu'ici la vigilance des officiers municipaux préposés par les arrêtés précédens pour veiller à leur exécution, l'expérience a fait connaître qu'il est presque impossible de prévenir les fraudes résultantes du mélange desdits vins, s'il n'est plus spécifiquement pourvu à la distinction et séparation des lieux où ils sont reçus. Ladite Cour interprétant, par tant que de besoin seroit, son arrêt du 16 décembre 1753, et tous autres précédemment ou subséquemment rendus, et ajoutant à iceux, a ordonné et ordonne que tous propriétaires ou locataires de maisons destinées à servir d'entrepôt pour des vins étrangers à la Sénéchaussée de Guienne, depuis l'esplanade du Château-Trompette, jusqu'à la rue Saint-Esprit du faubourg des Chartrons, seront tenus dans quinzaine pour tout délai, sans espérance d'autre, à compter de celui de la publication du présent arrêt, de venir en personnes, déclarer au greffe de la Cour s'ils optent de recevoir pour leur compte ou par commission des vins du Languedoc, ou qualifiés tels, du Querci ou autres lieux des Sénéchaussées étrangères à celle de Guienne, ou de ne mettre que des vins de ladite Sénéchaussée; ladite option faite, ladite Cour leur fait très expresses et itératives inhibitions et défenses, sous les mêmes peines que dessus, d'introduire dans l'en-

clave de leurs maisons, quoique dans des chais séparés, d'autres vins que ceux portés par leur déclaration, sans que l'option par eux faite de ne vouloir recevoir dans leurs chais ou celliers que des vins de la Sénéchaussée de Guienne, il en puisse résulter que l'espace destiné à recevoir les vins étrangers devienne insuffisant pour sa destination.

ART. 3.

Et voulant pourvoir plus efficacement à toute fraude à ce sujet; ordonne ladite Cour, qu'à compter du 1^{er} octobre prochain, tous les propriétaires des vignobles dans les limites de la Sénéchaussée, fermiers, régisseurs et autres, seront obligés d'apposer sur toutes les futailles qui contiendront leurs vins, barriques, demi-barriques, tierçons et autres, une étampe à feu, laquelle portera sur les fonds et aux deux bouts de la futaille, où seront imprimés le nom du propriétaire desdits vins, celui de la paroisse ou du canton, où le vin aura été recueilli, avec la liberté d'y joindre celui de son crû particulier ou de son principal manoir; seront tenus, ceux qui font des vins de deux qualités, de les distinguer par premiers et seconds vins; faute de ce, lesdits vins ne pourront entrer dans la ville et ses faubourgs, être livrés au marchand, ni être chargés sous peine de confiscation.

ART. 4.

Fait inhibitions et défenses, à toutes personnes de contrefaire l'étampe d'autrui, et de prêter la sienne pour favoriser la fraude, sous peine d'être poursuivis en crime de faux et de 10.000 livres d'amende.

ART. 5.

Ordonne que l'étampe sera rasée de toutes futailles de vuidanges qu'on fera sortir de la ville et de ses faubourgs, sous peine de mille livres d'amende et de confiscation, à l'exception des propriétaires qui voudront renvoyer chez eux leurs propres barriques, marquées de leur étampe, lesquels seront seulement tenus de prendre une billette de sortie à l'hôtel de ville, suivant l'usage, et de rapporter dans quinzaine le certificat du juge ou du curé, portant que lesdites barriques ont été rapportées dans les maisons desdits propriétaires situés dans leurs paroisses.

ART. 6.

Enjoint à tous les maîtres de chais des négocians de raser sur le champ l'étampe des barriques qui resteront en vuidange dans lesdits chais, à raison des consommations de l'ouillage, du tirage au fin ou rabattage, sous peine de trois mille livres d'amende et de punition corporelle.

ART. 7.

Ordonne pareillement ladite Cour que tous courtiers de navires seront obligés de rapporter tous les mois au greffe de la Cour un état, tant des vins de ville que *de ceux des autres paroisses et Sénéchaussées* qu'ils auront fait charger, *distinguant les uns des autres*, même ceux qui auroient été chargés en pièces, les noms des vaisseaux sur lesquels ils les auront chargés, et le lieu de leur destination, lequel sera reçu sans frais; qu'à cet effet, ils feront parapher leur livre de chargement par le lieutenant général de l'Ami-

rauté, aussi sans frais, sous peine d'être cassés et privés de leurs offices.

ART. 8.

Ne pourront toutes les peines indites par le présent arrêt, être réputées comminatoires, mais bien de rigueur, etc., etc.

ART. 9.

Seront au surplus, les dispositions de l'arrêt du 16 décembre 1753 et autres précédemment rendus, rigoureusement observés, en ce qui ne se trouve pas modifié par le présent arrêt.

ART. 10.

Et pour la plus parfaite exécution, tant du présent arrêt que de ceux précédemment rendus sur la police des vins, ladite Cour, attendu l'importance de la matière, a nommé les sieurs (suivent les noms de tous les commissaires délégués) lesquels à ces fins, elle a commis et député, et auxquels ainsi qu'à chacun d'eux il est donné pouvoir de se transporter dans l'étendue destinée à l'entrepôt des vins étrangers à la Sénéchaussée de Guienne, pour y faire état et procès-verbal des portes et issues pouvant servir de communication d'une maison à une autre maison voisine, ou aux rues, cul-de-sac et endronnes de traverse, notamment de la rue Notre-Dame par le derrière; ensemble de la hauteur des ouvertures destinées à donner du jour, et être, toutes affaires cessantes, sur les rapports desdits verbaux, statué ce qu'il appartiendra sur les réparations à faire pour mettre lesdits lieux à l'abri de tous soupçons.

ART. 11.

(On donne pouvoir aux mêmes commissaires de se transporter dans toutes maisons, caves, celliers, etc., où il pourra y avoir des vins dont la mixtion est prohibée.)

ART. 12.

(On ne modifie rien à la police ordinaire des Jurats.)

ART. 13.

(L'impression et la publication de l'arrêt est décidée.)

Fait à Bordeaux en Parlement, le 18 juillet 1764.

AVIS (1).

Le Parlement voulant apporter la plus grande vigilance à maintenir l'exécution de son arrêt, on peut être assuré chez l'Étranger, et dans tous les endroits de la France d'où l'on tire des vins de Bordeaux, que désormais on pourra les recevoir dans toute leur pureté naturelle. Mais si, par des fraudes auxquelles il seroit impossible d'obvier, par exemple, par des relâches de vaisseaux dans d'autres ports que ceux de la Guienne, on venoit à pratiquer la mixtion ou la falsification de ses vins, les commettants étrangers ou nationaux peuvent, au moyen de l'étampe, s'adresser directement aux propriétaires qu'elle désigne, pour avoir une, deux barriques, ou plus grande quantité des mêmes

(1) Cet avis imprimé fut envoyé à l'étranger par le Parlement, qui l'avait fait tirer à un grand nombre d'exemplaires.

vins, par les comparaisons desquels ils pourront être certifiés de leurs véritables qualités et des mixtures qu'on y aura fait : Les propriétaires leur donneront mêmes tous les autres éclaircissements dont ils pourroient avoir besoin.

En adressant les lettres à Bordeaux, elles seront exactement rendues à ceux qui habiteroient dans leurs maisons de campagne ».

La réponse des commerçants n'est pas moins instructive.

Leurs successeurs d'aujourd'hui n'ont rien inventé.

Ils ont recueilli avec soin la tradition des arguments qu'on oppose aux juristes, qui s'efforcent de supprimer les fraudes.

Elles figurent toutes dans l'arrêté du Parlement : coupages, vins de sucre, vins d'Espagne, nous n'en n'avons inventé aucune.

Nous n'avons pas attendu l'invasion du phylloxera pour les justifier.

Et quelles bonnes raisons sont données !

En ce temps-là l'unité de vente était le tonneau et son sous-multiple la barrique.

C'est sur la barrique que le Parlement de Bordeaux faisait mettre une étampe à fen indiquant le nom du propriétaire viticulteur qui avait produit le vin.

C'était déjà la vignette.

Et les chais séparés !

Et toute la lyre lamentable de la répression, d'autant plus impuissante qu'elle est plus féroce.

Quid leges sine moribus ?

Il n'en faut rien sauter; et pour rien au monde, nous n'en retrancherions un mot.

MÉMOIRE

Adressé à l'intendant par les négociants en vins de Bordeaux pour protester contre l'arrêt du Parlement du 18 juillet 1764.

A la suite de cet arrêt du Parlement, grand émoi surtout dans le commerce. Les négociants de Bordeaux se réunissent et réclament la réformation de l'arrêt du Parlement du 18 juillet, rendu en forme de règlement de police sur les vins de la Sénéchaussée de Bordeaux et publié le 1^{er} août.

Ils décident de saisir le Conseil du Roi et rédigent un long *mémoire* dont nous allons donner les parties les plus essentielles.

Tout d'abord ils se déclarent froissés par les termes mêmes de cet arrêt qui « porte les soupçons les plus injurieux sur tous les négociants en gros, qui ont fait jusqu'à présent, à Bordeaux, le commerce d'acheter et de charger ensuite, soit pour les autres ports de France, soit pour les ports étrangers des vins de cette Sénéchaussée, la prévention et la préoccupation du Parlement ont même été poussées à cet égard à un excès jusqu'à présent inoui, de faire succéder à cet arrêt un avis imprimé pour être répandu de sa part dans tous les ports afin d'y avertir les

négociants qui y reçoivent des vins, de se tenir en garde contre les fraudes qu'il impute à ceux de Bordeaux, qui leur envoient les vins, afin de les prévenir en même temps des moyens qu'il a pris par le même arrêt pour les garantir à l'avenir. » . . .

« Car tous les négocians en gros, qui ont jusqu'à présent acheté et chargé pour le dehors des vins de la Sénéchaussée, sont préjugés, par cet arrêt, coupables d'avoir altéré la qualité primitive de ces vins, d'en avoir même surenchéri les prix à leurs commettans, sans cependant que ces négocians aient été omis ni appelés ; sans qu'il y eût pas une preuve de ces prétendues fraudes ; sans que les commettans étrangers, au préjudice desquels on les suppose commises, ny même la partie publique, ayant excité le zèle du Parlement. »

Toutes les dispositions de l'arrêt tendent à nuire à la liberté du commerce des vins de cette Sénéchaussée, pour traverser les chargemens qui s'en font par mer, pour apporter enfin des obstacles insurmontables à leur vente et à leur exportation, et cela au lendemain du jour où Sa Majesté vient de donner un monument éternel de sa sagesse et de son amour en faisant disparaître sans retour les entraves funestes qui s'oposait à la liberté du commerce et de l'exportation des bleds.

« S'étant occupés, est-il dit en effet, dans le préambule de cet arrêt, pendant plusieurs séances, de la matière des vins, la plus intéressante sans doute pour les habitans de la province de Guienne, MM. les Commissaires de la Grande Police ont reconnu deux causes principales de l'altération du commerce de cette denrée.

« La première de ces causes est la surabondance des vins, non seulement dans cette province mais encore dans

tous les pays de vignobles, provenant d'une espèce de fureur populaire que les révolutions de l'année 1720 firent naître en portant à l'extrême les prix des vins, ce qui occasionna des plantations extraordinaires.

« La seconde clause plus particulière à la province de Guyenne et plus funeste pour elle à raison de la qualité prédominante de ses vins, procède à l'inexécution de plusieurs arrêts précédents, qui, sur les plaintes et la représentation des étrangers, ont de tous les tems et continuellement deffendue le transvasement et le mélange desdits vins avec ceux d'Espagne, du Languedoc, du Quercy ou des autres Sénéchaussées voisines de celle de Guyenne.

« En somme, ce que le Parlement semble reprocher, c'est un défaut d'extension du commerce des vins en rapport avec le développement du commerce depuis 40 ans, avec les relations nouvelles nouées avec les pays étrangers, avec l'accroissement de la population, avec le défrichement des colonies.

« Or, les registres tenus dans les bureaux des fermes du Roy pour la sortie des vins de la Sénéchaussée démontrent que chaque année le commerce des vins a augmenté.

« Il n'en a pas été de même la présente année, mais comment les commissaires ont-ils pu se dissimuler que la mauvaise qualité généralement reconnue des vins de la dernière récolte de cette Sénéchaussée a été la seule cause du peu d'empressement qu'il y a eu dans l'achat de ces vins pour l'Étranger.

« Les négociants ne veulent pas examiner la première cause sur laquelle il paraît que les commissaires eux-mêmes manquent de documentation, ni aborder s'il convient de régler la plantation des vignes, d'empêcher de nouvelles plantations ou de restreindre celles déjà faites dans

des bornes plus étroites, sans cependant nuire à la fortune des particuliers ni aux sûretés de l'État. »

Il y a de l'ironie : « Laissant donc à l'écart cette première cause jusqu'à ce que le Parlement ait mis au jour ces heureux moyens de la faire cesser, on se bornera à faire des observations sur la seconde cause.

« On reconnoît que le mélange des vins de cette Sénéchaussée avec les vins de toute autre Sénéchaussée même la plus voisine a, en effet, été défendu dans tous les tems par les arrêts du Parlement, tandis que le mélange des vins de cette Sénéchaussée entre eux a au contraire dans tous les tems été permis quoiqu'elle produise cependant des vins d'autant d'espèces, de goûts et de prix extrêmement différents.

« On veut même supposer que malgré la liberté que laissoient ainsy ces arrêts de mêler des vins si différents pourvu qu'ils fussent recueillis dans la Sénéchaussée de Guyenne, ces arrêts n'avoient cependant d'autre objet que celui de conserver aux vins quelconques de cette Sénéchaussée la supériorité de leurs qualités primitives sur ceux des autres Sénéchaussées.

« On ne cherche point enfin à combattre le préjugé commun à presque tous les propriétaires de vignobles de la Sénéchaussée de Guyenne que le mélange des vins des vins des autres Sénéchaussées avec les vins de celle-ci en altère et déprécie la qualité.

« On ne hasarderait cependant rien en affirmant qu'il est quelquefois des circonstances où le mélange de quelque partie de vin du Languedoc ou de ceux du Quercy avec certains vins de la Sénéchaussée de Guyenne leur devient extrêmement nécessaire et profitable ; c'est lorsque les vins

de cette Sénéchaussée ont mal réussi, pour corriger leur vice ou pour réparer leur défaut de qualité.

« Il ne faut point, en effet, croire que le mélange ait jamais été pratiqué dans l'objet de procurer aux vins étrangers à la Sénéchaussée quelque supériorité sur ceux qu'elle produit, ni même dans celui de faire passer les vins étrangers pour des vins de la Sénéchaussée; non, ce mélange ne peut avoir été tenté que dans l'objet de corriger le vice ou de réparer le défaut de qualité dont les vins de cette Sénéchaussée sont affectés certaines années, et par celui de procurer par là une plus forte exportation à ces mêmes vins.

« Combien n'est-il point, en effet, de propriétaires de cette Sénéchaussée, peut-être même d'officiers du parlement, qui doivent à un pareil mélange qu'ils ont fait eux-mêmes et au secours qu'ils ont ainsy donné dans de mauvaises années à leurs vins, la vente qu'ils en ont faite.

« On ne craint donc point de dire que la tolérance sinon la liberté de ce mélange dans certaines années est infiniment moins avantageuse aux négocians qu'elle est utile et nécessaire aux propriétaires des vins de cette Sénéchaussée. »

En vain MM. les commissaires du Bureau de la grande police ont-ils rappelé le Mémoire des plaintes portées en 1738 par l'ambassadeur de Hollande à M. Orry alors contrôleur général des finances sur l'objet du mélange et de la falsification des vins de la province de Guyenne et aussi quelques autres plaintes plus récentes de quelques négociants d'Irlande.

« Sur la plainte de 1738 : l'ambassadeur visait bien plus la jauge des futailles que le mélange et la falsification des vins.

« Mais les plaintes que l'on voit dans ce Mémoire sur le mélange et la falsification des vins avoient-elles donc précisément trait à ceux de la Sénéchaussée de Bordeaux? *Ces plaintes ne portoient-elles point plutôt sur les vins de quelques autres sénéchaussées de la Guyenne? On sait que la plupart des propriétaires des vignobles de BERGERAC et de Sainte-Foy dont les vins n'étoient propres que pour la Hollande, mixtionnaient en effet ces vins en les faisant avec du sucre et du sirop pour les rendre plus doux?* et qu'ils se hâtoient de les envoyer ainsi mixtionnés en Hollande; on sait enfin que c'était sur cette falsification et cette mixtion que portoient avec raison les plaintes de l'ambassadeur de Hollande.

« L'oubli dans lequel elles ont été ensevelies depuis 26 ans par rapport aux vins de la Sénéchaussée de Bordeaux, ne justifie-t-il point, en effet, qu'elles ne furent point considérées comme ayant trait à ces vins?

« Les plaintes que quelques négocians du royaume d'Irlande ont, dit-on, porté en dernier lieu sur le mélange de quelque partie de vin d'Espagne avec ceux de cette Sénéchaussée, qui sont propres pour l'Irlande pourroient, on en convient, avoir d'abord surpris la religion de MM. les Commissaires du Bureau de la grande police, mais s'ils eussent daigné faire attention sur le petit nombre de ces plaignans, sur leur qualité, sur les motifs enfin de leurs plaintes, ils se seroient bien gardés des fausses conséquences qu'ils paroissent en avoir tiré sur tous les vins de la Sénéchaussée.

« Les plaignans sont tout au plus au nombre de 24 marchands ou maîtres thoneliars et il est en Irlande plus de 1000 marchands de vin. Il n'en est pas un qui vende du vin de Bordeaux sans être accomodé avec du vin d'Es-

pagne; il ne peut plaire autrement aux Irlandais et cella est si vray, qu'on ne trouve chez aucun marchand de vin, du vin de France pur; ainsy, loin que ces marchans se plaignent et désapprouvent cette préparation qu'on a cru depuis quelques années, pouvoir pratiquer à Bordeaux et qui y a en effet été tolérée, sinon permise, ils adresseroient s'il en étoit besoin, leur supplique au Parlement afin que cette préparation devint absolument permise à Bordeaux, et ils prouveroient, s'il le faut, que depuis que la mixtion a été tolérée à Bordeaux au goût des Irlandais, cette mixtion s'étant faite à Bordeaux à moins de fraix qu'il n'en coûtoit en Irlande, ils ont, au moyen de ce, doublé la consommation des vins de France dans l'Irlande, même depuis moins de vingt ans, et depuis qu'ils ont trouvé chez leurs commettans de Bordeaux plus de facilité et plus d'avantages qu'ils n'en avoient jadis chez les négocians qui, les premiers, ont fait en Irlande le commerce des vins. »

Ce sont ceux qui faisaient ces mélanges en Irlande, à gros bénéfices, qui se plaignent.

« Les négociants n'entreront point dans l'examen de sçavoir si le mélange des *vins des sénéchaussées* autres que celle de Bordeaux, avec les vins de celle cy est plus nuisible à la qualité de ces vins que leur mélange entre eux; ils n'entreront point encore dans la discussion de sçavoir si le mélange des vins étrangers à cette sénéchaussée n'est point même nécessaire dans certaines années à ses vins pour en procurer l'extraction; cette discussion intéresse bien moins les négociants que les propriétaires des vignobles de la sénéchaussée de Bordeaux; aussi n'est-ce point précisément sur les deffenses, quelques rigoureuses qu'elles soient, que cet arrêt prononce au sujet du mélange de ces vins, que portent les très hum-

bles représentations des négociants, c'est sur les nouveaux moyens que le Parlement prescrit par le même arrêt pour l'éviter.

Il ordonne, dans l'art. 1^{er}, que les précédents arrêts seront exécutés; il fait, en conséquence, inhibition et deffenses à tous propriétaires de vignes, et à tous marchans faisant le commerce des vins pour leur compte ou en commission, de couper, travailler, transvaser, ni autrement falsifier les vins de la sénéchaussée de Guyenne en les meslant avec toutes autres espèces de vins qui lui sont étrangères, à peine de confiscation, versement desdits vins dans la rivière, brûlement des futailles par l'exécuteur de la haute justice, dix mille livres d'amende, perte de bourgeoisie à l'égard des bourgeois de Bordeaux, interdiction de tout commerce, même de punition corporelle tant contre eux que contre tous maitres de chays, thonneliers, domestiques, manœuvres ou autres fauteurs et complices si le cas y échéait.

On n'a sans doute pas besoin de s'étendre en réflexions pour faire apercevoir jusques à quels excès le Parlement a ainsi porté les peines multipliées qu'il inflige contre le mélange des vins, peines qu'il a même pris soin de déclarer par l'article 8 du même arrêt, ne pouvoir être réputées cominatoires, mais bien de rigueur, sans qu'elles puissent en aucun cas être remises ou modifiées sous quelque cause ou prétexte que ce soit.

Il fait encore inhibitions et défenses sous les mêmes peines, à tous propriétaires ou locataires des maisons situées dans les Chartrons, où les vins étrangers à la Sénéchaussée sont admis, de recevoir de ces vins étrangers à la Sénéchaussée, quoique cependant dans des chays séparés et différens, dépendant de leurs maisons; il oblige en

conséquence ces propriétaires ou locataires à opter entre ces deux espèces de vins, à recevoir dans leurs maisons et à en faire leur déclaration au greffe du Parlement.

Il nomme, dans l'art. 10, douze commissaires pris du nombre des conseillers du Parlement auxquels et à chacun d'eux il est donné pouvoir de se transporter dans l'étendue du quartier du faubourg des Chartrons, où sont admis les vins étrangers à la Sénéchaussée, pour y faire état et procès-verbal des maisons, portes et issues pouvant servir de communication d'une maison à une autre maison voisine, ou aux rues, culs-de-sac et andronnes, de traverse, ensemble de la hauteur des ouvertures destinées à donner le jour et à être toutes affaires cessantes, sur le rapport desdits procès-verbaux, statué ce qu'il appartiendra sur les réparations à faire pour mettre lesdits lieux à l'abri de tout soupçon,

« L'art. 11 donne encore pouvoir aux commissaires de se transporter, tant dans toutes les maisons, celliers, caves, réduits où il pourra y avoir des vins dont la mixtion est prohibée, qu'en tous autres lieux, prendre telles interrogations, y faire tels procès-verbaux qu'ils jugeront nécessaires sur le sujet des contraventions aux arrêts, pour lesdits procès-verbaux, rapports, être toutes affaires cessantes, décrétées de tel décret qu'il appartiendra.

« Quelque étendu que soit ainsy le pouvoir que le Parlement donne à ces douze commissaires et à chacun d'eux de se transporter *ab libitum*, sous prétexte de la recherche des contraventions aux arrêts dans toutes les maisons, chays, celliers, réduits et autres lieux qu'ils voudront; quelque humiliante que soit pour des négociants d'honneur cette nouvelle espèce d'inquisition, quelque coup fatal qu'elle puisse même porter à leur crédit et à leur

réputation, il est cependant, Monseigneur, dans cet arrêt, d'autres dispositions d'autant plus insupportables qu'elles mettent en quelque sorte les négociants dans l'impossibilité de continuer le commerce des vins sans tomber inévitablement dans quelques-unes des nouvelles contraventions qu'il prononce, et sans encourir, en conséquence, les peines rigoureuses qu'il y inflige.

« Il y ordonne, par l'art. 3, qu'à compter du 1^{er} du mois d'octobre prochain, tous les propriétaires des vignobles situés dans les limites de la Sénéchaussée, fermiers, régisseurs et autres, seront obligés d'apposer sur toutes les futailles, barriques, demi-barriques, tierçons et autres, une étampe à feu qui portera sur les fonds et aux deux bouts de la futaille où seront aussi imprimés le nom du propriétaire desdits vins, celui de la paroisse et du canton où ils auront été recueillis avec la liberté d'y joindre celui de son crû particulier ou de son principal manoir.

« Il ordonne par l'art. 5 que l'étampe sera razée de toutes futailles de vidange, qu'on fera sortir de la ville de Bordeaux et des faubourgs sous peine de 1.000 livres d'amende et de confiscation, à l'exception seulement des propriétaires qui voudront renvoyer chez eux leurs propres barriques marquées de leur étampe,

« Il enjoint enfin par l'art. 6 à tous les maîtres de chays des négocians de razer sur le champ l'étampe des barriques qui resteront en vidange dans lesdits chays, soit à raison des consommations, de l'ouillage ou tirage au fin, ou rabattage, sous peine de 3.000 livres d'amende et de punition corporelle.

« C'est, Monseigneur, cette étampe que le Parlement vient d'ordonner être apposée sur le fond et aux deux bouts de chaque futaille pour désigner la paroisse dans

laquelle le vin qu'elle contient aura été recueilli, ainsi que le propriétaire qui en aura fait la vente ; c'est la confiscation et l'amende que le Parlement prononce contre le cas où il se trouveroit quelque fûtaille pleine de vin sans être étampée de l'étampe, c'est l'obligation que le Parlement impose à peine de punition corporelle aux maîtres de chays de négocians de razer sur le champ l'étampe aux futailles qui resteront vides dans leurs chays à cause de l'ouillage, du tirage au fin ou du rabattage, c'est enfin l'ensemble de toutes ces nouvelles entraves que le Parlement vient de mettre au commerce et à l'exportation des vins qui va rendre ce commerce impraticable en exposant ceux mêmes qui le feront avec la plus scrupuleuse exactitude à tomber chaque jour, inévitablement, dans quelque contravention ; le détail qu'on abrègera cependant autant qu'il sera possible du mécanisme des opérations préalables et préparatoires ou chargement des vins va le rendre sensible.

« Qu'il soit permis avant d'entrer dans ce détail de proposer ici quelques doutes sur les avantages que le Parlement a sans doute crû procurer aux propriétaires des vins de cette Sénéchaussée en ordonnant que toutes les futailles qui contiendroient ces vins seroient dorénavant marquées de l'étampe dont on a parlé.

1^o Cette étampe éviteroit-elle en effet les prétendues fraudes que le Parlement impute si gratuitement aux négocians qui achettent à Bordeaux les vins de la Sénéchaussée, ne laisseroit-elle point toujours à ceux de ces négocians, qui sont capables de pratiquer des fraudes, la liberté de renverser dans des futailles marquées de l'étampe portant le nom d'une bonne paroisse ou d'un bon crû dont ils auront acheté des propriétaires les vins, ceux qu'ils auroient aussi achetés de quelque autre propriétaire dont les

futailles seroient marquées de l'étampe d'une paroisse et d'un crû inférieur? Ne laisseroit-elle point ainsi à des commissionnaires infidelles la liberté d'envoyer à leurs commettans, dans des barriques empreintes de l'étampe la plus favorable des vins inférieurs en qualité et de retenir cependant pour eux-mêmes dans des barriques empreintes de l'étampe la moins favorable les vins supérieurs? Ne laisseroit-elle point encore aux négocians qui recevront de l'étranger des vins la liberté d'user de la même supercherie envers les revendeurs, à qui il les vendroient? Ne laisseroit elle point enfin à ceux-cy la même liberté de tromper ceux à qui ils débiteront ces vins en somme étant de la paroisse et du crû désigné par l'étampe aposée sur les barriques? On ne juge point de la qualité du vin, ny de pas une liqueur quelconque, à l'aspect de la futaille ou du tonneau qui la contient; c'est par le goût qu'on en décide, et c'est une vraie illusion de penser qu'une marque empreinte sur un tonneau puisse faire trouver le vin qu'il contient de meilleure qualité qu'il ne l'est en effet.

2^o Cette étampe seroit-elle en effet avantageuse aux propriétaires des vignobles de la Sénéchaussée, ou ne seroit-elle point au contraire préjudiciable au plus grand nombre?

« La Sénéchaussée de Guyenne contient plus de 400 paroisses, dans chacune desquelles il se recueille des vins qui appartiennent à plus de 40.000 propriétaires; il s'en faut cependant de bien que tous les vins soient de la même qualité, ni des mêmes prix; on trouve dans une délibération qui fut prise le 27 octobre 1647 dans l'hôtel de ville de Bordeaux pour y fixer le prix des vins qui avoient été recueillis cette année dans la Sénéchaussée et pays Bordelois, qu'on les rangeoit alors sous 17 classes

différentes ; on trouve encore dans cette délibération que les prix les plus forts des meilleurs de tous ces vins furent portés à 35 écus le thonneau qui est composé de 4 barriques et celui des plus inférieurs à 18 écus le thonneau. On y trouve même entre autre chose que les prix des vins de Graves et de Médoc, c'est-à-dire de ces vins qui se vendent aujourd'hui 200 écus jusqu'à 1.200 livres le thonneau furent alors fixés : sçavoir les moindres 26 écus et les meilleurs à 100 livres le thonneau.

« Quoiqu'il en soit on ne rangeoit dit-on alors les *vins de la Sénéchaussée de Bordeaux et du pays bordelais* que sous 17 différentes classes et sauf de quatre grands crus distingués et connus dans l'étranger par l'excellence supérieure de leurs vins, on ne distingue, en effet, encore aujourd'hui dans l'étranger les vins de la Sénéchaussée ou du pays bordelais que par le même nombre ou environ de classes?

« Quel changement va donc produire dans l'opinion des étrangers la multiplicité des paroisses et de crus que les étampes aposées sur les barriques vont leur annoncer? Combien de vins recueillis dans les paroisses jusqu'à présent ignorées et qui confondus avec ceux d'une paroisse voisine à peu près égale, mais connue, passaient cy-devant à l'étranger cesseroit à l'avenir de pouvoir profiter de la faveur de cette confusion et resteront ainsy invendus à la charge des propriétaires? Combien des vins des paroisses et des crus reconnus médiocres, porteront dans l'étampe de leurs barriques un signe de réprobation? Combien même des vins qui avaient acquis quelque réputation quand on ignoroit la paroisse dans laquelle ils avoient été recueillis perdront-ils cet avantage lorsqu'on apprendra par l'étampe quelle est cette paroisse et qu'on verra dans

l'étampe des vins d'un moindre crû qui auront été recueillis dans la même paroisse ?

« Tout ce qu'on peut conclure dans l'intérêt des propriétaires des vignobles de plus favorable en faveur de l'étampe, c'est que quoiqu'elle ne puisse réellement procurer aucun avantage aux propriétaires des vignobles situés dans certaines bonnes paroisses connues et de bons crûs, elle ruinerait infailliblement les propriétaires des vignobles situés dans une infinité de basses paroisses ignorées et dans des crûs médiocres.

« Le nombre des propriétaires de vignobles de ces dernières paroisses est infiniment plus considérable que celui des propriétaires des vignobles situés dans les premières ; ceux-là sont infiniment plus misérables que les autres ; pourquoi donc leur enlever la seule ressource que produit une culture pénible et coûteuse pour la subsistance de leurs familles et pour le paiement de leurs charges en les forçant d'aposer dorénavant sur les barriques dans lesquelles ils logeront leur vin, une étampe qui éloigne sans retour de chez eux les marchans qui étoient dans l'habitude de les leur acheter cy devant.

« Pour revenir au détail qui intéresse plus particulièrement les négociants dont le commerce porte ou s'étend sur les vins de la Sénéchaussée.

« Ce commerce s'est fait jusqu'à présent comme tous les autres ou par spéculation, c'est-à-dire en achetant des vins dans l'espoir d'y faire quelque profit, soit en les chargeant pour le dehors, soit en les gardant à Bordeaux pour les y revendre ensuite ou par commission, c'est-à-dire en achetant et chargeant ces vins pour le compte des étrangers qui les demandent...

« On a déjà dit et on répète que quoique la Séné-

chaussée de Bordeaux soit composée de plus de 400 paroisses à vignobles, il ne falloit pas croire que toutes ces paroisses fussent connues desdits étrangers qui ordonnent des vins de Bordeaux ; les Étrangers ne connoissent et ne distinguent en effet les vins que comme on les distignuoit à Bordeaux lors de la délibération dont on a déjà parlé du mois d'octobre 1647 *et comme on les distingue encore aujourd'huy*, c'est-à-dire, en les regeant sous un certain nombre de classes.

« Chacune de ces classes comprend les vins de plusieurs quartiers ou paroisses qui les produisent à peu près d'une seule espèce, quoiqu'elle ne désigne cependant nommément que ceux d'un quartier ou d'une paroisse. Ainsi sous la classe des vins de Graves ou de Médoc, sous celle des vins de Pallu, sous celle des vins d'Entre deux Mers, sous celle des vins de Côtes, sous celle des vins de Langoiran, se trouvent compris ceux d'un très grand nombre de paroisses limitrophes ou voisines.

« Accoutumés à connaître ces vins par ces désignations, les Étrangers ne les demandent eux-mêmes pour la plupart à leurs commissionnaires à Bordeaux que sous le nom des Quartiers ou de la paroisse désignés ; ainsi presque tous les Négocians du Nord ordonnent des vins de Langoiran.

« Cette paroisse ne produit cependant point la sixième partie des vins qui sont demandés sous ce titre ; les commissionnaires y ont jusqu'à présent suppléé par des vins de paroisses voisines inconnues dans le Nord mais dont les vins sont de qualité égale et même supérieure à ceux de Langoiran ; pourront-ils le faire à l'avenir lorsque l'étampe apposée sur les barriques annoncera que les vins qu'elles contiennent n'ont point en effet été recueillis dans la paroisse de Langoiran ; et qu'elle fournira ainsi aux com-

mettans étrangers, le sujet de reproches à leurs commissionnaires de n'avoir point exécuté leurs ordres à la lettre? Ces commissionnaires ne devront-ils pas plutôt laisser ces ordres sans exécution et les renvoyer malgré le détriment qu'en souffriront les paroisses dont ils auront acheté les vins en supplément de ceux de Langoiran?

« La plupart des petits vins blancs de la Sénéchaussée (et la quantité en est très considérable) ne sçauraient se débiter dans plusieurs villes du Nord qui les tirent de Bordeaux, s'ils n'étoient secourus avant leur départ pour leur donner quelque consistance; on la leur donne en y mettant une certaine quantité d'autres vins blancs également recueillis dans la Sénéchaussée mais supérieurs par leur corps et par leur sève; ce sont ceux des paroisses de Barsac, Preignac, Bommes, Sauternes et autres voisines.

« Ce mélange produit le double avantage de rendre propres au goût des étrangers les petits vins blancs dont il facilite ainsi l'extraction et de procurer en même temps un débouché à ceux de ces paroisses dont les étrangers se sont rebutés à raison de l'excès de leur prix et dont la plupart resteroient invendus à la charge des propriétaires sans l'employ qui s'en fait pour ce mélange; c'est-à-dire pour donner quelque force ou consistance aux petits vins blancs.

« Il n'est plus permis d'user de ce mélange ou plutôt de donner ce secours nécessaire à ces petits vins; quel sera le commissionnaire à qui les commettants accoutumés à les recevoir ainsi secourus en ordonneront, qui osera cependant les leur envoyer sans ce secours?

« On convient que ny les anciens arrêts du Parlement, ny celui du 18 du mois de juillet qui les rappelle, n'ont jamais précisément défendu le mélange des vins de la Sénéchaussée de Bordeaux avec d'autres vins de la même

Sénéchaussée; ils n'ont prohybé que celui des vins étrangers à cette Sénéchaussée avec ceux qu'elle produit; mais l'étampé ordonnée par cet arrêt ne devient-elle point un obstacle insurmontable au mélange non prohibé jusqu'à présent et si nécessaire en effet à certains vins de la Sénéchaussée, avec d'autres de la même Sénéchaussée.

« Cette étampe qui sera apposée sur les deux bouts de chaque barrique doit y indiquer et la paroisse dans laquelle le vin qu'elles contiennent aura été recueilli et le propriétaire qui l'aura recueilli mais cette étampe n'indiqueroit-elle point réellement à faux lorsqu'elle resteroit la même sur les barriques dont le vin secouru par le mélange de quelque autre, auroit ainsy acquis une consistance ou une qualité qu'il n'avoit point avant le mélange.

« N'indiqueroit-elle point également à faux lorsqu'elle resteroit la même sur les barriques du vin d'une qualité supérieure, dans lesquelles on auroit introduit d'autre vin en remplacement de celui qui en auroit eu besoin? En un mot n'indiqueroit-elle point réellement à faux lorsque le vin quelconque contenu dans les barriques ne seroit pas exactement tel et le même qu'il auroit été recueilli dans la paroisse et par le propriétaire dénommé par l'étampe?

« Depuis quelques années il s'exporte certains vins dans les provinces de Galice, de Biscaye et des Asturies, en Espagne.

« Ces provinces tirent actuellement par année environ dix mille tonneaux de petits vins de la Sénéchaussée de Bordeaux, et cette exportation, qui n'a commencé que depuis peu d'années, deviendra chaque jour plus considérable par le goût que les Espagnols ont pris à ces vins.

« Ils les veulent extrêmement claires, et comme les propriétaires des vignobles de la Sénéchaussée se gardent

bien d'en faire d'une pareille couleur parce qu'elle les rendroit impropres à tout autre pays que l'Espagne, les négocians chargés par leurs commettans de ces royaumes de faire leurs achats de vins les rendent eux-mêmes claijets; ils introduisent pour cela dans chaque barrique des petits vins blancs qu'ils achètent, environ un huitième de vin rouge couvert de la Sénéchaussée, et ce vin rouge communiquant ainsi aux vins blancs une partie de la couleur, le tout ensemble forme une espèce de vin claijet, tel qu'il le faut pour satisfaire le goût des Espagnols.

« Voilà donc une nouvelle branche de commerce tarie!

« L'étampe sur les barriques causera une grande gêne au commerce, car pour le tirage hors lie des vins, pour le fouettage qui doit les rendre fins, et enfin pour le rabattage des barriques il faut transvaser les vins, les changer de barrique, et dans ce cas il faut les sortir des barriques étampées dans lesquelles ils se trouvent. Les négocians ont en relais dans leurs chais une certaine quantité de barriques qu'ils y font conditionner et rabattre pour y transvaser sur le champ les vins lorsqu'ils seront devenus fins. Mais alors ces vins pendant qu'ils sont en repos dans des relais seront confiscables. Les barriques étampées seront vides. Et les vins de lie? Si on les met dans des barriques étampées? Aussi, ils ne sont pas de la même qualité, ils sont durs. »

.....

Ce Mémoire, dont nous avons laissé de côté certaines parties d'ordre technique touchant notamment les conditions dans lesquelles s'effectuaient les opérations dans les chais, a une importance spéciale qui n'échappera à personne. Il était signé de plus de deux cents négociants de Bordeaux, dont tous les notables. (*Nicolaï, les vins de Bordeaux et la délimitation.*)

Les limites du crû bordelais, dès l'origine, étaient celles de la Sénéchaussée ou du diocèse (Brutails).

Cela est encore vrai vers 1740. A cette date une lettre de négociants à la Chambre de commerce de Guienne vise « le versement des futailles de vin de haut pays ou celles *du diocèse* » (C. 1616 Brutails).

Mais les limites de la Sénéchaussée ne sont pas restées immuables.

Du xv^e au xviii^e siècle, des pays ont été démembrés de la Sénéchaussée de Bordeaux pour former des circonscriptions nouvelles. Ils gardèrent leur droit à la futaille bordelaise. Exemples : Libourne, et la juridiction de Castillon.

Par contre, certains pays ont été rattachés à la Sénéchaussée : la seigneurie de Blaignac par un arrêt de 1615 ; Langon, Toulenné et Saint-Pierre-de-Mons par des accords intervenus en 1612 entre Bordeaux et le duc d'Épernon. Ces pays acquis eurent aussi le droit de se servir de la futaille bordelaise.

Ainsi on ne perdait pas ce droit quand on l'avait possédé, même si l'on sortait de la Sénéchaussée.

On l'acquerrait dès qu'on en faisait partie.

Remarquons que les pays qui sont sortis de la Sénéchaussée sont restés du diocèse.

Mais admettons les limites de la Sénéchaussée avec les corrections nécessaires.

Il importe de remarquer qu'elles n'offrent aucun intérêt si ce n'est pour marquer la ligne divisoire qui

séparait, avant la Révolution, le crû bordelais, de la vinée de Bergerac et de la vinée de Marmande.

Or ni l'une ni l'autre n'était limitrophe du crû bordelais.

Il n'y avait de contiguïté pour le crû de Bordeaux ni avec Marmande ni avec Bergerac.

Entre le crû bordelais et les autres vignobles du pays haut, il y avait un territoire intermédiaire, appelé « pays de Nouvelle Conquête » ou « de demi-marque ».

C'était une sorte d'*interland* favorisé ; son vin entrant à Bordeaux n'y payait qu'un demi droit, d'où l'appellation de demi-marque.

Il pouvait y entrer à la Saint Martin de novembre, tandis que les autres vins n'y venaient qu'à la Noël.

Le pays de Nouvelle conquête a prétendu avoir droit à la barrique bordelaise ; c'est un point contesté.

Mais il faut retenir que Bergerac et Marmande sont non seulement distincts du territoire de Bordeaux, Sénéchaussée ou diocèse, mais encore séparés par le pays de Nouvelle conquête, et sans aucun point de contact.

Le régime que nous avons suivi et analysé depuis le xv^e siècle a duré jusqu'à la Révolution et n'a subi que de légères atténuations.

Pour le voir en plein fonctionnement à la veille de la Révolution, il faut lire le préambule de l'édit d'avril 1776 de Turgot qui le décrit avec exactitude.

C'est par là que nous pouvons clore cette période de l'histoire du crû bordelais.

Préambule de l'Edit d'avril 1776 par lequel Turgot rétablit la liberté du commerce des vins.

« Le compte que nous nous sommes fait rendre, dit le Roi, de quelques contestations mues en notre conseil entre diverses provinces et villes de notre royaume, nous a fait reconnaître que le transport, la vente et l'achat des vins se trouvent assujettis dans un très grand nombre de lieux, et surtout dans nos provinces méridionales, à des prohibitions, à des gênes multipliées, que les habitants de ces lieux regardent comme des privilèges établis en leur faveur.

« Les propriétaires des vignobles situés dans la sénéchaussée de Bordeaux sont en possession d'interdire la consommation et la vente dans la ville de Bordeaux de tout autre vin que celui du crû de la sénéchaussée, il n'est pas même permis à tout propriétaire de vendre le sien au détail, s'il n'est bourgeois de Bordeaux, et s'il ne réside dans la ville avec sa famille au moins pendant six mois chaque année.

« Le Languedoc, le Périgord, l'Agénois, le Querci et toutes les provinces traversées par cette multitude de rivières navigables qui se réunissent sous les murs de Bordeaux, non seulement ne peuvent vendre leurs vins aux habitants de cette ville qui voudroient les acheter; ces provinces ne peuvent pas même profiter librement, pour les vendre aux étrangers, de cette voie que la nature leur

offroit pour communiquer avec toutes les nations commerçantes.

« Les vins de Languedoc n'ont pas la liberté de descendre la Garonne avant la Saint-Martin ; il n'est pas permis de les vendre avant le 1^{er} décembre.

« On ne souffre pas que ceux du Périgord, de l'Agénois, du Querci et de toute la haute Guyenne arrivent à Bordeaux avant les fêtes de Noël.

« Ainsi les propriétaires des vins du haut pays ne peuvent profiter, pour les vendre, de la saison la plus avantageuse, pendant laquelle les négociants étrangers sont forcés de presser leurs achats, pour approvisionner les nations du nord, avant que les glaces en aient fermé les ports.

« Ils n'ont pas même la ressource de laisser leurs vins à Bordeaux, pour les y vendre après un an de séjour : aucun vin étranger à la sénéchaussée de Bordeaux ne peut rester dans cette ville passé le 8 septembre. Le propriétaire qui n'a pu vendre le sien à cette époque n'a que le choix, ou de le convertir en eau-de-vie, ou de le faire ressortir de la sénéchaussée en remontant la rivière, c'est-à-dire d'en diminuer la valeur, ou de la consumer en frais inutiles.

« Par cet arrangement, les vins de Bordeaux n'ont à craindre aucune concurrence, pendant tout l'intervalle qui s'écoule depuis les vendanges jusqu'au mois de décembre.

« Depuis cette époque même du mois de décembre, jusqu'au 8 septembre de l'année suivante, le commerce des vins du haut pays gémit sous des entraves multipliées.

« Les vins ne peuvent être vendus immédiatement à leur arrivée : il n'est pas libre de les verser de bord à bord,

dans les vaisseaux qui pourroient se trouver en chargement dans ce port, ou dans quelque autre port de la Garonne. Il faut nécessairement les décharger et les entreposer, non pas dans la ville de Bordeaux, mais dans un faubourg, dans un espace déterminé de ce faubourg, et dans des celliers particuliers, où il n'est pas permis d'introduire des vins du territoire de Bordeaux.

« Les vins étrangers à ce territoire doivent être renfermés dans des futailles d'une forme particulière, dont la jauge est moins avantageuse pour le commerce étranger. Ces futailles, reliées avec des cercles en moindre nombre et d'un bois moins fort, sont moins durables et moins propres à soutenir les voyages de long cours que les tonneaux affectés exclusivement aux vins de Bordeaux.

Ce régime de privilège n'était pas spécial à la sénéchaussée de Bordeaux : les juridictions de Périgueux, de Sarlat, de Montpazier, de Belvès, du Fleix, de Nérac, de Bergerac, Lalinde et Beaumont, d'Agen, de Tonneins, etc., jouissaient d'un monopole analogue.

« Un très grand nombre de villes, dit encore l'arrêt d'avril 1776, dans nos provinces méridionales, s'attribuent comme la ville de Bordeaux, le droit de refuser le passage aux vins des autres villes, et de ne laisser vendre, dans leur enceinte, que le vin produit par leur territoire ; et nous n'avons pas été peu surpris de voir que la plus grande partie des villes du Quercy, du Périgord, de la haute Guyenne, celles même qui se plaignent avec le plus d'amertume des entraves que la ville de Bordeaux met à leur commerce, prétendent avoir les mêmes privilèges, chacune dans leur district, et qu'elles ont eu recours, pour les faire confirmer, à l'autorité du Parlement de Bordeaux. La ville de Domme est dans ce cas.

« La ville de Bergerac a autrefois porté l'abus de ses prétentions jusqu'à vouloir interdire la navigation de la Dordogne aux vins des territoires situés au-dessus de cette ville. Cette vexation fut réprimée, en 1724, par arrêt du Conseil. »

CHAPITRE VIII

Les crûs de Bergerac et de Marmande avant la Révolution. — La reconnaissance par la jurade de Bergerac du crû bordelais, de ses privilèges et de la nécessité d'empêcher une confusion entre les vins du territoire de Bergerac et ceux du crû bordelais.

Nous avons montré, sous l'ancien régime, de Louis XI à la Révolution, le crû bordelais avec ses limites : celles de la sénéchaussée de Guyenne et du diocèse de Bordeaux ; sa marque : la barrique bordelaise ; son appellation : vins de ville et vins de Bordeaux.

Ces précisions écartent jusqu'à la possibilité, pendant la période historique considérée, d'une confusion quelconque avec les crûs de Bergerac et de Marmande.

Bergerac, Marmande, dans tous les textes, édits, lettres royaux, arrêts de parlements, statuts de la ville de Bordeaux, sont confondues avec le Haut pays.

Dans ce chapitre nous donnerons les dispositions de l'ancien droit qui visent plus particulièrement Bergerac et Marmande.

Cela n'est devenu nécessaire qu'à raison des arguments fournis par ces villes au cours de l'instruction préliminaire faite au sujet de la délimitation proposée, si tant est que l'on ait pu connaître les moyens proposés par elles !

Et tout d'abord nous allons nous débarrasser d'une prétention qu'on leur a prêtée.

Bergerac notamment aurait soutenu que sous l'ancien régime, elle avait eu le droit de se servir de la barrique bordelaise.

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, les textes qui en assuraient la possession, privilégiée et nettement exclusive, à la seule sénéchaussée de Guyenne.

M. l'archiviste Brutails a dressé la liste ininterrompue des documents et décisions judiciaires qui ont consacré le privilège du crû bordelais sur sa barrique spéciale ; elle va de 1475 à 1784.

Pendant ces trois siècles la possession du crû bordelais s'est affirmée sans relâche.

Voici cette curieuse énumération de titres :

24 mai 1475. — Vente de pipes neuves « de la mesure de Bordeaux, couvertes d'aulan », ce qui est l'une des caractéristiques de la barrique bordelaise (1).

(1) Dartiguemale, notaire. *Archives départementales de la Gironde*.

27 octobre 1595. — Arrêt du Parlement, autorisant les Jurats de Castillon à saisir les vins du haut dont la descente est prohibée et qui sont logés dans des barriques de la jauge bordelaise (1).

14 février 1597. — Arrêt du Parlement, autorisant l'usage de la barrique bordelaise au profit des seuls habitants de la sénéchaussée, à l'exclusion des gens de Bazas, La Réole, Marmande, Bergerac, Sainte-Foy, etc.

1598. — Mentions dans les archives de Saint-Macaire, de la barrique bordelaise, réservée aux vins de la sénéchaussée de Bordeaux.

12 janvier 1613 (xvii^e siècle). — Arrêts du Parlement, réglant les signes distinctifs des barriques de Bazas et de Bordeaux.

27 juin 1615. — Arrêt du Parlement, interdisant aux gens de Rauzan, Civrac, Pujols et autres du pays de Nouvelle-Conquête, d'employer la barrique bordelaise.

8 juillet 1619. — Arrêt analogue contre les habitants du Périgord.

2 décembre 1625. — Arrêt analogue, visant spécialement Bergerac, Sainte-Foy, Montravel, etc.

23 octobre 1632. — Arrêt analogue contre Bergerac, Sainte-Foy, Gensac.

(1) Publié dans les *Anciens et Nouveaux statuts de Bordeaux*, Edition de 1701, p. 653.

8 avril 1634. — Arrêt analogue contre Sainte-Foy et Montravel.

16 février 1636. — Arrêt interlocutoire du Conseil d'État, interdisant aux habitants de Sainte-Foy et autres du pays de Nouvelle-Conquête de faire leurs barriques pareilles à celles de Bordeaux.

10 septembre 1667. — L'intendant de Pellot ordonne que l'arrêt interlocutoire sera exécuté (1).

11 avril 1698. — Arrêt du Parlement réglant la jauge et la forme apparente des barriques de l'Agénais, du Condomois, du Bazadais et de l'Albret (2).

17 mai 1701. — Arrêt du Conseil d'Etat, interdisant au Languedoc l'emploi de barriques semblables à la barrique bordelaise (2).

19 décembre 1738. — Procès-verbal d'une visite par le subdélégué dans un chai de Marmande : le subdélégué saisit les barriques qui lui paraissent être de jauge bordelaise (3).

15 mai 1739. — Arrêt du Parlement défendant aux maîtres de barques de transporter des vins étrangers à la sénéchaussée logés en barriques bordelaises (4).

4 septembre 1739. — Arrêt du Parlement imposant aux gens de Domme l'obligation d'employer des barriques différentes de celles de Bordeaux (5).

(1) *Archives de Sainte-Foy*, H. H. 46.

(2) Minutes des arrêts du Parlement.

(3) C. 1616. — (4) C. 1618. — (5) C. 1617.

1^{er} février 1744. — Déclaration du receveur et du contrôleur des Fermes à Libourne, attestant que Pujols et Rauzan sont « en Bazadais, pays de petite jauge (1). »

17 juillet 1744. — Arrêt du Conseil d'État, défendant d'introduire à Bordeaux des vins étrangers logés dans des barriques bordelaises (1).

1744 (?). — Mémoire pour la ville de Domme : il y est exposé que les barriques du pays différaient au moins par le cerclage de celles de Bordeaux (2).

30 mai 1745. — Déclaration des maires et jurats de Bordeaux, contenant que les vins de Cahors, de Gaillac et de Domme sont logés dans des futailles différentes de celles de Bordeaux (3).

18 janvier 1751. — Sentence du juge des Traités, portant confiscation de barriques bordelaises saisies en pays bazadais (4).

juillet 1751. — Sentence du même, portant confiscation de vin de haut pays logé en barriques de jauge bordelaise (4).

21 juillet 1751. — Arrêt du Parlement qui défend de transvaser les vins de Domme et autres prohibés dans des barriques de jauge bordelaise (5).

(1) C. 4613. — (2) C. 4618.

(3) *Archives municipales de Bordeaux*, BB. Registre des délibérations.

(4) Série B, non coté.

(5) C. 4617.

5 avril 1753. — Lettre du subdélégué de Sainte-Foy, annonçant que le Directeur des Fermes vient de faire un règlement sur les barriques dont il fixe les dimensions et le cerclage (1).

13 septembre 1755. — Arrêt du Parlement prescrivant d'informer sur le transvasement des vins du haut pays dans des futailles bordelaises (2).

1762. — Requête des habitants de Clairac priant le Contrôleur Général d'obtenir à l'Agenais l'autorisation d'employer des barriques de plus grande capacité (2).

1775. — Requête de François Métivier, garde du Corps, propriétaire dans la juridiction de Montravel, exposant que la jauge de cette juridiction est fixée par les Fermes à trente veltes, tandis que la Barrique de Bordeaux en contient trente-deux (3).

24 novembre 1776. — Arrêt du Conseil portant que tous pays sis hors de la sénéchaussée de Bordeaux devront employer une jauge différente de la jauge bordelaise (4).

21 décembre 1778. — Délibération de la Jurade de Bergerac, se plaignant qu'on l'oblige à employer une jauge plus petite que celle de Bordeaux : il devrait suffire que les barriques fussent reconnais-

(1) C. 1614. — (2) C. 1617. — (3) C. 1613.

(4) *Archives municipales de Bordeaux. Livre des Privilèges*, p. 674.

sables au cerclage et à la marque de la ville (1).

10 août 1779. — Mémoire pour Bergerac, conçu dans le même sens (2).

7 août 1782. — Sentence du juge des Traités confisquant des barriques bordelaises en fabrication chez un tonnelier de Caudrot (3).

23 septembre 1784. — Mémoire pour Bergerac où il est rappelé que la barrique de Bordeaux a trente-deux veltes, celle de Bergerac trente et celle de Sainte-Foy vingt-huit (4).

xviii^e siècle. — Mémoire pour Domme, affirmant que les barriques de cette juridiction diffèrent toujours de celles du Bordelais (5).

xviii^e siècle. — Mémoire pour Domme et Bergerac : il y est dit que leur jauge est de trente veltes et que les deux villes acceptent de faire des barriques qui puissent aisément être distinguées de celles de Bordeaux.

Jamais Bergerac n'a eu l'usage de la barrique bordelaise, marque du crû.

Les textes qui suivent démontrent, sans discussion possible, que Bergerac se trouvait expressément sous le coup de toutes les interdictions qui pesaient sur l'ensemble du Haut pays.

(1) *Jurades de Bergerac*, t. XIII, p. 70.

(2) C. 1619.

(3) Série B, non coté.

(4) C. 3683. — (5) C. 1618

Ordonnance de police, du XVI^e siècle, fixant le droit de marque pour les vins de Bergerac venant à Bordeaux.

(Extrait)

« Tout vin qui est porté et charroyé par la rivière de Dordogne, excepté Bourg, Libourne et Saint-Million, des terres et seigneuries de Gensac, Puyolz, Rozan, Cuyrac, Blagnac, paye pour chaque tonneau de merche deux soulz et demy bourdellois ; et *tout autre vin qui vient à Bourdeaux au-dessus la Seigneurie de Gensac paye cinq soulz*. . . (1) ».

(Arch. Historiques de la Gironde. T. 36, p. 326)

Les vins de Bergerac, arrivant à Bordeaux, doivent être marqués de la double marque et être logés aux Chartrons.

(Extrait)

« Les vins du creu de St-Seurin-de-Mortaigne, Tallemon, Royañ, Berne, Moncuq, Bellot *et autres lieux au-dessus la ville de Sainte-Foy la Grande*(2), qui seront menez et conduicts en la dicte ville de Bourdeaux, des cendus aux Chartreux, et, auparavant que pouvoir estre enchayez, seront marquez sur chacun bout de barrique de la double marque de la dicte ville. Et ne pourront être mis, ne retirez en autre lieu que aux Chartreux, à peine de perdition desdicts vins.

« Et auparavant qu'estre enchayez, payeront à la dicte ville pour le droict de la dicte double marque, cinq sols bourdellois pour chascun tonneau. »

(Anciens et nouveaux Statuts de la Ville de Bordeaux.

1661. p. 196.)

(1) Bergerac est au-dessus de Gensac.

(2) Bergerac est en amont de Ste-Foy.

Les Vins du Haut-Pays, qui comprend Bergerac, ne peuvent descendre à Bordeaux qu'après Noël.

(Extrait)

« Les vins qu'on appelle de *Haut-Pays*, du crû de Charlosse, Armaignac, Gavardan, et généralement ceux d'au-dessus de Saint-Macaire, ne peuvent être mis qu'aux Chartrons, ni descendre qu'après Noël, suivant les Lettres patentes d'Henri de 1550, rapportées en la Chronique, page 21 de l'addition, et par le Statut, Titre des Vins. »

Mémoire sur la descente des Vins étrangers devant Bordeaux, 1739.
(*Arch. Municipales de Bordeaux*, H. H. 313.)

Lettres Patentes de François I^{er}, de août 1520, accordant à Bergerac la permission de descendre ses vins à la mer en tout temps.

(Résumé)

Sa Majesté déclare accorder aux juridictions de Libourne, Bergerac, Ste-Foy, Duras et autres, leurs adhérents et adhérents, qu'il n'avoit entendu toucher aux privilèges, droits et franchises de la dite rivière de Dordogne, entendant que ses habitans jouissent et demeurent dans le droit où ils étoient de faire descendre leurs vins par la dite rivière *jusque à la mer, en tout tems* (1).

(*Jurades de Bergerac*, T. XI, p. 291).

(1) On remarquera qu'il n'est nullement question d'un droit, pour Bergerac, de transporter, en tous temps, ses vins à Bordeaux.

Déclaration d'un particulier au sujet de l'époque d'admission à Bordeaux des Vins de Bergerac, du 17 novembre 1691.

(*Extrait*)

« Je déclare à MM. les Jurats que mon vin de Bergerac a esté chargé sur le port de la présente ville depuis plus de 25 ans, soudain après la feste de St-Martin, ayant vescu dans l'erreur que les vins de Bergerac jouissaient du mesme privilège que ceux de Ste-Foy ; mais, estant aujourd'huy persuadué du contraire, je prie MM. les Jurats de m'accorder, par grâce et sans tirer à conséquences, de charger 17 tonneaux de vins... pour lesquels j'avais arresté place dans un vaisseau qui doit mestre à la voile après demain. . . . Fait à Bordeaux, ce 17 novembre 1691. De Baritault. »

(*Arch. Municipales de Bordeaux, A. A. 6.*)

Bergerac avait d'ailleurs une marque de la ville qui distinguait son crû.

C'était une marque à feu qui était apposée sur les barriques spéciales à sa vinée.

La barrique spéciale et privilégiée de Bordeaux ne comportait pas de marque à feu.

Elle se distinguait par sa contenance, ses formes et son cerclage.

**Délibération de la Jurade de Bergerac, du 13 avril 1700.
au sujet des fraudes relatives à la marque de la
ville.**

(Extrait)

« Remonstrent les sieurs Maire et Consuls qu'il y a plusieurs marchands, tant de la presans ville que autres, qui ont fait faire de fausses marques et se servent d'icelles pour marquer les vins hors les portes de cette ville, qui sont de contrebande ; ce qui est d'un notoire préjudice à cette communauté et une fausseté vizible et contrevantion aux privilèges de cette ville. . . . »

(Jurades de Bergerac, T. XI. p. 123.)

**Délibération de la Jurade de Bergerac, du 24 novembre
1706, relative aux imitations de la marque de cette
ville.**

(Extrait)

« Remonstrent MM. les Maire et Consuls que, contre les estatus et privileges d'icelle ville, divers arrêts du Conseil et ordonnances de nos seigneurs les intendans, plusieurs marchans, tant de cette ville qu'estrangers, font marquer les vins qu'ils chargent pour le large, de la marque et armoiries de cette ville, ce qui cauze un grand prejudice à cette communauté, par une entreprize si ardye et si préjudiciable aux particuliers de la presant ville, mesmes ils demeurent advertis que le sieur Boyer,

marchant de Castilhon (1), a été surpris en faisant contre-faire la marque de la presant ville, ce qui leur a esté dénoncé par le procureur saindic de la presant communauté qui a rapporté un procès-verbal... fait... par MM. les maire et lieutenant dud. Castilhon qui prouvent la fabrication de la d. marque... ce qui est un cas qui meritte punition exemplaire et une amende considérable, suivant les ordres de nos seigneurs les intendants... »

(*Jurades de Bergerac*, T. XI, p. 209).

**Ordonnance des Jurats de Bordeaux, du 6 février 1715,
défendant de cercler les futailles de Bergerac à la
manière de celles de Bordeaux.**

(*Extrait*)

« Sur quoi, les Maires et Jurats, gouverneurs de Bordeaux, juges criminels et de Police....., faisant droit à la délibération du Procureur-Sindic, et exécutant les Règlements ci-devant faits (arrêt du Parlement de Bordeaux du 24 décembre 1625, défendant aux habitants des Jurisdictions de Bergerac, Ste-Foy, etc., de cerceler leurs tonneaux et futailles en la manière de ceux du Bordelois, mais de les cerceler à bandes) font inhibitions et defenses à tous marchands ou autres personnes, de couvrir ou cercler les futailles ou barriques contenant lesd. vins des susd. juridictions de Ste-Foy, *Bergerac*... à la manière des barriques de Bordeaux, ni d'en changer le cerclage ou couverture ordinaire pour les envoyer dans les pays étrangers... »

(*Arch. Municipales de Bordeaux*, H. H. 313.)

(1) Castillon est situé sur la Dordogne, entre Libourne et Bergerac.

Délibération de la Jurade de Bergerac, du 23 septembre 1717, au sujet des précautions à prendre avant de marquer les vins de la vinée.

(Extrait)

« Sur les plaintes qui nous ont esté faites..., au sujet de la marque pour ceux (les vins) qui se chargent pour le pays étranger,... nous ordonnons que... les marchands qui auront desein de les faire marquer, seront tenus de rapporter une déclaration signée du particulier duquel il l'auront achepté, par laquelle il sera afirmé que se vin a esté reculy dans son vignoble situé dans une telle paroisse, qui est du creu et marque de cette ville. »

(Jurade de Bergerac, T. XI, p. 289.)

Lettre des Jurats de Libourne à ceux de Bordeaux, du 26 Octobre 1718, au sujet des barriques de Bergerac, cerclées à la manière de celles de Bordeaux.

(Extrait)

« ... Le désir que nous avons qu'il ne se commete de fraude... nous commençames par verbaliser sur le cerclage ; ce qu'ayant envoyé à Monseigneur de Courson (1), il nous a fait la réponse telle qu'il vous aparoitra par la coppie que nous vous envoyons ; après laquelle nous n'avons pas balancer à saisir quelques barriques de vin sur un grand nombre que nous avons trouvées cerclées en partie de chataignier, de mesme que celle que nous

(1) Intendant à Bordeaux.

avons trouvées cerclées par entier, à trois ou quatre cerceaux près, de chataigner et charme, dans l'idée ou nous sommes que lesd. barriques ne doivent être couvertes que d'aubier et n'avoir forme ou figure de celles du bordelais conformément à l'arrêt de 1636..... nous sommes avertis que toutes les barriques de Bergerac qui doivent commencer à descendre sur la fin de la semaine sont presque par entier couvertes de chataignier... »

(*Arch. Municipales de Bordeaux.* BB. 22.)

Mémoire, du 23 février 1731, où il est rappelé que les Vins de Bergerac doivent être logés dans une barrique autre que celle de Bordeaux.

(*Extrait*)

De ce mémoire nous ne prendrons que les passages relatifs à Bergerac. A la fin de ce mémoire, nous trouvons :

« En vain, diraient les habitants de *Bergerac* que, suivant la Transaction qu'ils ont passé le 17 avril 1508 avec les... Jurats de Libourne, peuvent descendre leurs vins et tous temps et saison devant ladite ville de Libourne, parce que, d'un côté, cette transaction ne peut pas faire conséquence au préjudice des... Jurats de Bordeaux, que, de l'autre, elle va contre les Statuts, qui défendent la descente des vins jusqu'après la Noël de chaque année... »

« Dans ces circonstances, il y a lieu d'ordonner que les arrêts du Parlement de 1655, 1683 et 1697, et celui du Conseil Royal de 1701, seront exécutés selon leur forme et teneur ; ce faisant qu'en conséquence de l'arrêt de 1655,

il soit fait inhibitions et deffenses à toutes manières de gens, habitans et sénéchaussées de Périgord, Bazadois et Saintonge, et singulièrement des Jurisdicions de Sainte-Foy, *Bergerac*, Montravel, Gensac... de mettre leurs vins en barriques de la Jauge de Bordeaux, de faire leurs barriques conformes à celles dud. Bordeaux, en grosseur, en longueur, couverture, cercelage et liaison, ny de les cercler d'aulan, bois de châtaignier, mais bien de cerceaux d'aubier... à peine de dix mille livres d'amande, perte des vins et d'chéance de Bourgeoisie, et aux mêmes peines de faire descendre leurs vins à Libourne avant la fête de Noël de chaque année, suivant lesd. statuts, et de remettre des certificats attestez par les magistrats des lieux de la quantité des vins et du lieu où ils ont esté recueillis....»

Mémoires pour les Jurats de Bordeaux contre le procureur sindic de Ste-Foy, les sieurs Denois et Beyselance et contre tous les habitans de Bergerac et pays de nouvelle conquête. (*Arch. Municipales de Bordeaux*. H. H. 313).

Délibération de la Jurade de Bergerac, du 22 septembre 1736, au sujet des vins qui ont droit à la marque de cette ville et le privilège de descente par la Dordogne.

(*Extrait*)

« Tous les délibérans se sont soumis par ces présentes, tant pour eux que les autres bourgeois et marchands d'icy absans, de n'acheter n'y charger pour leur compte, ni pour celui d'autrui, d'autres vins qui ne soient recueillis dans les lieux ou des propriétaires qui ont le droit et privilège de la descente par la rivière de Dordogne; à cet effet, lesd.

vins seront marqués, ceux de la vinée de cette ville, de la marque ordinaire d'icelle ; et les autres, de celle des lieux d'où ils seront... et à l'égard des vins de la vinée de cette ville, il en sera usé comme par le passé, et déclarés et accompagnés des certificats desd. officiers, se soumettant, en cas de contravention, en la somme de 300 livres d'amende et à confiscation des vins qui leur seront trouvés en fraude, lesquels vins estant confisqués seront ferrés et brulés. »

Jurades de Bergerac, T. XI, p. 442).

Délibération de la Jurade de Bergerac, du 31 juillet 1751, précisant les vins qui devront être marqués de la marque de la Ville, et par qui cette marque devra être posée.

(Extrait)

« Dans les conditions imposées au fermier de la marque des vins, il est dit : qu'il ne pourra employer pour marquer les vins, que les valets de ville et non d'autres, lesquels, chaque jour, durant les cargaisons, remettront à l'entrée de la nuit les marques au pouvoir de MM. les Maire et Consuls... sans que, par aucun prétexte, le fermier puisse les garder chez lui. Ne pourra le fermier faire marquer de la dite marque d'autres vins pour estre chargés devant Libourne ou ailleurs, pour la mer, que ceux des creus des bourgeois et habitans de cette ville, et ceux des autres particuliers recueillis dans le détroit de la vinée qui est : St-Martin de Bergerac, Maurens, Ste-Foy des Vignes, Ginestet, Lembas, Creisse, Mouleydier,

Colombier, Monbasillas, La Magdeleine, St-Cristophe, Moncuq, Pomport, St-Mayne, St-Mexans et St-Laurent, suivant les anciens titres de 1495 et 1520...»

(*Jurades de Bergerac*. T. 12, p. 125).

Lettre des Jurats de Bordeaux. adressée en novembre 1754, aux Jurats de Libourne, disant que les vins de Bergerac ne peuvent être déchargés, ni vendus à Libourne; ils doivent être déposés qu'aux Chartreux, de Bordeaux.

« Tous les vins recueillis, hors de la Sénéchaussée de Guienne, sont réputés prohibés par les Statuts, Lettres patentes, arrêts du Conseil et du Parlement de Bordeaux, notamment par l'arrêt du Conseil de 1741.

« Par ces Règlements, la descente des vins est non seulement défendue avant le temps qui leur est fixé, mais même le temps arrivé, de les décharger en autre port que celui des Chartreux, comme étant le seul et unique lieu où les vins puissent être déchargés et marqués de la marque de la Ville, et ensuite vendus.

Après la réduction de la Guienne, ses anciens privilèges, autorisés par ses anciens Ducs, furent confirmés en faveur des habitants de Bordeaux et Sénéchaussée de Guienne, sur la suplication de Messieurs les Jurats de Bordeaux, par lettres patentes du Roy Louis XI, données à Bordeaux, au mois de mars 1461; par celles de Charles VIII, du 13 mars 1486; par François I^{er}, au mois d'avril 1520; par Henry II, du 28 juin 1551; par Charles IX, au mois de

juillet 1561 ; par Henri III, le 17 janvier 1585 ; et successivement par tous les Roys.

Au préjudice des privilèges aussi authentiques, plusieurs personnes s'étant ingérées d'y contrevenir, Messieurs les Jurats présentèrent requête en la Cour de Parlement. où ils demandèrent que, conformément au Statut, Lettres patentes, arrêts et règlements concernant les vins étrangers, il fut fait défense de faire descendre les dits vins avant le temps fixé, et, ce temps arrivé, de les décharger en autres lieux de la Sénéchaussée qu'aux Chartrons, comme lieu expressément destiné pour la vente des dits vins, préalablement marquée de la marque de la ville ; sur laquelle requête, du consentement de M. le Procureur général, il intervint arrêt, le 14 février 1597, conforme à la demande de Messieurs les Jurats.

Le 8 février 1619, il fut rendu un semblable arrêt sur la réquisition de M. le Procureur général. Il en a été rendu divers autres antérieurs et subséquants, en conformité de ceux cy-dessus rapportés, notamment le 22 septembre 1739 (1) qui, en renouvelant par tant que de besoin les arrêts des années 1602, 1616, 1619 cy-dessus cités, et 16 mars 1683, fait défense de faire décharger les vins sujets à la marque ailleurs qu'aux Chartrons, afin qu'ils puissent être marqués de la marque de la Ville ; au surplus, enjoint la dite Cour aux Jurats des Villes de Saint-Macaire, Langon, Bourg, Blaye et Libourne et autres magistrats et tous autres officiers Royaux du ressort de la Cour, même à ceux des seigneurs, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

Le 12 janvier 1739, il fut rendu un second arrêt sur

(1) Cela doit être plutôt : 22 décembre 1738.

les conclusions de M. le Procureur général, en conformité du précédent, qui, au surplus, ordonne que tant le présent arrêt que le précédent seront lus, publiés et affichés partout où besoin, et enregistrés dans les Hôtels-de-Ville et Balliages du ressort de la Cour afin que personne n'en prétende cause d'ignorance.

Finalement, les habitants du Haut-Païs ayant fait quelque tentative au Conseil pour énerver les privilèges de la ville de Bordeaux et Sénéchaussée, il est intervenu arrêt au Conseil d'Etat du Roy en contradictoire défense avec les syndics des Habitants de Haut-Païs, le 10^e may 1741, portant qu'ayant égard aux conclusions des Maires et Jurats de Bordeaux, ordonne que les Statuts, Règlements, Lettres pattentes, arrêts du Conseil et du Parlement de Bordeaux, concernant la descente des vins de Haut-Païs dans le port et havre de Bordeaux et la défense de les couper avec ceux de la Sénéchaussée de Guienne, seront exécutés suivant leur forme et teneur.

Les arrêts de règlement du parlement de Bordeaux cy-dessuscités, défendent la descente des vins de Haut-Païs avant le tems et, le tems arrivé, de les décharger en autre Port de la Sénéchaussée que celui des Chartrons, afin d'y être marqués de la marqué de la ville, et comme étant le seul lieu où les dits vins puissent être vendus.

L'arrêt du Conseil d'Etat de 1741 ordonne, entre autres choses, l'exécution du Statut, Lettres-pattentes, arrêts du Conseil et des arrêts du Parlement de Bordeaux concernant la descente des vins de Haut-Païs.

La ville de Bergerac est au-dessus de Ste-Foy ; le sindic de la ville de Ste-Foy est instancié dans l'arrêt du Conseil d'Etat de 1741, par conséquent Bergerac est Haut païs de Guienne, et leurs vins, sujets à la marque de la ville de

Bordeaux doivent être portés aux Chartrons pour y être vendus.

Libourne est sans contredit de la Sénéchaussée de Guienne ; conséquemment, les vins prohibés et sujets à la marque ne peuvent non seulement pas y être déchargés, mis en entrepôt, ni vendus, mais même y étant parvenus ils doivent être conduits à Bordeaux pour y être marqués de la marque de la Ville ; et il est enjoint à Messieurs les Jurats de Libourne, en ce qui les concerne, de tenir la main à l'exécution des arrêts et Règlements rendus à ce sujet ; et il n'est pas douteux que, s'ils permettaient la descente, entrepôt et vente des dits vins dans leur ville, ils s'exposeraient indubitablement aux peines portées par les dits Règlements.

Les engagements pris par Messieurs les Jurats de Libourne avec ceux de la ville de Bergerac ne peuvent être d'aucune considération, parce qu'ils n'ont jamais pu en contracter de valables au préjudice des privilèges des habitants de la ville de Bordeaux et Sénéchaussée de Guienne, à l'observation desquels ils sont obligés de veiller en ce qui les concerne, conformément aux susdits arrêts de Règlement sur ce rendus.

(*Arch. Mun. Bordeaux*, A.A. 5).

Le lecteur a remarqué de lui-même la force probante des documents placés sous ses yeux.

La plupart émanent de la jurade de Bergerac même.

Mais rien n'établit mieux le droit de Bordeaux que l'aveu de ses adversaires.

Nous touchons à la fin de l'ancien régime.

Au seuil de la Révolution nous allons montrer les représentants légaux de Bergerac, reconnaissant nettement l'existence du crû bordelais, distinct du crû bergeracois, en fait et en droit.

Dès janvier 1776, la jurade de Bergerac sollicitait du roi la permission d'avoir une barrique de plus grande jauge.

Jurade de Bergerac, du 25 janvier 1776, où il est décidé de demander au Roi la plus grande liberté pour les Bergeracois au sujet de la jauge de leurs barriques.

(Extrait)

«...Les habitants n'ont absolument point d'autre débouché que la Hollande pour envoyer leurs vins... la petitesse de leurs futailles empêche les autres païs étrangers d'en faire des demandes ; malgré sa petitesse, elle paye au roy environ 30 livres par tonneau de droit de sortie de plus que ne fait le païs bordelais ; car les frais de voiture, frais de navire, droit de passage et d'octroi dans bien des païs se perçoivent également sur la petite comme sur la grande futaille. Il en résulte un si grand préjudice que les consommateurs étrangers n'en demandent absolument pas en petite futaille.... L'assemblée... ne voit pas d'autre moyen, pour redonner aux vins de ce païs cy leur ancienne faveur, que celui de recourir à Sa Majesté

pour obtenir... aux habitants de cette ville et des paroisses qui en composent la vinée, la permission de se servir dans le débit de commerce de leurs vins de telle futaille qu'ils aviseront, suivant que les circonstances l'exigeront soit de la grande ou de la petite jauge, celle dont ils se servent actuellement, ou telles autres de la province de Guyenne qu'ils verront bon être pour le bien et avantage de ce commerce...»

(*Jurades de Bergerac*, T. XIII, p. 37.)

La pièce qui suit clôt l'étude que nous faisons de Bergerac sous l'ancien régime.

Elle est vraiment capitale et résume admirablement tout le passé.

La liberté commerciale a été proclamée en avril 1776. C'est l'aurore des temps nouveaux.

Mais dès le mois de novembre de la même année, Bordeaux a été rétabli dans ses privilèges : interdictions aux autres crûs de vendre leurs vins dans la sénéchaussée de Guyenne; interdiction de faire usage de la barrique bordelaise, qui est la marque du crû.

C'est alors, 1^{er} mai 1779, que Bergerac sollicite du roi l'autorisation d'avoir une barrique de plus grande jauge.

Bergerac, à l'appui de sa requête, offre : 1° d'employer un cerclage spécial pour sa barrique; et 2° de la marquer à feu aux armes de sa ville.

Ils offrent de « *mettre une différence extérieure à leurs futailles pour les distinguer de celles du pais bordelais.* »

« *De ne cercler leurs futailles qu'avec un mélange de châtaigner et d'aubier.* »

« *Et de faire appliquer une grosse marque à feu à côté de la bonde portant l'empreinte des armes de la Ville de Bergerac.* »

La futaille du crû bordelais avait un cerclage d'aulan (châtaignier).

Requête du Bergeracois, du 1^{er} mai 1779, demandant la liberté de se servir de la futaille bordelaise, d'une contenance plus grande que la leur, sous condition d'un cerclage spécial et de la marquer aux armes de Bergerac.

« Sur la Requête présentée au Roi en son Conseil par le Maire, Consuls et Habitants de la ville de Bergerac en Périgord, contenant que de temps immémorial la ville de Bergerac jouissoit du privilège de faire vendre au détail et exclusivement dans son enceinte les vins provenant des vignobles de ses habitants. Ce privilège lui avoit été confirmé par tous les prédécesseurs de Sa Majesté. Il étoit d'autant plus précieux pour les suppliants que la situation de la ville de Bergerac, la rendant l'entrepôt du Limouzin et de l'Auvergne, le commerce des vins y attireroit un si grand concours d'étrangers que la plus grande partie de ses vins que les suppliants recueilloient, se consommoit dans son enceinte : Le surplus étoit envoyé en Hollande où

ils trouvoient un débit assuré. La nature de leur terrain sec et aride n'étant point susceptible d'autre culture que celle des vignes, leur privilège les en dédommageoit et leur procuroit les moyens de satisfaire aux charges publiques et de subsister honorablement. Mais Sa Majesté ayant accordé la liberté au commerce des vins dans toute l'étendue de son Royaume par l'Edit du mois d'avril (1776) (1), nonobstant tous privilèges particuliers et locaux, les suppliants se virent privés des avantages dont ils avoient toujours joui en vertu de celui qu'ils avoient. Cependant comme cet Edit étoit général pour tout le Royaume, en perdant le droit de vendre leurs vins exclusivement à tous autres dans la ville de Bergerac, ils acquereroient celui de le débiter dans d'autres provinces dont le débouché auparavant leur étoit fermé et notamment à Bordeaux, ce qui leur formoit une indemnité de la perte du privilège ; mais ils n'en jouirent pas longtemps. En effet, la ville de Bordeaux obtint, au mois de novembre de la même année 1776, le rétablissement de ses privilèges, c'est-à-dire le droit de vendre exclusivement dans son enceinte les vins qui s'y consomment. Il fut même défendu à ceux qui n'étoient pas de la Sénéchaussée de se servir de barriques de la même jauge que celle du pays Bordelois. Cette exception unique en faveur de la ville de Bordeaux des dispositions de l'Edit de 1776 et leur exécution pour les autres provinces du Royaume a causé un préjudice énorme aux Suppliants en ce que la ville de Bergerac étoit ouverte aux vins étrangers, et ne pouvant débiter les siens à Bordeaux, l'abondance a été si considérable en cette ville qu'il est tombé au plus vil prix. Les suppliants ont cru pouvoir se dédommager de ce défaut de consommation locale en envoyant une plus

(1) Date donnée par une lettre accompagnant la requête.

grande quantité de leurs vins en Hollande ; mais, pour la même raison, ils ont été achetés à si bas prix que les propriétaires n'en ont même pas retiré les frais de culture et de transport. Les suppliants ne peuvent tenter l'envoi de leurs vins dans les autres parties du Royaume et de l'Europe, attendu la petitesse de leurs futailles, et que, suivant l'art. 8 des Lettres patentes accordées à la ville de Bordeaux, il est défendu à ceux qui ne sont pas de la Sénéchaussée de se servir de la même jauge. Ce qui fait donner aux vins de cette ville une préférence sur ceux des suppliants de la part de la Bretagne et les peuples du Nord. En effet la petite jauge supportant les mêmes droits que la grande, et les droits d'octroi qui équivalent et surpassent en certains endroits la valeur des vins, se percevant avec égalité sur la petite comme sur la grande ; il en résulte une différence si considérable pour les consommateurs étrangers qu'ils ne veulent absolument point de petite jauge. Ainsi, l'impossibilité de la consommation intérieure d'un côté, la prohibition de la circulation dans la province voisine et limitrophe des suppliants et le défaut de débouché dans les pays étrangers de l'autre côté, offrent la perspective la plus affreuse pour les propriétaires de vignes et par conséquent pour tous les habitants de Bergerac qui n'ayant plus même l'espoir de retirer leurs frais de culture toujours considérables seront forcés d'abandonner leurs propriétés, qui par l'aridité et l'ingratitude de leur sol ne sont susceptibles d'aucune autre production. Ce tableau sincère et effrayant, si opposé aux vues bienfaisantes que S. M. s'étoit proposé par l'Edit de 1776, est l'ouvrage et l'effet de l'exécution accordée à la ville de Bordeaux par ses Lettres patentes. Les mêmes motifs qui ont déterminé S. M. à y déroger en faveur de cette ville, militent pour les

habitants de Bergerac. Si Sa Majesté s'est déterminée sur le préjudice qui résultait pour la ville de Bordeaux de cette liberté générale du commerce des vins, celui qu'éprouve la ville de Bergerac est encore plus considérable et mérite d'autant plus son attention qu'elle n'y peut suppléer par aucune autre culture qui la dédommage de la perte de ses privilèges et de l'inexécution de l'Edit de 1776; qu'elle a beaucoup moins de consommateurs et de débouché que la ville de Bordeaux et sa Sénéchaussée. Les Suppliants éprouvent depuis 2 années les tristes effets de ces changements, ils se sont adressés au sieur intendant et commissaire départi en Guienne pour obtenir quelque adoucissement à leur situation. Mais, comme il s'agit de l'exécution d'une Loi générale pour tout le Royaume et que le Souverain peut seul y déroger ou en adoucir les rigueurs, il les a renvoyés à se pourvoir à Sa Majesté. Les suppliants, pleins de soumission pour les Lois qui émanent de son autorité, ne croient pas manquer au respect qu'ils lui doivent en réclamant sa justice et sa bienfaisance pour ses sujets. Ils fondent leur réclamation sur l'exemption accordée à la ville de Bordeaux de l'exécution de l'Edit de 1776. Leurs privilèges sont aussi respectables et aussi anciens : ils remontent à l'origine de la ville de Bergerac qui se perd dans l'obscurité des temps. Ils sont le patrimoine de cette ville et la seule ressource de ses habitants qui les avoient obtenus dans des temps où l'Etat avoit moins besoin de secours, et où les charges étoient moins onéreuses. Privés de leurs privilèges et des avantages de l'Edit de 1776 qui les en dédommageoient, ils auroient encore quelque ressource, s'ils avoient la permission de se servir à leur gré de la petite jauge ou de celle en usage à Bordeaux et dans son ressort indifféremment. Mais, elle leur est ôtée par les

dispositions de l'art. 8 des Lettres patentes du mois de novembre 1776. C'est pour en obtenir la révocation que les suppliants ont recours à S. M. La Ville de Bordeaux n'aura pas à s'en plaindre et n'en éprouvera aucun préjudice au moyen de la *différence extérieure que les suppliants se proposent de mettre à leurs futailles pour les distinguer de celles de Bordeaux. Les propriétaires et commerçants de cette ville cerclent en entier de chataignier ; celles des suppliants seront mélangées de chataigniers et d'aubiers, et ils feront appliquer une grosse marque à feu à côté de la bonde des barriques qui portera l'empreinte des armes de la ville de Bergerac, ce qui distinguera les vins du territoire de cette ville de ceux du cru Bordelois*, en sorte que l'égalité de la Jauge ne fera que donner à ceux de Bergerac une concurrence dans les marchés étrangers qui compensera en quelque façon la perte de ses privilèges et obviara à l'exécution de l'Edit de 1776 et au défaut de consommation locale, sans contrarier les intentions de Sa Majesté.

Requeroient, à ces causes, les suppliants qu'il plût à Sa Majesté ; attendu le déffaut de consommation dans la ville de Bergerac *des vins de son territoire* depuis l'exécution de l'Edit de 1776 sur la liberté du commerce des vins, la défense portée par l'arrêt et les Lettres patentes obtenues par la ville de Bordeaux au mois de novembre de la même année de les débiter dans son ressort, et l'impossibilité où sont les habitants de Bergerac d'envoyer leurs vins chez l'Etranger à raison de la petitesse de leurs futailles, leur permettre de se servir indistinctement de la petite jauge ou de *celle en usage à Bordeaux et dans le pays bordelais*, dérogeant à cet effet à l'art. 8 des Lettres patentes du mois de novembre 1776 accordées à la ville de Bordeaux, pour

la ville de Bergerac seulement ; aux conditions néanmoins, et sous les offres que les suppliants font de mettre une différence extérieure à leurs futailles pour les distinguer de celles du pays bordelais, de ne cercler leurs futailles qu'avec un mélange de chataigner et d'aubier, et de faire appliquer une grosse marque à feu à côté de la bonde portant l'emprunte des armes de la Ville de Bergerac ; si mieux n'aime S. M. rétablir la dite ville dans son privilège de consommer ses vins dans son enceinte, à l'exclusion de tous autres, ou rendre à l'Edit de 1776 la pleine et entière exécution, comme avant les Lettres patentes du mois de novembre de la même année ; ordonner, en outre, que toutes Lettres patentes nécessaires seront expédiées sur l'arrêt qui interviendra. Vu lad. Requette ; signé ; Challayé, avocat des suppliants.

(Archives municipales de Bordeaux. A. A. 5).

Mémoire responsif, du 10 août 1779, adressé au Ministre par Bergerac, et indiquant les moyens de distinguer les vins de sa Sénéchaussée de celle de Bordeaux.

(Extrait)

Les Bergeracois y demandent la liberté de la jauge. Comme moyen de distinguer leurs futailles de celle de Bordeaux ; ils proposent de « prescrire à la Sénéchaussée de Bergerac une forme dans le cerclage des barriques qui annonce dans tous les pays que ce seront des vins de Bergerac qui seront contenus dans ces futailles, et de l'obliger à étamper tous ses vins, ainsi que cela se pratique dans la Sénéchaussée de Bordeaux. »

Il est évident que par ce moyen « l'étranger ne pourra jamais être trompé, ni affecter des doutes sur la sincérité des crûs. . . . Si c'est la forme actuelle de la Barrique de Bergerac qui distingue chez l'étranger les vins de Bordeaux et ceux de Bergerac, il n'y auroit qu'à régler qu'elle continueroit d'être revêtue en partie d'aubier, au lieu de l'être entièrement de chataigner, comme cela se pratique pour Bordeaux. . . . Notre fûtaille ne contient que cents pots ; celle de Bordeaux en contient cent dix ; et cependant les droits d'entrée et de sortie sont les mêmes sur l'un et l'autre tonneau : or, il résulte de là une perte de l'acquéreur d'un onzième. . . . Cette différence, qui seule produit au négociant un bénéfice énorme, l'oblige nécessairement à acheter les vins en grande jauge, et de là il résulte deux maux : le premier, que la Bretagne et les pays du Nord n'achètent dans la Sénéchaussée de Bergerac que lorsqu'il n'y a plus de vin dans celle de Bordeaux ; le second, que la Sénéchaussée de Bergerac, à qui l'acheteur fait valoir toutes ces raisons, est forcé de vendre à vil prix le vin qu'il a recueilli. . . . »

« On avoit porté la faveur pour Bordeaux, au point que les vins qui étoient recueillis hors de la Sénéchaussée, ne pouvoient être entreposés dans les Chartrons, anciens fauxbourg de Bordeaux, qu'après la Noël, et qu'ils ne pouvoient pas y rester après le 7 du mois de septembre. . . . Bordeaux qui a joui avec tant de rigueur de ce privilège, si meurtrier pour les étrangers à la Sénéchaussée. . . . n'a pas eu le courage d'en demander le rétablissement par les Lettres patentes de Novembre 1776. . . . »

(*Arch. Départ. Gironde. C. 4619*).

Délibération de la Jurade de Bergerac, du 23 septembre 1784, demandant une jauge uniforme de barriques pour toute la province de Guienne.

(Extrait)

Au sujet du nombre de veltes que contiennent les barriques, il est dit que « Bergerac . . . n'en contient que 30 et Bordeaux 32 ; Ste Foy, qui se trouve à 3 lieues au-dessous de Bergerac n'en contient que 28. Il y a plus : Bergerac même a dans sa Sénéchaussée des Juridictions, telles que le Puiguilhem, Gageac et autres, qui ont une jauge encore plus petite . . . »

Les maires et consuls de Bergerac estiment « que le meilleur règlement qu'on pourroit faire à cet égard, seroit d'établir une jauge égale et uniforme dans toute la province de Guienne . . . On doit s'attendre que Bordeaux s'opposera tant qu'elle pourra à un pareil règlement . . . Cette ville n'a pas discontinuée un moment de chercher à s'approprier les privilèges les plus propres à favoriser la culture des vignes dans sa Sénéchaussée . . . » La délibération se termine par la demande à Sa Majesté d'une jauge égale et uniforme dans toute la province de Guienne, et il est dit : « pour éviter les surprises, que l'on pourroit faire ordonner que chaque propriétaire de vignoble sera tenu de mettre son nom sur ses futailles, avec celui de la ville dans la vinée de laquelle aura été recueilli le vin . . . »

(Arch. Dép. Gironde. C. 3683).

Dans les trois pièces qui précèdent, nous avons l'aveu de la jurade de Bergerac :

par la première (requête du 1^{er} mai 1779) :

Qu'il y a lieu, même si on leur accordait l'égalité de jauge « *de distinguer les vins du territoire de Bergerac de ceux du crû Bordelais* » ;

par la seconde (Mémoire responsif du 10 août 1779).

Qu'il y a lieu, dans les mêmes conditions d'égalité de jauge « *de prescrire à la Sénéchaussée de Bergerac une forme dans le cerclage des barriques qui annonce dans tous les pays que ce seront des vins de Bergerac qui seront contenus dans ces futailles, et de l'obliger à étamper tous ses vins, ainsi que cela se pratique dans la Sénéchaussée de Bordeaux.* »

On se rappelle que Bordeaux n'étampait pas sa futaille, suffisamment désignée par son appareil distinctif ; mais que dans la Sénéchaussée de Guyenne, l'étampage était imposé aux vins des autres provenances. C'est à quoi Bergerac déclare ici qu'il est prêt à se soumettre.

Enfin dans la troisième pièce (23 septembre 1784) Bergerac, demande encore l'égalité de jauge ; mais elle déclare « *que pour éviter les surprises, l'on pourrait faire ordonner que chaque propriétaire de vignobles sera tenu de faire mettre son nom sur ses futailles, avec celui de la ville dans la vinée de laquelle aura été recueilli le vin...* »

La liberté va poindre avec la Révolution ; c'est le moment où l'on recueille le plus formel, le plus expressif aveu de Bergerac, sa plus formelle reconnaissance du crû Bordelais, distinct de tous les autres.

Passons au crû de Marmande.

Il a joué dans le passé un moindre rôle que celui de Bergerac.

Marmande était du haut pays.

Il est le plus souvent confondu dans les textes qui visent le haut pays dans son ensemble :

Nous en donnons tout d'abord quelques-uns :

Jurade de Bordeaux, du 13 décembre 1697, où il est question de marchands de Bordeaux qui vont acheter sur les lieux, contrairement aux statuts, des vins du Haut-Pays.

(Extrait)

« La cour ayant mandé MM. les Jurats, MM. de Borie et Bilate sont députés. A leur retour, ils rapportent que la Cour leur avoit fait entendre qu'elle avoit des avis certains que, contre les statuts de la ville, divers marchands de cette ville étaient allés dans le Haut-Pays acheter et emparoler des vins pour les faire descendre aux Chartrons après la Noël, et qu'elle étoit résolue de nommer des commissaires pour informer de ces contraventions qui se sont commises dans un lieu où MM. les Jurats n'ont pas de juridiction... » La-dessus, led. sieur de Borie avoit remercié la cour de son zelle pour la conservation des pri-

vilèges de la Ville, que MM. les Jurats tâcheraient de correspondre à sa vigilance, qu'ils avoient commencé à faire la recherche des contraventions tant de cette année que de la dernière, qu'à cet effet ils avoient fait la visite des chais aux Chartrons, et qu'il l'avait suppliée de conserver la juridiction de MM. les Jurats dans la ville et banlieue, si elle nomme des commissaires pour la recherche desd. contraventions ; qu'ensuite, sur le réquisitoire de M. l'avocat général, elle avait nommé MM. de Primet et Duval commissaires pour informer desd. contraventions, et ordonné que MM. les Jurats continueroient de leur part les procédures qu'ils ont commencées.

(*Arch. Municipales de Bordeaux. J. J. 29*).

Arrêt de la Cour des Aides de Guyenne, du 17 décembre 1738, défendant le transport des vins du Haut-Pays dans le bordelais et le transport de barriques bordelaises dans le Haut-Pays.

(*Résumé*)

Dans cet arrêt, il est fait « defenses à toutes sortes de personnes de faire aucun transport du vins de Bazadois et du Haut-Pays en celui qui a droit de Jauge bordelaise ; comme aussi de transporter dans le Bazadois ou Haut-Pays des barriques de la Jauge Bordeloise, et de transvaser lesd. vins du Bazadois ou du Haut-Pays en barriques de lad. jauge Bordeloise, à peine de confiscation desd. vins, batteaux, bœufs et charrettes, et autres bêtes de voiture, et de cinq cens livres d'amende contre les propriétaires desd. vins ».

(*Arch. Municipales de Bordeaux. H. H. 313.*)

Arrêt du Parlement de Bordeaux, du 22 décembre 1738, portant défenses de faire descendre les vins du Haut-Pays dans les tems prohibés par les statuts, arrêts et transactions, et d'envoyer acheter sur les lieux des vins du Haut-Pays.

(Résumé)

Dans cet arrêt, il est fait defenses de meler, falsifier, ni transvaser les vins qui se recueillent dans la province de Guienne, de mettre dans les vins blancs aucune mixtion de sucre et de sirops, ni de faire descendre les vins du Haut-Pays dans les temps prohibés. Il est enjoint aux propriétaires, marchands des dits vins, de faire aux Jurats la déclaration des chais où ces vins doivent être mis, « de remettre des certificats attestés par les officiers des lieux de la quantité des dits vins et du lieu où ils ont été recueillis » ; ensemble une déclaration d'achat ; puis une déclaration de la vente qui en aura été faite pour les porter au Pays étranger... « comme aussi, en conformité du statut de la présente ville, fait inhibitions et defenses aux Bourgeois, manans et habitans d'icelle, d'aller ou envoyer acheter aucuns vins du Haut-Pays et de tous autres lieux hors du Diocèse de Bordeaux et Pays de nouvelle conquête, aux peines supportées par icelui ».

(Arch. Départ. de la Gironde. C. 1647.)

Les négociants de Bordeaux en 1738, reconnaissent que le mélange des vins du Haut-Pays avec ceux de la Sénéchaussée de Bordeaux est une fraude.

(Extrait)

Dans un mémoire adressé au directeur de la Chambre de commerce de Bordeaux par les négociants de cette ville, on lit ceci :

« Vous venez d'entendre, Messieurs, publier l'arrêt du Parlement de cette ville, rendu le 22 décembre de cette année 1738, que de sages motifs ont occasionné. Il tend à réprimer la fraude par le mélange et la falsification des vins, qui ne peuvent devenir que très préjudiciables, de même que la fausse jauge ou mesure des barriques et versement des futailles du vin de Haut-Pays en celles du Diocèse. (1)

« Il n'y a point de négociant qui n'en connoisse la conséquence ; et rien ne paroît plus juste qu'en vertu des statuts de cette ville, on y tienne la main. »

(Arch. Départ. de la Gironde. C. 4616.)

L'intendant Boucher, dans un rapport du 29 août 1740, conclut en repoussant la demande de la Haute Guyenne de descendre ses vins à Bordeaux avant la Noël.

(Extraits)

« ... Il y a bien de la témérité et de la hardiesse aux habitants du Pays d'Aginois et du Quercy de renouveler,

(1) L'étendue du Diocèse était sensiblement la même que celle de la Sénéchaussée : ces deux mots étaient souvent pris l'un pour l'autre.

après plus de cent ans, des demandes dont ils ont été déboutés par deux arrêts du Conseil, le premier, du 29 avril 1626... le second du 16 février 1736... »

« ... En effet, les privilèges de la Ville de Bordeaux pour empêcher la descente de ces vins avant... Noël sont fondés sur des Lettres patentes du mois de mars 1461, confirmées par d'autres du mois d'avril 1520, et par autres du mois d'aoust 1550. Le habitans de la Réolle, sous prétexte d'un arrêt qu'ils avoient obtenu au grand Conseil, ayant formé opposition à l'enregistrement des Lettres Patentes de 1550, furent déboutés de leur opposition par d'autres lettres patentes du Roy Henri II, du 28 juin 1551, lesquelles ordonnent l'exécution de celles de 1550, et que le vin de la Réolle et région circonvoisine et de Haut Pays, ni autre quelconque puisse descendre au devant de la dite ville de Bordeaux jusqu'à Noël... »

Toutes ces lettres patentes ont été confirmées par d'autres du mois de juin 1565 et ensuite par tous les rois qui se sont succédé depuis. Déboutés de leur demande en 1626, puis en 1636, les habitants de la Haute Guyenne sont restés tranquilles jusqu'en 1739, « que les commissionnaires demeurant au faubourg des Chartrons, voulant se perpétuer dans la fraude qu'ils pratiquent depuis longtemps par le transvasement et le coupement des petits vins qui ne peuvent souffrir le trajet de la mer avec les vins du crû de la Sénéchaussée de Bordeaux, ont soulevé les habitants de Languedoc et du Haut Pays pour intenter une demande aussi injuste que mal fondée... ».

Boucher conclut ainsi : « ... faire inhibitions et deffenses aux habitants d'Agenois... de faire descendre leurs vins au port et Havre de Bordeaux avant la fête de Noël... ».

(*Arch. Dép. Gironde. C. 1616*).

Voici des documents qui touchent le plus directement : Marmande, l'Agenais dont il faisait partie, et le Languedoc.

Supplique au roi, en 1740, dans laquelle il est parlé de la qualité inférieure des vins de Marmande et de sa jauge plus petite que celle de Bordeaux.

(Extrait)

« Etienne Caussade, négociant à Bordeaux, supplie Votre Majesté d'observer . . . que la disette des vins de la Sénéchaussée de Guyenne les ayant portés cette année à un prix excessif, il n'a pu, sans s'exposer à une perte évidente, en acheter la quantité nécessaire pour la cargaison d'un vaisseau . . . Il a fallu qu'il s'attachât à des vins d'une qualité inférieure, tels que ceux de Marmande ; et en effet, il y a quelques mois qu'il donna commission à son correspondant en cette ville d'en acheter pour son compte 130 tonneaux . . . avec ordre néanmoins de ne les faire descendre à Bordeaux qu'après Noël.

« Cette attention était nécessaire. Il faut savoir qu'avant Noël les seuls vins de la Sénéchaussée de Guyenne et du Pays de Nouvelle Conquête peuvent être conduits dans le port de Bordeaux. Ce n'est qu'après ce tems qu'on y peut faire descendre ceux du Haut-Pays, et, en un mot, tous ceux qui ne sont pas du crû de la Sénéchaussée ; et, alors, ils peuvent être achetés, soit par les marchands forains, soit par les négociants même de Bordeaux, pour être

transportés dans les autres provinces du Royaume ou chez l'Etranger, ces vins ne se consommant pas dans la Sénéchaussée de Guyenne et ne pouvant même entrer que dans un des faubourgs de Bordeaux nommé les Char-treux... ou des celliers particuliers leur sont préparés.

« Une autre attention que le suppliant ne peut se dispenser d'avoir, ce fut de faire visiter exactement les futailles dans lesquelles étoient les vins achetés pour son compte. Comme ceux du cru de Marmande n'ont pas été jusqu'à présent d'un grand débit, il est assez ordinaire qu'on les mette dans de vieilles futailles, presque toujours... de contenances inégales. Le suppliant recommanda donc que toutes les barriques... fussent réduites à la jauge de Marmande, très différente de celle de Bordeaux et beaucoup plus petite, enfin que la contenance des vaisseaux fut, suivant l'usage, une indication du cru des vins... »

(*Arch. Départ. Gironde, C. 1615.*)

Mémoire des Jurats de Bordeaux, de 1740, où il est rappelé que les vins de la Haute Guyenne ne peuvent descendre à Bordeaux avant Noël et y demeurer après le 1^{er} Mai.

(*Extrait*)

Dans ce mémoire, rédigé pour la Ville de Bordeaux contre le syndicat général de la province du Languedoc et contre la communauté de la Haute Guyenne, on lit ceci :

« Les habitans de la Haute Guyenne allèguent en particulier deux arrêts du Conseil, l'un de 1499, l'autre de 1501, qui, par provision, avoient permis de faire descendre leurs

vins à Bordeaux après la St-Martin; mais, outre que ces arrêts sont contraires à la liberté indéfinie qu'ils prétendent avoir aujourd'hui de les faire descendre dans tous les tems de l'année, il est certain que la grâce provisoire que les habitans de la Haute Guyenne avaient alors obtenue, a été révoquée en définitive, et par Lettres Patentes du Roi Henry II, du 20 juin 1551, et par différens arrêts, tant du Conseil que du Parlement, tous visés dans un dernier arrêt du Conseil d'État, du 16 février 1636, contradictoire avec les Habitans de la Haute Guyenne, qui, entr'autres dispositions, contient un débouté formel de leurs demandes, à *fin de descente de leurs vins au Havre de Bordeaux avant la Fête de Noël.* »

Le mémoire conclut à ce qu'il soit fait iteratives defenses de descendre les Vins de la Haute Guyenne avant Noël et qu'il soit ordonné que ceux des dits vins qui n'auraient pas été vendus avant le 1^{er} mai au plus tard, soient convertis en eaux-de-vie, ou remontés dans le Haut-Pays.

(Arch. Départ. Gironde, C. 1615.)

Lettre du contrôleur général à Boucher, du 13 août 1743, l'informant que le roi ne veut autoriser l'entrepôt à Bordeaux, des Vins de Clairac.

à Paris, le 13 Août 1743.

MONSIEUR,

Le sieur Boudet de Marsac, premier Consul de la Ville de Clairac, a demandé par un mémoire qu'il a présenté au Conseil, que, sans s'arrêter à l'arrêt du 17 mai 1744, qui fait itératives deffenses aux habitants du Haut Pays de faire descendre leurs vins dans le port de Bordeaux avant la feste de Noël de chaque année, ny d'y séjourner, et dans la sénéchaussée, passé le huit de septembre de l'année suivante, l'ancienne liberté de l'entrepôt du faubourg des Chartrons de Bordeaux, dont jouissoient les vins de Clairac, soit rétablie, et, en conséquence qu'il luy soit permis d'y laisser entreposer les siens dont il dit avoir une grande quantité, jusqu'à ce qu'il trouve occasion de les faire charger pour les isles françoises de l'Amérique, aprehendant que le retardement de l'arrivée des vaisseaux ne le mette dans l'impossibilité de pouvoir les faire évacuer avant le huit de septembre prochain qui est le tems fixé par cet arrêt du Conseil. Vous aurés agréable, Monsieur, de faire informer ce négociant, que le Roy ne veut avoir aucun égard a sa demande et que l'intention de Sa Majesté est que l'arrêt de son Conseil, du 17 may 1731 (1), qui a été rendu avec la plus grande connaissance de cause, soit exécutté.

Je suis, etc.

Signé : ORRY.

(Arch. Départ. C. 1633. N^o 1.)

(1) Lisez ici et plus haut, 10 Mai 1744.

Lettre de Tourny à Trudaine, du 21 Août 1749, relative à la demande des armateurs de Bordeaux qui, pour éluder l'arrêt du 10 mai 1741, veulent conserver, après le 8 Septembre, des vins du Haut-Pays sur des vaisseaux en rade.

(Extraits)

à Bordeaux, ce 21 Août 1749.

MONSIEUR,

« Les mémoires signés d'un nombre assés considérable d'armateurs de la Ville de Bordeaux... m'avoient été par eux précédament présentés ; mais, voïant qu'ils avoient pour but d'éluder la disposition de deux fameux arrêts du Conseil, du 10 may 1741, sur la dessente des vins du Languedoc et de la Haute-Guienne au port de Bordeaux, après en avoir raisonné tant avec M. le Premier Président et M. le Procureur général du Parlement, qu'avec les Jurats, j'avois invité ces armateurs à se donner plus de mouvemens pour se trouver en état de satisfaire aux d. arrêts, que pour tâcher d'en faire changer les dispositions ; leur donnant à entendre que dans le premier cas, je leur procurerai les facilités que le bien du commerce pouvoit demander en leur faveur, et que, dans le second, ils trouveroient des contradictions trop formelles, trop fondées, pour qu'ils pussent espérer de réussir.

« Aux termes de ces arrêts... les vins du Langedoc ne peuvent entrer dans la Sénéchaussée de Bordeaux et arriver au faubourg des Chartrons, lieu assigné pour leur entrepôt, qu'après la St-Martin ; ceux de la Haute-Guyenne,

qu'après Noël; les uns et les autres n'y doivent point séjourner au-delà du 8 Septembre de l'année suivante...

« La nécessité de cette sortie embarrasse les armateurs qui se pourvoient aujourd'hui. Ils demandent qu'en faisant embarquer, avant le 8 septembre, sur les vaisseaux qu'ils auront en armement pour les Iles de l'Amérique, tous les vins du Languedoc et du Haut-Païs qu'ils y destineront, ils ne soient point inquiétés, et que les Jurats ne puissent saisir ces vins comme en contravention. Leurs raisons sont, qu'étant embarqués dans le délai prescrit avec une destination fixe, et après l'acquit de tous les droits, ils sont censés avoir satisfait aux arrêts et doivent être tenus pour dûement sortis; que ce n'est point la faute des armateurs, s'il arrive des contretems qui retardent le départ des vaisseaux...

« Ces raisons spécieuses ne resteront pas sans de fortes répliques de la part des Jurats, qui, regardant cette affaire comme la plus importante que puissent avoir la ville et la sénéchaussée de Bordeaux, m'ont demandé le tems de faire un mémoire pour le soutien duquel le Parlement se joindra à eux. Le précis de ce mémoire sera, sans doute, qu'il est nécessaire à la sénéchaussée de Bordeaux en particulier, et avantageux au commerce en général, de conserver les vins de cette sénéchaussée dans le droit et possession de trois mois de privilège pendant lesquels ils n'aient point de concurrence...; que, si la demande faite aujourd'hui par quelques armateurs étoit reçue, elle détruiroit absolument le privilège de la sénéchaussée; que leurs vaisseaux leur serviroient de magasins dans le port, de même que les selliers du fauxbourg des Chartrons; qu'il ne partiroit plus de ces vins pendant les 3 mois en question, qu'il est facile aux armateurs de ne pas

tomber dans le cas des embarras et des inconvéniens qu'ils allèguent, qu'ils n'ont qu'à ne point charger de vins de Languedoc et de Haut-Païs, mais de vins de la Sénéchaussée les navires qu'ils ne sont point certains de faire descendre au bas de la Rivière avant le 8 Septembre ; que, quand les négociants cherchent à charger dans le tems en question tant de vin de Languedoc ou du Haut-Païs, ce n'est pas que la bonté de ces vins les y invite par préférence, ce n'est pas non plus pour le bien du commerce en général, n'y pour l'avantage des Isles de l'Amérique en particulier, c'est uniquement pour leur propre intérêt, en ce qu'aux aproches du terme fatal les propriétaires des vins de Languedoc et du Haut-Païs se trouvent obligés d'abandonner à meilleur marché ceux qui leur restent ; et les négociants de Bordeaux, dans cette vue, font si bien qu'il en reste beaucoup ; en quoy, étant la plupart commissionnaires des propriétaires du Languedoc et de la Haute-Guienne, ils gagnent sur eux doublement, d'un côté, par la baisse du prix, de l'autre, par un loier plus long, qu'ils retirent du logement de ces vins.

« Vous serez peut-être étonné, Monsieur, que, depuis les arrêts de 1744, cette année soit la première où se discute l'objet en question ; la raison en est qu'une partie de ce que les armateurs veulent faire autoriser, s'étoit introduite petit à petit et se pratiquoit secrettement. L'année dernière, la découverte en fut faite à l'occasion d'un versement considérable de vins de la Haute-Guienne qu'un négocians dans ce cas voulut faire d'un vaisseau en un autre, et qui fut saisie par les Jurats. Il se deffendit sur ce qu'il n'avoit fait que comme plusieurs. L'on connut alors ce qui se passoit sur la matière ; le négocians fut condamné. Il luy en couta par accommodement 10.000 fr. au profit

des hôpitaux, et les Jurats répondirent qu'ils y regarderont de près cette année; ce qu'ils ont renouvelé, il y a 2 ou 3 mois...

« Mon avis est que ces armateurs ne doivent point être écoutés du Conseil sur l'atteinte qu'ils veulent aujourd'hui donner aux arrêts du Conseil de 1741, et qu'il convient qu'ils sachent, plutôt que plus tard, que c'est la façon de penser du Conseil, afin qu'ils fassent tous leurs efforts pour ne se point trouver dans le cas de la contravention aux dispositions de ces arrêts. Mais, s'agissant de détruire un abus qui a déjà commencé à prendre racine et sur l'autorisation duquel on fondait quelque espérance, je crois aussi à propos de faire craindre plus de rigueur que d'en exercer,.....

« J'ai l'honneur d'être, etc... »

Supplique des habitants de Clairac, de mars 1762, où ils demandent pour les vins de l'Agenais plusieurs libertés et notamment celle de se servir de la jauge bordelaise.

(Extrait)

« Les supplians osent se promettre que Votre Grandeur voudra bien s'employer auprès de Sa Majesté, afin qu'il lui plaise de les faire jouir des mêmes avantages que ses autres sujets et ordonne qu'il soit dorénavant permis aux habitants de Clairac et autres communautés de l'Agenois et du Haut-Pays de Guienne de faire descendre leurs vins au port de Bordeaux dans tous les tems de l'année, comme

aussi de les charger même après le 8 de septembre, de pouvoir loger lesd. vins dans des barriques de plus grande jauge, s'ils le jugent à propos, sans encourir le risque de confiscation de la part des Jurats ou de leurs commis à Langon, ou ailleurs, pour raison de lad. jauge... »

(*Arch. Départ. de la Gironde. C. 1617*).

Mémoire de l'Intendant Fargès, du 20 décembre 1767.
où il est parlé des privilèges de Bordeaux relative-
ment aux vins du Haut-Pays.

Extrait

Au sujet de ces privilèges, Fargès fait l'historique suivant : « Les premières Lettres patentes, visées dans d'autres de 1741, sont de 1461, sous Louis XI, et de 1486, sous Charles VIII. En 1741, il s'éleva une contestation entre les habitans de l'Aginois, de Quercy, de Ste-Foy, les Consuls de Nantes, le Syndic des Etats de Bretagne, qui, tous, voulaient faire tomber les privilèges de la ville de Bordeaux et vouloient que leurs vins eussent la liberté de descendre dans tous les tems de l'année. Ils paroissoient invoquer deux arrêts du Conseil des 4 Octobre 1499 et 16 Avril 1501, qui leur avoient donné la liberté qu'ils demandoient ; du moins prétendoient-ils, la même liberté que le Languedoc.

« Les Jurats reclamoient l'exécution des anciennes Lettres patentes qui fixaient à Noël le tems de la descente

des vins et vouloient que ceux qui n'étoient pas vendus au plutarde au 1 may, fussent convertis en eau-de-vie. Ils renvoyent aux Lettres-patentes de 1461 et de 1486. Il paroît qu'ils joignirent des lettres de 1551, de 1561, de 1583, 1612, 1610, confirmatives des mêmes privilèges.

« L'avis des deux intendants de Bordeaux et de Montauban et celui des députés du commerce fut rapporté, et, sur toute cette instruction est intervenu l'arrêt qui ordonne l'exécution des anciennes lettres-patentes pour le tems de la descente; et renouvelle les défenses de couper et transvaser les vins; ordonne de même que les Vins qui ne seront pas vendus le 8 Septembre, seront ou renvoyés ou convertis en eau-de-vie. Cet arrêt fut revêtu de Lettres-patentes.

« Telles sont les fondemens des privilèges de la Ville de Bordeaux; telle a été jusqu'à présent leur suite et leur exécution, malgré toutes les réclamations qu'ont essayé de faire dans tous les tems tant d'intérêts opposés. »

(*Arch. Dép. Gironde. C. 1614*).

Vers le milieu du XIX^e siècle, les propriétaires de la Gironde se plaignent au Gouvernement d'être ruinés par le mélange des vins de Haut-Pays avec ceux du territoire bordelais.

(*Résumé*)

« De tous temps, les vins qui descendaient à Bordeaux par la Garonne et la Dordogne étaient sujets à des droits; et, de tous temps, les vastes pays qui s'étendent jusqu'aux

sources de ces deux rivières, étaient regardés comme le grenier de notre département et de nos colonies. Depuis la Révolution, ces péages ayant été abolies, leurs plus fertiles champs..... n'y sont plus hérissés que de vignes : et quoique ces vignes ne produisent que de mauvais vins, *l'adroit mélange qu'en font les marchands avec ceux de ce département, en facilite les débouchés* ; ce qui va porter une si funeste atteinte à la réputation de ces derniers, que, perdant leur concurrence avec ceux d'Espagne et de Portugal, nous allons non seulement nous livrer au dégoût de l'étranger, mais même l'éloigner de nos ports.... »

« Le département de la Gironde dont les fonds..... ne peuvent produire que des vins, outre les fléaux... se voit de plus en plus épuisé par les énormes dépenses qu'elles exigent,.... des engrais...; la cherté des manœuvres, la rareté du numéraire, jointe à la chute de leur prix..... y menacent les habitants de la plus affreuse pénurie. Les peuples du Haut-Pays, au contraire, ne multiplient leurs vignes que pour accroître leur opulence.... Quel parti prendra-t-elle dans une année disetteuse, puisque l'abondance la ruine ? A-t-elle perdu de vue les années 1793 et 1794, où, pendant leurs cours, elle ne trouva d'autres subsistances que dans les herbages destructifs.

..... Le Gouvernement n'a besoin que de rétablir sur les vins les péages qui ont existé de tous temps, tant à Langon sur Garonne, qu'à Libourne sur la Dordogne ; alors, leurs droits, qui pourraient s'élever jusqu'à 50 livres par tonneau, n'atteindraient que les grands vins du Querci et du Languedoc, qui, par leur haut prix, en supporteraient facilement la taxe ; et *Bordeaux, inondé depuis dix ans par cette quantité de mauvais vins, qui, mélangés avec*

ceux de son territoire, en détruisent la réputation, les verrait bientôt remplacés par des denrées dont sa population et son commerce ne sauraient se passer.... »

Mémoire adressé au Gouvernement par les propriétaires du département de la Gironde concernant leurs vins.

(*Arch. Mun. de Bordeaux. Brochures, n° 12*).

CHAPITRE IX

Les crûs de Bordeaux, de Bergerac et de Marmande et le droit moderne ; leur position juridique respective.

De tout ce passé trop longuement esquissé, que nous faut-il retenir ? Que nous reste-t-il de l'ancienne législation ?

Au point de vue du droit, rien.

Elle reposait tout entière sur des privilèges et la nuit du 4 août l'a détruite de fond en comble en abolissant tous les privilèges.

De ces ruines nous verrons tout à l'heure sortir le droit moderne prêt à évoluer, à reconstruire sur les débris des règlements féodaux abattus, en prenant pour fondement les principes nouveaux et à élever, comme la condition même de la liberté, nécessaire au développement du commerce et de l'industrie, la propriété industrielle indispensable à leur existence.

Et nous aurons à déterminer les conséquences de la législation nouvelle sur la situation juridique des régions qui font le sujet de notre étude. Mais avant d'aborder cette partie de notre travail, il faut marquer nettement le résultat acquis par notre minutieux examen du passé, au point de vue du fait.

Au moment où tombent à la fois, comme des étais, tous les privilèges, protecteurs des vins de Bordeaux depuis des siècles, quelques constatations positives subsistent : le crû bordelais, si renommé, a toujours été distinct et réellement séparé des autres crûs par une série de mesures qui n'ont jamais permis la confusion des produits ; il n'est pas seulement isolé par l'effet de la législation mourante ; géographiquement, il est séparé des vinées de Bergerac et de Marmande : entre elles et lui, le pays de Nouvelle Conquête forme une barrière physique et juridique, empêchant aussi tout contact des territoires et, par là, toute confusion des limites.

En 1790, les trois crûs de Bordeaux, de Bergerac et de Marmande ne sont pas limitrophes.

Historiquement et géographiquement, dans le temps et dans l'espace, ils sont effectivement distincts.

En outre, il est indubitable que la région bordelaise est la première — puisque la seule pendant la période antérieure à la Révolution — à faire un public, notoire et légitime emploi de l'appellation : vins de Bordeaux, au profit de son territoire, distant et éloigné des autres crûs.

Nous allons voir apparaître le droit moderne dans ses étapes successives et nous noterons les destinées nouvelles qu'il fera à l'ancien crû bordelais.

Mais déjà le futur problème de la délimitation se

pose devant nous dans ces termes précis : par quels moyens de droit, deux de ces trois crûs, nettement tranchés, pourront-ils s'approprier le nom du troisième ? Par quel genre d'appropriation pourront-ils acquérir ce droit d'accession et d'incorporation ?

Sous l'empire de quel droit nouveau pourra-t-on placer et accomplir une pareille entreprise ?

Surveillons l'apparition des nouveaux principes et le développement de leur formation.

On a noté à partir de la Révolution la longueur d'un intervalle obscur pendant lequel le pays a été privé d'une suffisante législation des matières industrielles.

Dupin, rapporteur de la loi de 1844 sur les brevets d'invention, disait, en 1843, dans la partie historique de son rapport ;

« Sous le gouvernement égalitaire du Comité de salut public et de la Convention, nul manufacturier n'aurait osé réclamer la possession d'une marque distinctive : on eût regardé la demande comme une prétention au privilège. S'il avait allégué la prééminence de ses produits, on l'eût traité comme un ennemi de l'égalité : la persécution l'eût puni comme coupable d'aristocratie industrielle. A peine voit-on, vers le milieu de 1799, aux derniers temps du Directoire, une pétition de certains fabricants de quincaillerie et de coutellerie, recommandée au pouvoir exécutif par le Conseil des Cinq Cents. Près de deux années s'é-

coulent avant que le gouvernement consulaire fasse droit à ce genre de réclamations par un premier et timide arrêté. Après deux années, paraît enfin la loi générale sur la police des manufactures, des fabriques et des ateliers. »

Le ton déclamatoire de ces récriminations en atténue la portée.

Le trouble des temps est une explication trop naturelle de la lenteur de l'œuvre législative.

Rien n'est plus curieux que de suivre, assise par assise, le progrès de l'édification nouvelle.

Le premier effort, la première tentative de construction apparaît avec l'arrêté du 23 nivôse an IX. Ce premier texte est spécial; il ne vise que les marques de quincaillerie et de coutellerie. Sur ce terrain étroit vont se poser les nouveaux principes.

On a publié (1) le rapport aux Consuls de la République qui expose les motifs de cet arrêté; on y dégage les idées suivantes, nettement directrices :

1° Les marques étaient autrefois obligatoires et constituaient un des rouages essentiels des communautés d'arts et métiers;

2° Il ne peut plus être dorénavant question que de marques facultatives;

3° Les marques constituent une propriété. L'atteinte à cette propriété est un vol;

(1) Claude Couhin, *La propriété industrielle*, t. I, p. 206.

4° Cette propriété s'accorde parfaitement avec le principe fondamental de la liberté du travail et de l'industrie (Claude Couhin, *loc. cit.*).

Voici quelques passages de ce rapport présenté par le ministre de l'Intérieur, alors Chaptal (par intérim).

« Ces règlements (antérieurs à la Révolution) étaient combinés avec les jurandes, les corporations et les maîtrises : ces institutions ont été abolies, et aujourd'hui, il ne serait pas proposable de les faire revivre : les fabricants de Thiers en conviennent eux-mêmes, et ils se bornent à demander le rétablissement du droit de marque. Mais ce droit lui-même ne peut être rétabli, conformément à leurs anciens règlements ; car ils assujettissent tous les fabricants à avoir une marque, ce qui est positivement une tyrannie : on ne peut pas plus obliger un fabricant à mettre une marque à ses ouvrages, qu'un auteur à se nommer en tête de son livre. »

C'est ici que s'applique justement la règle qu'on a donnée sur la liberté des arts et du commerce.

« L'indépendance du travail s'oppose à toutes ces inventions de jurandes et de corporations qui ferment l'entrée des arts au plus grand nombre de citoyens, en composant des classes privilégiées d'artistes ; l'indépendance du travail repousse encore ces lois fiscales, qui exigent de si fortes taxes de celui qui veut

sortir de la pauvreté par son industrie, que l'impossibilité de les payer le condamne à une oisiveté, comme à une indigence éternelle. L'indépendance du travail abolit également ces longs apprentissages et compagnonnages qui imposaient une servitude de sept ou huit années pour des métiers qu'on apprenait avec facilité dans l'espace de deux ans.

Il est évident que de pareilles institutions attaquaient la liberté du travail et par conséquent la propriété même de l'industrie : car, empêcher l'homme d'acquérir une industrie, n'est-ce pas effectivement la lui ravir ?

Mais l'artiste qui met son nom sur son ouvrage, le fabricant qui empreint de sa marque les produits de ses ateliers, pour attester qu'ils en sortent, usent d'une faculté et d'un droit incontestables. La marque du fabricant est comme la raison du commerce du marchand, et comme le nom de l'auteur ou de l'imprimeur apposé sur le livre. Ils sont là pour déclarer la propriété et la défendre des invasions des contrefacteurs. Ainsi la liberté des arts et du commerce ne doit pas seulement permettre l'usage des marques ; elle doit encore le protéger, puisqu'elle doit maintenir la propriété de l'industrie. »

L'arrêté des consuls de la République, intervenu sur ce rapport à la date du 23 nivôse an IX, reconnut aux fabricants de quincaillerie et de coutellerie le droit de frapper leurs ouvrages d'une marque ; et

assura la propriété de cette marque à ceux qui l'auraient fait empreindre sur les tables communes déposées à la sous-préfecture.

Il fut suivi du décret du 5 septembre 1810, rendu par Napoléon, empereur, sur rapport du ministre de l'Intérieur, le Conseil d'État entendu. Il porte des peines contre les contrefacteurs des noms de fabricants de quincaillerie et de coutellerie ; règle la saisie des objets dont la marque a été contrefaite et le mode de procéder contre les contrefacteurs.

Ces textes sont restés spéciaux à la quincaillerie et à la coutellerie.

La loi du 22 germinal an XI a visé les marques particulières, que tout manufacturier ou artisan a le droit d'appliquer sur les objets de sa fabrication ; la contrefaçon donnera lieu à des dommages-intérêts et à l'application des peines prononcées contre le faux en écritures privées.

Au point de vue des pénalités, on en vient aux articles 142 et 143 du Code pénal de 1810.

Art. 142. — Ceux qui auront contrefait les marques destinées à être apposées au nom du gouvernement sur les diverses espèces de denrées ou de marchandises, ou qui auront fait usage de ces fausses marques ;

Ceux qui auront contrefait le sceau, timbre ou marque d'une autorité quelconque, ou d'un établissement particulier de banque ou de commerce, ou

qui auront fait usage des sceaux, timbres ou marques contrefaits,

Seront punis de la réclusion.

Art. 143. — Sera puni du carcan quiconque s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant l'une des destinations exprimées en l'article 142, en aura fait une application ou usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'État, d'une autorité quelconque, ou même d'un établissement particulier.

Ces peines excessives furent rarement appliquées.

Et nous arrivons ainsi à la loi du 28 juillet 1824.

Elle s'inspire des idées qui se sont fait jour dans les textes précédents.

Elle généralise, consacre les droits de tous les fabricants à leur marque; et chose nouvelle, importante pour notre étude, consacre le droit des villes, des régions, à la propriété de leur marque de fabrique.

Elle adoucit les peines pour les rendre praticables.

Mais ce qui nous importe c'est de noter la valeur du droit qu'elle accorde aux fabricants, aux villes et aux régions de fabrique, sur leur marque particulière.

Nous avons montré le crû bordelais, privé de tous ses privilèges anciens, livré à toutes les entreprises; c'est à cette date que se produit sa première ren-

contre avec le droit moderne : c'est le premier secours qui lui vient après la Révolution.

La Gironde avait tout fait pour appeler la loi nouvelle; le Conseil d'arrondissement de Lesparre avait demandé la protection du crû du Médoc; le Conseil général de la Gironde signalait la nécessité de protéger efficacement les marques de crû.

Voyons ce que leur apporte la loi du 28 juillet 1824.

Chaptal, rapporteur à la Chambre des pairs, du projet de loi de 1824, va nous montrer la raison d'être de cette loi, la protection qu'elle accorde au nom de tous les fabricants, et au nom des villes et lieux de fabrication.

« Les dispositions protectrices du nom d'un fabricant ou de celui d'une ville manufacturière sont justes, en ce qu'elles donnent une garantie à la propriété industrielle. Je dis propriété! Et en est-il de plus sacrée que le nom du fabricant qui, par un travail assidu, par une conduite sans tache, et des découvertes utiles, s'est placé honorablement parmi les bienfaiteurs de son pays et les créateurs de son industrie? S'il est glorieux de porter des noms illustrés dans la carrière des armes, de la magistrature, de l'administration, il est pareillement honorable de consacrer le sien par de grands services rendus à l'industrie, une des principales sources de la richesse et de la prospérité d'un État. — Ce que je dis des individus, je le dirai des villes où des fabricants sont parvenus à créer des genres d'industrie, que la supériorité et la qualité constante de leurs produits ont fait apprécier de tous les peuples

consommateurs : souvent le nom d'une ville apposé sur les produits, commande seul la confiance et forme une garantie aux yeux de l'acheteur: s'il était permis de revêtir de ces noms des produits inférieurs, la confiance serait bientôt retirée et la France perdrait infailliblement plusieurs genres d'industries qu'il importe à sa gloire et à sa propriété de conserver. — Le nom d'un fabricant devenu célèbre par la supériorité constante de ses produits, la fidélité et la bonne foi dans ses relations commerciales, de même que celui d'une ville qui a créé un genre d'industrie, connu et réputé dans toutes les parties du monde, sont donc plus qu'une propriété privée, ils forment une propriété publique et nationale.

« Qu'on ne dise pas non plus qu'on établit par la loi un monopole ou un privilège entre les mains de quelques fabricants ; non, Messieurs, il n'y a ni monopole, ni privilège, toutes les fois qu'il est permis à un fabricant d'imiter et de copier les méthodes et les procédés, d'une manière quelconque ; il ne s'agit ici que de donner une garantie légale à la propriété des noms qu'il n'est pas permis d'usurper (1). »

Remarquons que le rapporteur Chaptal place tout le temps sur le même pied, au même rang, le nom du fabricant et le nom du lieu de fabrication, appartenant à une ville, à une région.

Le droit qu'il reconnaît au fabricant et à la région, c'est un droit de propriété.

La loi pénale du 28 juillet 1824 n'aura pour but

(1) *Moniteur*, 20 juillet 1824, p. 1015.

que de frapper les atteintes qui seront portées à cette propriété.

Il est facile de saisir les conséquences de cette loi pour le crû bordelais.

La liberté de l'industrie avait brisé tous les anciens privilèges.

Mais la liberté de l'industrie conduit le législateur moderne à la consécration de la propriété industrielle ; et désormais ce sera un délit que de donner le nom de Bordeaux, à un vin qui ne proviendra pas du vignoble bordelais.

Du droit commun est né pour les habitants de la région bordelaise, commerçants et viticulteurs, un droit de propriété sur la marque du crû ; c'est-à-dire le plus énergique, le plus exclusif de tous les droits.

Ce droit des habitants de la région sur la marque régionale est une propriété véritable ; la jurisprudence le répète dans ses arrêts.

Toutefois notre étude comporte une nécessité de précision qui doit nous faire noter ici une nuance.

Cette propriété n'est pas, au sens le plus rigoureux, de tous points identique à la propriété mobilière et immobilière de droit commun.

Elle est spéciale, du moins pour la Cour de cassation, qui l'a dit dans un arrêt du 25 juillet 1887, rapporté par Maillard de Marafy.

Voici cet arrêt (1) :

Attendu que les droits d'auteur et le monopole qu'ils confèrent sont désignés à tort, soit dans le langage usuel, soit dans le langage juridique, sous le nom de « propriété » ; que, loin de constituer une propriété, comme celle que le Code civil a définie et organisée pour les biens, meubles et immeubles, ils donnent seulement à ceux qui en sont investis le privilège exclusif d'une exploitation temporaire ; que c'est ce monopole d'exploitation comprenant la reproduction et le débit de l'ouvrage, qui est régi par la loi, et qui fait l'objet des conventions internationales, de même que celui qui résulte des brevets d'invention, des dessins, modèles et marques de commerce et de fabrique et qui constitue ce que l'on nomme la « propriété industrielle » ; qu'en réalité, ces traités et notamment celui dont il s'agit, dans l'espèce, et qui, dans son article 13, stipule aussi la garantie réciproque en France et en Italie des dessins, modèles et marques de fabrique ou de commerce, n'ont en vue que l'exploitation commerciale ou industrielle des œuvres qui sont le sujet de leurs dispositions.

Il nous semble que cette décision appellerait une distinction entre la propriété qui résulte du brevet d'invention et celle dont la marque de fabrique est l'objet.

Mais sans y insister, disons que, bien que spéciale, la propriété du nom du fabricant, du nom du lieu de fabrication, est cependant une propriété.

(1) Cour de Cassation, 25 juillet 1887, Maillard de Marafy, v° *Convention*, p. 357.

Elle est une propriété exclusive.

La propriété des noms servant à désigner, soit des fabricants, soit des fabriques, soit des lieux de fabrication, en principe, est indéfinie dans sa durée.

Cette propriété ne prend fin que par l'abandon, c'est-à-dire par délaissement volontaire.

L'abandon peut être exprès ou tacite. L'abandon ne se présume jamais.

La tolérance, si prolongée qu'on la suppose, ne saurait être tenue, en général, pour un abandon tacite (1).

Et les règles qui précèdent découlent de l'éminence du droit de propriété qui est toujours opposable à tous et se défend de lui-même contre tous, et est opérant *erga omnes*.

Examinons les conséquences d'application de ces principes.

En ce qui touche Bergerac et Marmande.

Si nous supposons deux fabricants, ayant fait l'un et l'autre usage d'une même marque de fabrique, et prétendant chacun à la propriété de cette marque, c'est la priorité d'emploi qui l'emporte et tranchera le cas.

En admettant que Bergerac et Marmande aient fait usage du mot : vins de Bordeaux — à l'occasion

(1) Claude Couhin, *La Propriété industrielle*, tome III, page 357. — 1898.

de leurs vins — ce qui n'est ni concédé ni établi, elles ne peuvent pas réclamer la priorité sur la région bordelaise.

En effet dans la période pré-révolutionnaire et, tout au moins depuis Louis XI, cette région a seule pu jouir, légalement, des privilèges attachés à son crû.

C'est donc Bordeaux qui possède la priorité. C'est donc Bordeaux qui peut seul être proclamé propriétaire de la marque.

A la vérité, Bergerac et Marmande auraient pu, à partir de 1790, faire usage de la marque Bordeaux sans encourir de peines, et cela jusqu'au 28 juillet 1824.

Mais outre que cela n'est en aucune façon prouvé, cela sera encore sans résultat pour l'acquisition de la marque.

Il faudrait qu'au moment où Bergerac et Marmande auraient employé la marque Bordeaux, cette marque eût été déjà abandonnée par la région bordelaise.

C'est l'abandon seul par les commerçants bordelais de la marque Bordeaux qui aurait pu permettre l'appropriation de cette marque par Bergerac et Marmande.

Et encore ce serait une question de savoir si un nom abandonné ne tombe pas dans le domaine public ; d'où impossibilité de s'en servir ultérieurement à titre privatif.

Mais en admettant la possibilité de s'approprier une marque abandonnée, il faut que l'abandon soit incontestable et qu'il soit antérieur aux actes d'usage utile et d'appropriation.

Cet abandon n'a jamais eu lieu.

Dès lors, l'usage que Bergerac et Marmande auraient pu tenter (et c'est une simple supposition) aurait été inopérant et aucune tentative de ce genre n'aurait pu les conduire à la possession ou à la propriété de la marque Bordeaux.

Au contraire, les habitants viticoles des régions situées entre les limites de l'ancienne sénéchaussée de Guyenne et les limites du département de la Gironde, ont pu, depuis la formation de ce département, faire des actes de possession utiles. L'abandon en leur faveur du droit de participation à la marque de l'ancienne sénéchaussée ne peut pas être mis en doute. Nous le verrons établi dans le chapitre suivant.

Cet abandon, conforme aux précédents de la sénéchaussée, qui faisait participer à ses privilèges les territoires acquis et annexés (exemple : Langon) — n'est pas seulement tacite, il est exprès.

Nous verrons que c'est un usage constant, depuis la création du département de la Gironde, de comprendre tous les vignobles de ce département sous le nom de Bordeaux.

Cette extension du crû, conséquence des nouvelles

limites administratives, a pu s'effectuer d'autant plus juridiquement que les quelques communes annexées ne relevaient d'aucun autre crû possédant un nom de fabrication déjà classé, avant leur entrée dans le département de la Gironde.

CHAPITRE X

Usages locaux constants.

Nous avons vu plus haut que les usages commerciaux s'établissent par des parères des chambres de Commerce et des tribunaux de Commerce.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie ayant demandé à la Chambre de Commerce de Bordeaux delui indiquer sous quel nom les soixante-trois communes de la Dordogne et du Lot-et-Garonne — dont l'annexion au crû bordelais est proposée — vendaient leurs vins, a reçu la réponse suivante :

Bordeaux, le 16 octobre 1909.

La Chambre de Commerce de Bordeaux,
à Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Par votre lettre du 6 octobre courant, vous nous invitez à vous faire connaître :

1° Sous quel nom les vins de soixante-trois communes de la Dordogne et du Lot-et-Garonne, dépendant des arrondissements de Bergerac et de Marmande, et spécifiés dans votre lettre, sont achetés par les commerçants de Bordeaux ;

2° Ce qu'il faut entendre par vin d'opération.

Pour répondre à la première de ces questions, il nous suffira de vous déclarer que les vins de ces communes sont

achetés non pas seulement par les commerçants de la Gironde, mais par tous autres en ayant l'emploi, avec l'indication d'origine qui leur est donnée par le vendeur lui-même, c'est-à-dire l'indication de leur origine réelle.

Le fait étant de notoriété publique, nous sommes convaincus qu'il serait impossible de produire un seul bordereau de vente, régulièrement établi, attribuant à ces vins la dénomination de *vin de Bordeaux*.

En vue de satisfaire au désir exprimé dans le deuxième paragraphe de votre lettre, je joins ici un exemplaire du procès-verbal de notre séance du 22 septembre contenant la réponse faite par notre Chambre, le 23 septembre, à M. le Préfet, qui l'avait questionné à ce sujet.

En ce qui concerne la deuxième question, on appelle vin d'opération, tout vin mélangé; ce mélange pouvant être fait, soit entre vins de Bordeaux seulement, soit entre vins d'autres provenances.

Le Président,

P. BUIHAN.

M. le Préfet de la Gironde, avait déjà reçu de M. le Président du Tribunal de Commerce de Bordeaux la lettre suivante :

Bordeaux, le 14 septembre 1909.

Le Président du Tribunal de Commerce,
A Monsieur le Préfet de la Gironde.

Par votre lettre du 11 courant, vous avez bien voulu me demander mon opinion motivée au sujet des communes dont les vins ont, suivant un usage constant, droit à la dénomination *Bordeaux*.

Je suis d'avis que toutes les communes du département

de la Gironde, et ces communes seules, ont droit à ladite dénomination.

Depuis plus de cent ans les véritables négociants en vins de *Bordeaux* ont l'usage de dénommer *Bordeaux* tous les vins récoltés sur le territoire du département de la Gironde et ces vins seulement.

Il est établi qu'avant la Révolution, certaines régions du département actuel de la Gironde avaient seules droit à cette dénomination et aucune en dehors.

Il semble naturel que, Bordeaux étant le chef-lieu du département de la Gironde, ce département seul, qui constitue le pays bordelais, puisse avoir droit à l'appellation : *Bordeaux*.

La délimitation ne saurait se comprendre sans une sanction. Or, au point de vue pratique, l'application de cette sanction me paraît devoir être grandement facilitée par l'adoption des limites administratives du département, pour la dénomination *Bordeaux*.

Si les limites en étaient reculées en dehors du département de la Gironde, le choix des communes à admettre en dehors du département deviendrait très délicat, car on ne voit guère le motif; d'admettre telle ou telle commune et d'exclure telle ou telle autre. Le public consommateur, tant français qu'étranger, qui est simpliste, ne comprendra pas aisément un choix fait en dehors du département, si judicieux soit-il et cette tolérance pourra avoir pour résultat d'entacher à ses yeux toute la dénomination *Bordeaux*.

Au point de vue technique, la nature et la caractéristique des vins du Lot-et-Garonne et de la Dordogne sont très différentes de celles de l'ensemble des véritables vins de *Bordeaux*, récoltés dans le département de la Gironde.

Enfin, l'extension de la dénomination *Bordeaux* en dehors des limites du département de la Gironde peut amener la création à côté du département d'une zone qui deviendrait l'antichambre de la substitution d'autres vins à ceux ayant droit à l'appellation *Bordeaux*.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, etc.

FÉLIX BALARESQUE.

Le Préfet de la Gironde a aussi versé à l'enquête la lettre suivante du président de la Compagnie des Courtiers assermentés.

Bordeaux, le 22 septembre 1909.

Monsieur le Préfet de la Gironde,
Bordeaux.

Monsieur le Préfet,

Par votre lettre en date du 11 septembre courant, vous me faites l'honneur de me demander de vous faire connaître l'avis de la Compagnie des Courtiers assermentés au sujet de la délimitation de la région de Bordeaux, telle qu'elle est conçue dans le projet arrêté par le Conseil d'État.

Pour répondre à votre désir, et tout en regrettant vivement, Monsieur le Préfet, de n'avoir pas reçu cette demande lors de l'enquête préliminaire sur la délimitation, je m'empresse de vous informer que la Compagnie considère le projet actuel comme absolument arbitraire et tout aussi injuste.

Sans entrer dans le détail de tous les motifs d'ordre historique, technique ou judiciaire qui vont à l'encontre de cette décision, la Compagnie des Courtiers assermentés ne

peut admettre — sinon comme paradoxe — qu'une des conséquences de la loi sur les fraudes soit justement de permettre que les vins de la Dordogne et du Lot-et-Garonne puissent être vendus sous la dénomination de *Bordeaux*.

De deux choses l'une, en effet : ou ces vins sont égaux ou supérieurs comme qualité aux vins du vignoble girondin, et alors ils n'ont pas besoin d'être baptisés *Bordeaux*, ou ils sont inférieurs et, dans ce cas, il est profondément injuste de favoriser leur écoulement à l'aide d'une dénomination usurpée.

C'est pourquoi la Compagnie repousse le projet proposé, comme contraire à l'équité et aux intérêts du vignoble girondin, pourtant déjà si éprouvé, et comme de nature à augmenter le malaise et le mécontentement que la propriété et le commerce éprouvent du fait de toutes les lois restrictives qui, sous le couvert de répression de la fraude, portent de plus en plus atteinte à la liberté du commerce.

Par contre, elle pense que si une délimitation a lieu, la dénomination *Bordeaux* doit s'appliquer aux seuls vins récoltés dans le département de la Gironde sans exclusion d'aucune commune.

Recevez, Monsieur le Préfet, etc.

Le Président :

DELCROS, fils.

Nous pourrions arrêter ici ce chapitre. Les trois documents qui précèdent sont de véritables parères ; leur autorité n'est pas discutable.

Ils résument souverainement *nos usages locaux constants*.

Nous allons, pour être plus complet, les établir en détail et par une autre série de preuves.

En 1811 l'abbé Rozier, Chaptal, Parmentier et Dussieux publient *Le Parfait Vigneron*. A la page 110, ils énumèrent les parties du vignoble de Bordeaux : Médoc, Graves, Palus, Vignes Blanches, Entre deux Mers, Bourgeais, St-Emilion.

Et c'est tout. Rien de Bergerac et de Marmande.

En 1817, des négociants qui avaient expédié à l'étranger des **vins de Bordeaux** et qui n'avaient pas pu les vendre, demandèrent que ces vins fussent réadmis en franchise. La Direction générale des Douanes prit l'avis de la Chambre de Commerce de Bordeaux et du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur :

Il résulte de leurs réponses, écrivait-elle le 12 juin de l'année précitée, que les vins *de ce cru* offrent, par leur nature particulière, des moyens de reconnaissance propres à rassurer sur la crainte qu'on ne tentât de nuire au Trésor, comme aux propriétaires de vignobles et que dès lors la réadmission en franchise en peut être permise, mais sous des conditions et des formalités qui ne permettent pas d'en abuser.

L'une de ces conditions consiste en ce que des échantillons devaient être dégustés par des experts.

Ce régime spécial a été étendu aux vins de Bourgogne.

Ces deux crûs jouissent d'une dérogation au droit commun à cause de leurs qualités propres, qui permettent de les distinguer et de les reconnaître : les vins de Bourgogne et les vins de Bordeaux. Aujourd'hui, les vins de ce dernier crû sont ceux qui proviennent de la Gironde. Cela résulte expressément, en premier lieu, des instructions du Service des Douanes, telles qu'elles ont été publiées ; en second lieu, de la formule adoptée par les déclarations des experts et qui nous a été obligeamment communiquée par M. le Directeur des Douanes.

Dès 1837, à la date des 30 avril et 12 juin, le Directeur local écrivait au Préfet à ce sujet ; l'indication de l'objet de la lettre placée en marge est ainsi libellée :

Expertise des **Vins de la Gironde** réimportés.

La même année, le 27 décembre, au sujet de la même affaire, le Préfet écrivant au Président de la Chambre de Commerce, le consultait en vue de reconstituer le jury « pour constater l'origine des **Vins de Bordeaux** ». Le 2 janvier suivant, le Président employait cette même expression. Le 22 du même mois, un arrêté fut pris, dont la minute a été mise sous nos yeux ; dans le premier *Attendu*, il est question des vins de *Bordeaux* ; dans le dispositif,

le rédacteur écrivit d'abord : **Vins de Bordeaux**, puis il biffa **Bordeaux** et le remplaça par **la Gironde**. Un arrêté analogue, du 19 décembre 1842, porte **Vins de Bordeaux**.

Que ces deux expressions désignent les mêmes vins, cela ressort manifestement du dossier, et aussi d'un arrêté de janvier 1863 qui vise les deux précédents :

Le Préfet, etc.

Vu les arrêtés préfectoraux en dates des 22 janvier 1838 et 19 décembre 1842, portant nomination de membres du jury chargé de reconnaître et de constater l'origine des **vins de Bordeaux** qui reviennent invendus de l'extérieur.

Le 17 avril 1888, le Directeur des Douanes signalait au Préfet la nécessité de réorganiser le Jury. Voici le début de sa lettre :

Une décision du Directeur général des Douanes du 12 juin 1817 a institué, à Bordeaux, un jury chargé de reconnaître l'origine des **vins du crû de la Gironde** revenant de l'étranger.

Le 20 juin, le Préfet prit un arrêté où on lit :

ARTICLE PREMIER. — Le jury chargé de reconnaître et de constater l'origine des **vins de Bordeaux** qui reviennent invendus de l'extérieur sera composé, etc.

Et la lettre d'envoi au Directeur des Douanes porte :

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli, en réponse à votre communication du 17 avril dernier, expédition d'un arrêté par lequel j'ai réorganisé le jury chargé de reconnaître l'origine des **vins du crû de la Gironde** revenant invendus de l'étranger.

Nous avons là le fonctionnement d'une sorte d'organe de la Douane. A sa création en 1817, remarquez que la douane reconnaît l'existence du crû Bordelais : « *les vins de ce crû offrent, par leur nature particulière, etc...* »

Depuis 1817 et au cours des temps qui suivent, pour désigner ce crû, la Douane se servira indifféremment des mots : *Vin de Bordeaux* ou *Vin de la Gironde*.

Voilà bien la preuve que, dans les usages de la Préfecture et de la Douane, depuis 1837 au moins, *Vin de Bordeaux* et *Vin de la Gironde* sont synonymes et que le vin de Bordeaux est récolté en Gironde.

Or, il n'existe point, en ces matières, de cloison étanche entre l'Administration et le Commerce. Les experts dégustateurs sont courtiers : ils n'ont pas sur la portée des mots *Vins de Bordeaux*, une opinion comme experts et une seconde, différente, comme courtiers. C'est ce que l'un d'eux, M. Tastet, expose

dans une lettre fort intéressante qui nous a permis de suivre toute cette affaire. La Compagnie des Courtiers assermentés, questionnée par M. le Préfet sur les usages en matière d'appellation, a envoyé une réponse très affirmative et très nette (1).

En 1824, William Franck fait paraître un « *Traité sur les vins du Médoc et sur les vins rouges et blancs du département de la Gironde* ».

On y lit, page 31 :

« Un peu plus du tiers du département (de la Gironde) est planté en vignes. D'après la réputation de ses vins, connus sous le nom de *Vins de Bordeaux*, on serait tenté de croire... »

Même année 1824, on publie à Londres : *The History of ancient and moderne Wines*, page 179 et 186 on énumère les parties du vignoble bordelais : Médoc, Graves, Palus, Vignes Blanches, Entre-Deux-Mers, Bourgeais, Saint-Emilion ; et l'on précise que les vins de Montbazillac, Saint-Nessans et Saucé, sont communément désignés sous le nom de *Vin de Bergerac*.

Il y a donc des crûs distincts, ayant chacun son appellation particulière.

(1) BRUTAILS, Rapport de la Commission départementale de délimitation, pages 26 et suivantes.

En 1841, P. Batilliat, s'exprime ainsi dans son *Traité des Vins de France*, page 272 :

« Les *Vins de la Gironde*, plus connus sous le nom de *Vins de Bordeaux* sont, avec ceux de la Bourgogne, les plus remarquables de France. »

Victor Rendu, *Ampélographie française*, 1854, page 122, sous le titre : « **Vins de Bordeaux-Gironde** », énumère les vins du Médoc, de Graves, de Côtes, de Palus, d'Entre-Deux-Mers, page 139, il mentionne à part les « Vins de la Côte de Bergerac-Dordogne ».

A. Julien, *Topographie de tous les Vignobles connus*, 5^e édition 1866, p. 203 :

Les vins du Bordelais se divisent en vins du Médoc, vins des Graves, vins des Palus, vins des Côtes, vins de terre forte et vins d'Entre-Deux-Mers.

Ferrier, médecin à Pauillac (cité par Guillory aîné, *Les Vins alimentaires considérés au point de vue hygiénique*, 1869, p. 112) :

On confond depuis trop longtemps sous la même appellation « **Vins de Bordeaux** » tous ceux qui **se récoltent dans le département de la Gironde**, y compris ceux du Médoc, qui en diffèrent sous tant de rapports.

Barral et Sagnier, *Dictionnaire d'Agriculture*, 1886, t. I, au mot *Bordeaux* :

On donne le nom générique de **vins de Bordeaux** aux vins provenant des vignes du **département de la Gironde**.

En 1867, à l'occasion de l'Exposition universelle, fut imprimée une *Notice sur les vins de Bordeaux*, due à la collaboration de deux hommes qui étaient, à des titres divers, des autorités : le premier était M. G. Merman, l'un des représentants les plus en vue de la propriété viticole et du haut commerce ; le second était un très savant bibliographe, G. Brunet. Nous reproduisons les premières lignes de leur *Notice* :

Les vins récoltés **dans le département de la Gironde** et qui sont partout connus sous le nom de **vins de Bordeaux**, sont le produit de régions diverses et bien distinctes.....

Le livre de Coks et Féret, *Bordeaux et ses Vins*, est classique ; il a eu dix ou onze éditions en français, en anglais, en allemand, en suédois. Cet ouvrage, dit M. le D^r Martin, « limite le pays des vins de Bordeaux à la Gironde ». Or, dès 1868, l'éditeur Féret, demande aux lecteurs de lui signaler les erreurs de ce répertoire : il ne paraît pas que les départements voisins aient élevé de protestation. Bien plus, Féret a donné, en 1903, sur *Bergerac et ses vins*, le résultat d'une étude analogue, dans

laquelle il a été aidé par plusieurs professeurs d'agriculture de la Dordogne et par divers courtiers de Bergerac. Détail piquant, en tête de sa préface, Féret nous apprend que ce travail lui avait été demandé par la propriété, c'est-à-dire évidemment par la propriété Bergeracoise, et M. le D^r Martin rappelle que « les notices de ce livre ont été faites par les propriétaires eux-mêmes ! »

A l'appui des revendications bordelaises actuelles, on pourrait, sans aucun doute, avec du temps, colliger d'innombrables témoignages de négociants, de producteurs, de savants, des palmarès officiels mêmes.

En 1887, en pleine crise phylloxérique, au Conseil Générale de la Gironde, un membre exprime l'espoir que l'on arrivera « à faire dans **le département de la Gironde**..... des vins supérieurs à tous les autres, et qui puissent **avec cette étiquette "Bordeaux"** être exportés sur tous les points du globe ». L'orateur était M. Dezeimeris, viticulteur, qui a imaginé une taille bien connue, historien et philologue qui sait ce que valent les mots et ce qu'ils signifient.

Portes et Ruyssen, *Traité de la vigne et de ses produits*, t. II, 1888, pages 392 et 410, étudient séparément le Bordelais, ensuite la Dordogne, puis la Gascogne (Lot-et-Garonne) :

La Gironde avec ses vins de Bordeaux... Le vin

de Bordeaux!... C'est donc improprement que l'on a compris, sous cette dénomination, tous les produits de la vigne dans le département, mais **c'est un usage accepté.**

Victor Cambon, **Le vin et la vinification**, 1892, page 286 :

Les vins de Bordeaux se subdivisent en Médoc, Graves, Sauternes, Saint-Émilionnais, Fronsadais, Cubzadai, Blayais et Entre-deux-Mers. Dans toute la région, on distingue les vins de côtes et de palus.

Féret, auteur d'ouvrages très répandus sur les vins de Bordeaux et sur les vins de Bergerac, dans le *Dictionnaire normal du négociant en vins et spiritueux et du maître de chai*, 1896, page 96 :

Bordeaux (252,102 habitants). — Chef-lieu du département de la Gironde... **Les vins de ce département** sont connus dans le monde entier sous le nom de **vins de Bordeaux.**

D'un ouvrage anonyme, *Les Vignobles et les Vins de la Gironde à la XIII^e Exposition de la Société Philomathique de Bordeaux*, 1895, p. 7 :

Vignoble girondin, **Le département de la Gironde** dont les vins sont universellement connus sous le nom de **vins de Bordeaux.**

Du *Nouveau Guide bordelais Delmas*, 41^e édition, page 35, passe en revue les diverses espèces de vins

de Bordeaux : Médoc, Graves, Saint-Émilion, Bommes, Barsac, Preignac, Sainte-Croix-du-Mont. L'alinéa commence ainsi :

Vins de Bordeaux. — *Le département de la Gironde* produit diverses espèces de vins exquis, dont la renommée s'étend dans toutes les parties du monde.

Paul Lessourd, *Traité pratique des vins, cidres, spiritueux et vinaigres*, pages 6-18, étudie le Lot-et-Garonne, puis la Dordogne séparément, après la Gironde. Voici ce qu'il écrit au début du premier alinéa sur les vins de Bordeaux :

Vins du Bordelais. — Cette région, qui est constituée par le département de la Gironde, offre aux consommateurs une grande variété de produits.

Mais en ces matières il est quelqu'un qui a plus d'autorité que Malvezin ou Brunet ou même que M. Merman ou M. Dezeimeris : c'est tout le monde. Passons donc aux affirmations collectives. On peut comprendre dans cette catégorie la déclaration faite en 1906, par M. Audebert, en plein Congrès des Viticulteurs de France.

En 1906, écrit M. Audebert, au Congrès des Viticulteurs de France, à Paris, devant des propriétaires, venus de toutes les régions viticoles et devant les représentants autorisés du Ministère de l'Agriculture, j'ai pu dire en toute sincérité :

« Il y a toutefois une *appellation générale* qui a ses

frontières naturelles *indiscutées*, c'est celle de Bordeaux, donnée à tous les vins récoltés dans le département de la Gironde. »

C'est que, jusqu'à cette date, je n'avais pas encore soupçonné les prétentions de nos voisins au nom de *Bordeaux*. D'ailleurs dans les conditions spéciales où j'étais placé, elles auraient pu difficilement se produire sans que j'en aie connaissance. Aussi parmi les nombreux viticulteurs, présents à la séance, aucune observation ne fut présentée à propos des « frontières naturelles » de la région des vins de Bordeaux.

En 1895, alors que les problèmes de délimitation n'étaient ni agités, ni prévus, on créa une association pour défendre contre la fraude la marque *Bordeaux* : c'est l'*Association syndicale des Viticulteurs-propriétaires de la Gironde*. Autour de cette création on organisa une large publicité : des notes parurent dans la presse locale ; M. Octave Audebert fit, dans le *Journal d'Agriculture pratique*, un article dont il publia un tirage à part. Armand Sylvestre écrivit un tract où est dix fois exprimée cette idée que le vin de Bordeaux se récolte en Gironde.

Entre temps, l'Association demanda au Conseil général son appui et l'Assemblée départementale tint une délibération des plus suggestives. Feu Lanoire exposa qu'il s'agissait de protéger « nos vins girondins, nos vins de Bordeaux ». M. Courrège-

longue, rapporteur, affirma à diverses reprises que le vin de Bordeaux était récolté en Gironde.

Défendre la marque *Bordeaux*, dit-il, entre autres, c'est... protéger la réputation vinicole de notre département.

Ni la fondation du Syndicat, ni les publications destinées à le faire connaître, ni les débats du Conseil général n'entraînèrent de protestation. Il y a là toute une série de faits de possession, dont la portée ne peut pas échapper à des juristes.

Bergerac ayant prétendu naguère que ses vins étaient, dans les adjudications, mis sur le même pied que ceux de la Gironde, nous nous sommes enquis des clauses insérées à ce propos dans les cahiers des charges. Nous donnons ci-après le résultat de notre investigation.

En 1902, le Ministère des Colonies mit à l'adjudication la fourniture de 163.450 litres de *vin rouge de Bordeaux*. Du *cahier des conditions*, qui fut établi en cette circonstance, nous extrayons deux articles :

ARTICLE PREMIER. — La présente adjudication a pour objet la fourniture de 163.450 litres de **vin rouge de Bordeaux** nécessaires au 1^{er} et 2^e territoires militaires du Haut-Sénégal et Moyen-Niger et Haute-Guinée.

ART. 9. — Les quantités demandées sont rigoureuses. Le vin à fournir sera du **vin rouge de la Gironde**... Les caisses seront marquées S. G. — Subsistances, Kayes — 12 bouteilles **vin rouge de Bordeaux**.

Le 29 décembre dernier, le Service de la Marine a traité pour la livraison de 2.300 litres de *vin blanc de Bordeaux*, destinés aux hôpitaux de divers ports. Le marché renferme la stipulation suivante :

ART. 3. — Le vin composant la fourniture devra satisfaire aux conditions énoncées ci-dessous : Être du **vin de Bordeaux**, fin ou supérieur; **provenir, par conséquent, d'un crû de la Gironde**.

D'un rapport (1) sur l'Exposition de 1900, détachons les quelques lignes qui suivent :

Les vins des bassins de la Garonne et de la Dordogne sont un peu effacés derrière ceux de la Gironde, qui les dominant de leur supériorité écrasante.

Voici un fait plus probant, qui a été signalé par M. le D^r Martin. Dans le palmarès du Concours général, les envois sont rangés par sections : la 1^{re} section est réservée aux « Vins de la Gironde » ; la 2^e section, aux « Vins de la Dordogne, de Lot-et-Garonne, du Tarn, de Tarn-et-Garonne et de la Haute-Garonne » ; la 3^e section, aux « Vins du Gers », etc.

Et ce n'est pas seulement dans les listes de prix, c'est dans l'installation matérielle des expositions que le public s'habitue à voir le groupe des vins girondins, séparé des autres groupes : en 1900, ils

(1) Rapport par les jurys des classes 36 et 60, p. 60.

occupaient un palais spécial sur le fronton duquel était écrit : *Vins de la Gironde*.

M. le Dr Martin a opposé, avec beaucoup d'à-propos, aux revendications du Lot-et-Garonne, un ouvrage sur la vigne, imprimé en 1908 par un Agenais, M. Granat, professeur agrégé d'histoire et viticulteur. M. Granat établit que les vins de Marmande comptent parmi les *petits vins* du Lot-et-Garonne ; ce sont ceux dont les cours sont les plus bas. Marmande était d'ailleurs, au xix^e comme au xviii^e siècle un centre de distillation. L'eau-de-vie de Marmande est bien connue. Il est véritablement excessif que ce pays, qui produit l'eau-de-vie de Marmande et les prunes d'Agen, veuille encore fournir le vin de Bordeaux.

Tous les témoignages qui précèdent sont pour la plupart empruntés au récent rapport de M. Brutails, au nom de la Commission départementale de délimitation nommée par le Préfet de la Gironde.

Comme conclusion, cette Commission a fait siennes les deux propositions ci-après reproduites. La première est empruntée au rapport général de M. Alfred Picard sur l'Exposition de 1889 :

Les vins connus sous la dénomination de **Vins de Bordeaux**, viennent de la **Gironde**.

La seconde est empruntée au rapport sur la classe 60 de l'Exposition 1900 : M. Convert, faisant allusion aux efforts des viticulteurs girondins pour défendre la marque *Bordeaux*, constate que « *le nom de Bordeaux leur appartient* ».

Ces deux formules de la Commission résument heureusement l'opinion et les revendications de la Gironde.

Voici maintenant, en quelques lignes, l'argumentation produite dans l'intérêt de Marmande :

1° Le département de la Gironde ne produit pas assez de vin pour les besoins de son commerce. Marmande lui envoie 80.000 hectolitres par an ; ce n'est pas de quoi surcharger le commerce bordelais ;

2° Le département de la Gironde produit une grande diversité de vins. Si l'on comprend dans la région du vin de Bordeaux les produits de La Réole et de La Motte-Landeron, par exemple, régions très voisines du Marmandais, il n'y a pas de raison pour exclure les vins de Marmande en s'arrêtant à une ligne fictive figurée par la délimitation administrative du département ;

3° Le climat girondin ne s'arrête pas à cette limite. La nature n'a pas prévu l'œuvre de la Révolution, celle de 1815, et les remaniements territoriaux apportés plus tard ;

4° A Marmande la vallée de la Garonne est plus large qu'à La Réole et à Langoisan ;

5° Le canton de Duras pénètre en pointe dans la Gironde; de même celui de Sainte-Foy dans la Dordogne ;

6° Les vins de Marmande sont différents de ceux que récolte l'arrondissement de Bordeaux. Mais le vin de Bordeaux est surtout caractérisé par le cépage principal qui produit le *Cabernet*; de même que le vin de Bourgogne est caractérisé par le jus de *Pineau*.

Dans ces conditions, comment pourrait-on exclure de la région du Vin de Bordeaux, des cantons produisant des vins de Cabernet, dans des terrains analogues, avec un climat similaire, alors qu'on en admet d'autres donnant des vins absolument différents, uniquement parce qu'ils se trouvent compris dans les limites administratives d'un même département ?

Au nom de Bergerac on a repris la même argumentation. On y a ajouté : Les cantons de Vélines et de Villefranche, sur la rive droite de la Dordogne, produisent d'excellents vins, qui, pendant bien longtemps, sont venus servir d'appoint à la production insuffisante de Saint-Émilion. Aujourd'hui que l'on n'en a plus besoin, on veut exclure ce vignoble de la région du vin de Bordeaux.

Il y avait dans ce dernier argument une allusion à la crise du phylloxera et au déficit momentané qu'elle causa à la production girondine, à un mo-

ment où les vignobles du Périgord n'étaient pas encore atteints.

Notre résumé est aussi fidèle que possible.

Le moindre inconvénient de cette argumentation est de porter à faux.

La délimitation aura pour bases les usages locaux constants.

Chaque vin doit se vendre, sous le nom du vignoble qui l'a produit.

Le fait de vendre du vin de Marmande ou de Bergerac, pour du Bordeaux, est frauduleux et punissable.

Il constitue l'abus même que la loi se propose de détruire.

Le raisonnement consiste, à faire donner le nom de vins de Bordeaux, à des vins obtenus sur des couches géologiques semblables, sous un climat pareil, avec des cépages de Cabernet. — C'est celui que font l'Australie en envoyant ses Châteaux-Margaux en Angleterre, et la Russie méridionale qui prétend reproduire tous nos Bordeaux, tous nos Bourgognes.

Si nous le légitimons en France, il faudra le légitimer aussi dans le monde et déchirer la convention de Madrid, qui a tenté de pratiquer sur le marché universel, l'authenticité des produits, unique principe que nous puissions opposer à nos rivaux pour nous défendre de leur concurrence déloyale.

Ainsi donc, les usages locaux constants attribuaient:

sous l'ancien régime, le nom de vins de Bordeaux, aux vins récoltés sur le territoire de la sénéchaussée de Guyenne ; depuis la Révolution, ils attribuent cette appellation, à la partie viticole du département de la Gironde.

CONCLUSIONS

La loi du 1^{er} août 1905, par sa sévérité, par l'importance des peines qu'elle prononce, exige une surveillance particulière des conditions de son application dont la détermination a été confiée par le législateur au Conseil d'État.

Parmi les sujets les plus délicats, ainsi renvoyés à la haute assemblée administrative, figure la délimitation des régions de produits.

Le texte de la loi relatif à cette dévolution est exclusif de l'idée de remettre au Conseil d'État le pouvoir de légiférer sur la matière pour la régler. Cette délégation du pouvoir législatif serait inconstitutionnelle; mais le législateur a marqué sa volonté de ne rien céder de ses attributions et de ne faire appel qu'au seul pouvoir réglementaire du Conseil d'État. A cet effet il a restreint le mandat conféré; a mis des conditions et posé des limites à l'action du corps administratif.

Il ne pourra délimiter qu'en prenant pour bases les usages locaux constants. C'est dire que la délimi-

tation doit s'arrêter, dès que les usages au lieu d'être constants sont contestés.

Cette hypothèse était à prévoir. Elle s'est déjà réalisée. Devant le conflit d'intérêts et de droits, dont elle est la manifestation, que doit faire le Conseil d'État ? S'abstenir.

Mais le législateur n'a rien édicté pour sortir de la difficulté ainsi soulevée.

On n'a pas prévu les droits des tiers, ni pour en faire la réserve, ni pour leur faire justice.

Ces droits ne sont pas hypothétiques ; ils découlent de la loi du 28 juillet 1824, de la loi du 23 juin 1857.

La loi de 1905 n'a pas conféré au Conseil d'État le pouvoir de régler ces droits, de les retirer aux uns, de les donner aux autres par des dispositions législatives.

D'ailleurs, dès qu'il s'agit d'enlever ou d'attribuer à des particuliers des propriétés même industrielles, le Conseil d'État cesse d'être compétent.

Dès lors que le recours aux tribunaux civils s'impose pour trancher ces questions de propriété, ne faut-il pas réduire aux moindres conséquences fâcheuses, la contradiction possible du règlement et des lois ? Ne faut-il pas organiser le sursis ?

La lacune est béante. Il est d'impérieuse nécessité de la combler.

La procédure préliminaire d'instruction de la déli-

mitation n'organise, ni la représentation directe des intérêts, ni le principe de la contradiction.

La procédure devant le Conseil d'État est peu faite pour garantir les intérêts particuliers, les droits acquis, qui n'ont même pas le moyen d'être représentés devant l'assemblée administrative.

Contre le décret de règlement il existe le recours direct au contentieux, pour incompétence ou excès de pouvoir.

Mais il serait préférable, dès qu'un droit de propriété civile ou industrielle est opposé à la délimitation, de surseoir, jusqu'à ce que les juges naturels de la propriété aient statué.

Cela laisserait aux particuliers, aux régions de produits toutes les garanties qu'ils tiennent de la loi.

Un recours au contentieux est long, coûteux, difficile et met le propriétaire aux prises avec l'Etat lui-même.

Il existe aussi le recours indirect, qui est de droit commun.

Mais ce qui domine toute la question c'est l'impossibilité juridique de confier à une assemblée administrative la mission de trancher des questions de propriété.

Telles sont nos conclusions.

Nous n'avons donné le cas du conflit de Bordeaux, de Bergerac et de Marmande que comme un exemple, bien choisi, pour montrer sur le vif les difficultés et

toutes les difficultés, qui peuvent naître de la délimitation.

De Louis XI à la Révolution le crû bordelais a eu pour limites celles de la sénéchaussée de Guyenne.

Depuis la Révolution, il a eu pour limites celles du département de la Gironde.

Sous le droit ancien, le crû bordelais était défendu par des privilèges.

Depuis la Révolution, il a acquis mieux que des privilèges, c'est-à-dire un droit de propriété à la marque : « Bordeaux ».

Ce droit de propriété ne peut être l'objet d'une tentative d'appropriation que s'il a été l'objet d'un abandon.

Or les populations qui l'avaient si jalousement défendu, sous l'ancien régime, ne l'ont jamais abandonné, un seul instant, dans les temps modernes.

Dans ces conditions, en droit, que pourrait craindre la Gironde viticole ?

Peut-on, en fait, contester d'ailleurs sa possession constante, l'usage ininterrompu qu'elle a fait de sa marque, depuis des siècles, soit qu'elle la tînt de la seule volonté des rois, soit qu'elle la tînt de ce droit de propriété industrielle, qui a été la conséquence et comme le couronnement de la liberté du commerce et de l'industrie ?

Et quelle propriété serait, selon le mot de Chaptal, plus sacrée ?

Supputez les efforts accomplis depuis un temps immémorial par les générations de cultivateurs pour reconnaître, amender, réformer leur sol, arrêter après des expériences innombrables, le choix des cépages, les pratiques culturales, les procédés de vinification, les traitements œnologiques du vin, les moyens de conservation et déterminer la fixation du type régional ; ajoutez les travaux du commerce pour faire connaître ce type, le tenir en relation permanente avec le goût de clients quasi universels, le faire pénétrer dans le monde entier, et l'y maintenir ; joignez le labeur des maires, des jurats, du parlement, qui ont compris que ce vin était la fortune des cultivateurs, mais aussi de la ville, de son port ; qu'il importait au bien commun de lui maintenir par les règlements les plus habiles et les plus sévères, sa pureté, pour en faire une matière toujours rare et précieuse, et la vraie richesse du pays ; dites-vous qu'un fléau a failli détruire cette œuvre colossale ; que le cultivateur girondin a lutté intelligemment, vaillamment contre la nature ; qu'il a perdu ses vignobles, subissant de ce chef des pertes énormes ; et que, stoïquement, par ses seuls moyens, sans aide de l'État, il en a fait la reconstitution totale ; que dans cette œuvre il a engagé une somme au moins égale à celle qu'il avait perdue ; qu'un seul espoir lui reste en l'avenir pour se récupérer : Sa glorieuse marque de Bordeaux.

Vous comprendrez alors avec quelle âpreté on défendra ce trésor séculaire, si péniblement conquis, si chèrement disputé.

Et combien il est vain d'espérer en arracher fût-ce des parcelles à l'aide de simples procédés administratifs.

Vu : Le Président de la thèse,

II. BERTHÉLEMY

Vu : le Doyen,

CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

A N N E X E

TEXTES DE LOIS

LOI du 1^{er} Août 1905 complétée par celle du 5 Août 1908 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles.

ARTICLE PREMIER.

Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant :

Soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises;

Soit sur leur espèce ou leur origine lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine, faussement attribuées aux marchandises, devra être considérée comme la cause principale de la vente;

Soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat;

Sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende de cent francs (100 fr.) au moins, de cinq mille francs (5.000 fr.) au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 2.

L'emprisonnement pourra être porté à deux ans, si le délit ou la tentative de délit prévus par l'article précédent ont été commis :

Soit à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts ;

Soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations ;

Soit, enfin, à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte.

ART. 3.

Seront punis des peines portées par l'article premier de la présente loi :

1° Ceux qui falsifieront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus ;

2° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels qu'ils sauront être falsifiés ou corrompus ou toxiques ;

3° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des substances médicamenteuses falsifiées ;

4° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront, sous forme indiquant leur destination, des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels et ceux qui auront provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques.

Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué. Il sera de trois mois à deux ans et l'amende de cinq cents francs (500 fr.) à dix mille francs (10.000 fr.).

Ces peines seront applicables même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou du consommateur.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

ART. 4.

Seront punis d'une amende de cinquante francs (50 fr.) à trois mille francs (3.000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement :

Ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques, ateliers, maisons

ou voitures servant à leur commerce, ainsi que dans les entrepôts, abattoirs et leurs dépendances et dans les gares ou dans les halles, foires et marchés :

Soit de poids ou mesures faux ou autres appareils inexacts, servant au pesage ou au mesurage des marchandises ;

Soit de denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, de boissons, de produits agricoles ou naturels qu'ils savaient être falsifiés, corrompus ou toxiques ;

Soit de substances médicamenteuses falsifiées ;

Soit de produits, sous forme indiquant leur destination, propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, ou des produits agricoles ou naturels.

Si la substance alimentaire falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué.

Il sera de trois mois à un an et l'amende de cent francs (100 fr.) à cinq mille francs (5.000 fr.).

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

ART. 5.

Sera considéré comme étant en état de récidive légale quiconque, ayant été condamné par application de la présente loi, ou par application des lois sur les fraudes dans la vente :

1° Des engrais (loi du 4 février 1888) ;

2° Des vins, cidres et poirés (lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897);

3° Des sérums thérapeutiques (loi du 25 avril 1895);

4° Des beurres (loi du 16 avril 1897);

5° De la saccharine (art. 49 et 53 de la loi du 30 mars 1902);

6° Des sucres (loi du 28 janvier 1903, art. 7, loi du 31 mars 1903, art. 32),

aura, dans les cinq ans qui suivront la date à laquelle cette condamnation sera devenue définitive, commis un nouveau délit tombant sous l'application de la présente loi ou des lois susvisées.

Au cas de récidive, les peines d'emprisonnement et d'affichage devront être appliquées.

ART. 6

Les objets dont les vente, usage ou détention constituent le délit, s'ils appartiennent encore au vendeur ou détenteur, seront confisqués; les poids et autres instruments de pesage, mesurage ou dosage, faux ou inexacts, devront être aussi confisqués et, de plus, seront brisés.

Si les objets confisqués sont utilisables, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'Administration, pour être attribués aux établissements d'assistance publique.

S'ils sont inutilisables, ou nuisibles, les objets seront détruits ou répandus aux frais du condamné.

Le tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion aura lieu devant l'établissement ou le domicile du condamné.

ART. 7.

Le tribunal pourra ordonner, dans tous les cas, que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extrait dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de l'amende encourue.

Lorsque l'affichage sera ordonné, le tribunal fixera les dimensions de l'affiche et les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression.

En ce cas et dans tous les autres cas où les tribunaux sont autorisés à ordonner l'affichage de leur jugement à titre de pénalité pour la répression des fraudes, ils devront fixer le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu, sans que la durée en puisse excéder sept jours.

Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relatives à l'affichage.

Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'amende de cinquante francs (50 fr.) à mille francs (1.000 fr.).

La récidive de suppression, de dissimulation ou de lacération volontaire d'affiches par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, sera punie d'un emprisonnement

de six jours à un mois et d'une amende de cent francs (100 fr.) à deux mille francs (2.000 fr.).

Lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins du condamné, l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement à la première décision [qui a ordonné l'affichage.

ART. 8.

Toute poursuite exercée en vertu de la présente loi devra être continuée et terminée en vertu des mêmes textes.

L'article 463 du Code pénal sera applicable, même au cas de récidive, aux délits prévus par la présente loi.

Le tribunal, en cas de circonstances atténuantes, pourra ne pas ordonner l'affichage et ne pas appliquer l'emprisonnement.

Le sursis à l'exécution des peines d'amende édictées par la présente loi ne pourra être prononcé en vertu de la loi du 26 mars 1891.

ART. 9.

Les amendes prononcées en vertu de la présente loi seront réparties d'après les règles tracées à l'article 11 de la loi de finances du 26 décembre 1890, modifiée par l'article 45 de la loi de finances du 29 avril 1893 et par l'article 83 de la loi de finances du 13 avril 1898.

Les délinquants condamnés aux dépens auront à acquitter, de ce chef, en dehors des frais ordinaires et au profit des communes, les frais d'expertise engagés par ces der-

nières lorsqu'elles auront pris l'initiative de déceler la fraude et d'en saisir la justice (laboratoires municipaux).

La Commission départementale peut, sur la proposition du Préfet, accorder aux communes qui auront organisé une police municipale alimentaire des subventions prélevées sur le reliquat disponible du fonds commun.

ART. 10.

En cas d'action pour tromperie ou tentative de tromperie sur l'origine des marchandises, des denrées alimentaires ou des produits agricoles et naturels, le magistrat instructeur ou les tribunaux pourront ordonner la production des registres et documents des diverses administrations et notamment celles des contributions indirectes et des entrepreneurs de transports.

ART. 11.

Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crûs particuliers, que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des ven-

deurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente ; *la définition et la dénomination des boissons, denrées et produits conformément aux usages commerciaux ; les traitements licites dont ils pourront être l'objet en vue de leur bonne fabrication ou de leur conservation ; les caractères qui les rendent impropres à la consommation ; la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits. Cette délimitation sera faite en prenant pour bases les usages locaux constants* (1) ;

3° Les formalités prescrites pour opérer des prélèvements d'échantillons et procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes ;

4° Le choix des méthodes d'analyses destinées à établir la composition, les éléments constitutifs et la teneur en principes utiles des produits ou à reconnaître leur falsification ;

(1) Le texte reproduit en italique est celui de la loi du 5 août 1908 qui a complété dans son article 1^{er} l'article 44 de la loi du 1^{er} août 1905 et qui comprend un article 2 ainsi libellé :

ART. 2.

Tous syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruit, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront exercer, sur tout le territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications prévus par les lois en vigueur, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

5° Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi, ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir des éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transports.

ART. 12.

Toutes les expertises nécessitées par l'application de la présente loi seront contradictoires et le prix des échantillons reconnus bons sera remboursé d'après leur valeur le jour du prélèvement.

ART. 13.

Les infractions aux prescriptions des règlements d'administration publique, pris en vertu de l'article précédent, seront punies d'une amende de seize francs (16 fr.) à cinquante francs (50 fr.).

Au cas de récidive dans l'année de la condamnation, l'amende sera de cinquante francs (50 fr.) à cinq cents francs (500 fr.).

Au cas de nouvelle infraction constatée dans l'année qui suivra la deuxième condamnation, l'amende sera de cinq cents francs (500 fr.) à mille francs (1.000 fr.) et un emprisonnement de six jours à quinze jours pourra être prononcé.

ART. 14.

L'article 423, le paragraphe 2 de l'article 477 du Code pénal, la loi du 27 mars 1851 tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises, la loi des 5 et 9 mai 1855 sur la répression des fraudes dans la vente des boissons, sont abrogés.

Néanmoins, les incapacités électorales édictées par la loi du 24 janvier 1889 continueront à être appliquées comme conséquence des peines prononcées en vertu de la présente loi.

ART. 15.

Les pénalités de la présente loi et ses dispositions en ce qui concerne l'affichage et les infractions aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution sont applicables aux lois spéciales concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais, des vins, cidres et poirés, des sérums thérapeutiques, du beurre et la fabrication de la margarine. Elles sont substituées aux pénalités et dispositions de l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1831 dans tous les cas où des lois postérieures renvoient aux textes desdites lois, notamment dans les :

Article premier de la loi du 28 juillet 1824 sur les altérations de noms ou suppositions de noms sur les produits fabriqués ;

Articles 1^{er} et 2 de la loi du 4 février 1888 concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais ;

Articles 7 de la loi du 14 août 1889, 2 de la loi du 11 juillet 1891 et 1^{er} de la loi du 24 juillet 1894 relatives aux fraudes commises dans la vente des vins ;

Article 3 de la loi du 25 avril 1895 relative à la vente des sérums thérapeutiques ;

Article 3 de la loi du 6 avril 1897 concernant les vins, cidres et poirés ;

Articles 17, 19 et 20 de la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.

La pénalité d'affichage est rendue applicable aux infractions prévues et punies par les articles 49 et 53 de la loi de finances du 30 mars 1902, 7 de la loi du 28 janvier 1903, 32 de la loi de finances du 31 mars 1903 et par les articles 2 et 3 de la loi du 18 juillet 1904.

ART. 16.

La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

LOI DU 28 JUILLET 1824

**Relative aux altérations ou suppositions de noms
sur les produits fabriqués.**

ARTICLE PREMIER. — Quiconque aura, soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement, ou par une altération quelconque, sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets auront été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, sera puni des peines portées en l'article 423 du Code pénal, sans préjudice des dommages intérêts s'il y a lieu. — Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des effets de la poursuite, lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms ou supposés altérés.

ART. 2. — L'infraction ci-dessus mentionnée cessera, en conséquence et nonobstant l'article 17 de la loi du 12 avril 1803 (22 germinal, an XI) d'être assimilée à la contrefaçon des marques particulières, prévue par les articles 142 et 143 du Code pénal.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- BÉQUET (Léon). — Répertoire du droit administratif. Paris, Dupont, 1882-1903.
- BERTHÉLEMY. — Traité élémentaire de droit administratif. Paris, 1906.
— *Revue politique et parlementaire*, 1898 (janvier et février).
- BOISTEL. — Cours de droit commercial, 4^e édit. Paris, 1890.
- DE BORSSAT (Xavier). — Législation et jurisprudence nouvelles sur les fraudes et falsifications. Marchal et Billard, Paris, 1909.
- BRUTAILS. — Rapport de la Commission départementale de délimitation. Bordeaux, 1909.
- CAZENEUVE. — Chambre des députés. Année 1907, Proposition n° 4102.
- CHRONIQUE BORDELAISE, édition de 1619.
- COUHIN (Claude). — La propriété industrielle, artistique et littéraire. Paris 1894-1898.
- DAUZON. — Chambre des députés. Année 1903, Rapport n° 1044; Année 1907, Rapport n° 4163.
- GADAUD. — Sénat. Année 1895, Projet n° 2.
- GASTAMBIDE. — Traité théorique et pratique des contrefaçons, 1837.
- ESMEIN. — Eléments de droit constitutionnel. Paris, 1906.
— *Revue politique et parlementaire*, 1894 (février).
- INVENTAIRE de la Jurade de Bordeaux (Archives départementales de la Gironde).

- LAFERRIÈRE.** — Cours théorique et pratique de droit public et administratif. Paris, 1860.
- Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux. Paris, 1896.
- LEMERCIER.** — Manuel élémentaire pour la répression des fraudes. Paris, Marchal et Billard, 1909.
- LIVRE** des privilèges de Bordeaux (Archives départementales de la Gironde).
- LYON-CAEN ET RENAULT.** — Traité de droit commercial. Paris, Cotillon, 1889-1907.
- MAILLARD DE MARAFY** (Comte de). — Grand dictionnaire international de la propriété industrielle au point de vue du nom commercial, des marques de fabrique et de commerce et de la concurrence déloyale. Paris, Chevalier-Marescq, 1889-1892.
- MARTIN** (Dr Georges). — Les Graves. Bordeaux, 1909.
- Mémoires au Conseil d'Etat. Bordeaux, 1909.
- MÉLINE.** — Sénat. Année 1898, Projet n° 248.
- NICOLAÏ.** — Les vins de Bordeaux et la délimitation. Bordeaux, 1909.
- PIERRE** (Eugène). — Traité de droit politique électoral et parlementaire. Supplément, Paris, 1906.
- POUILLET.** — Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale en tous genres. Paris, Marchal et Billard, 1906.
- Dictionnaire de la propriété industrielle, artistique et littéraire. Paris, 1887.
- RICARD** (Henri). — Sénat, 1907, Rapport 290.
- SAVARY.** — Dictionnaire universel du commerce. Copenhague.
- STATUTS** de la ville de Bordeaux, 3^e édition, 1701.
- THÉVENET.** — Sénat. Année 1898, Rapport n° 324.
- TRANNOY.** — Chambre. Année 1899, Rapports n°s 940, 1017, 2453. Sénat. Année 1905, Rapport n° 174.
- DU VIVANT.** — Observations sur divers moyens de soutenir et d'encourager l'agriculture, 1766.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	IX
-------------------	----

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I. — La loi du 1 ^{er} Août 1905 sur la répression des fraudes et des falsifications. — Le législateur a voulu condenser dans un texte les règles générales, unifier la répression et la rendre plus efficace. — Textes abrogés ; lois maintenues ; tableau des anciennes et des nouvelles pénalités. — Le législateur a pris aussi des mesures préventives.....	1
CHAPITRE II. — Origine et genèse du texte prescrivant la délimitation des régions de production. — Ancien texte de l'article 11 de la loi du 1 ^{er} Août 1905. — Modification de cet article par la loi du 5 Août 1908.....	9
CHAPITRE III. — La partie modifiée de l'article 11 de la loi du 1 ^{er} Août 1905 ; principes d'où il procède ; règles qu'il impose au Conseil d'État. — En résumé, le Conseil d'État ne peut délimiter, que dans l'hypothèse où les usages locaux sont universellement reconnus.....	21
CHAPITRE IV. — Lacune de la loi du 1 ^{er} Août 1905, en ce qui touche la délimitation. Cette opération se heurte aux droits acquis ; à ceux qui résultent de la loi du 28 Juillet 1824. Rien n'a été prévu pour la réserve des droits des villes. Proposition de loi des sénateurs de la Gironde. — Procès civils. — Conflit du règlement et de la loi du 23 juin 1857.....	26

CHAPITRE V. — Procédure à suivre pour la préparation du règlement de délimitation. — Instruction préparatoire par les commissions locales. — Au Conseil d'État : Procédure devant les sections et devant l'assemblée générale.....	36
CHAPITRE VI. — Voies de recours contre le décret de délimitation. — Théorie de M. Laferrière. — Comment elle est combattue par MM. Esmein et Berthélemy. — En thèse générale les décrets, règlements, prévus par les lois, ne sont pas des actes législatifs. — Dans le cas particulier, le législateur, en faisant appel à un décret de règlement, a marqué sa volonté de ne pas faire une délégation du pouvoir législatif. — Le recours contentieux pour incompétence et excès de pouvoir est donc ouvert contre le décret de délimitation des régions de produits. — Recours indirect devant les tribunaux ordinaires.....	43

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE VII. — Le crû Bordelais avant la Révolution. — Ses privilèges. — Sa marque : barrique spéciale. — Son nom : Vins de Bordeaux. — Les règlements du parlement de Bordeaux contre les fraudes. — Les limites du crû bordelais ; elles se confondaient avec celles des circonscriptions administrative et religieuse, dont Bordeaux était la capitale. — De Louis XI à la Révolution, le crû bordelais est toujours resté séparé et distinct des autres régions. — Son régime décrit par Turgot.....	63
CHAPITRE VIII. — Les crûs de Bergerac et de Marmande avant la Révolution. — La reconnaissance par la jurade de Bergerac du crû bordelais, de ses privilèges et de la nécessité d'empêcher une confusion entre les vins du territoire de Bergerac et ceux du crû bordelais.....	114

CHAPITRE IX. — Les crûs de Bordeaux, de Bergerac et de Marmande et le droit moderne; leur position juridique respective.....	162
CHAPITRE X. — Usages locaux constants.....	178
CONCLUSIONS.....	201
ANNEXE.....	207
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	21
TABLE DES MATIÈRES.....	221

